

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



MATTHIEU PIGASSE
LES AMBITIONS
PRÉSIDENTIELLES
D'UN BANQUIER DE GAUCHE **PAGE 17**



EDGAR MORIN
LA DISPARITION
D'UN HUMANISTE
DE LA COMPLEXITÉ **PAGE 34**

PRÉSIDENTIELLE

Le tour de chauffe d'Attal en meeting à Paris

PAGE 6

DIPLOMATIE

À Singapour, Pete Hegseth baisse le ton face à la Chine

PAGE 7

ENQUÊTE

L'Autriche s'interroge toujours sur le devenir du « balcon de Hitler »

PAGE 9

BÉTHARRAM

Les députés examinent un projet de loi sur les violences à l'école

PAGE 10

TENNIS

Roland-Garros : ici, c'est Parry!

PAGE 14

DISTRIBUTION

La famille Mulliez affiche sa confiance en dépit des difficultés d'Auchan

PAGE 24

CHAMPS LIBRES

• La tribune de Jérôme Fourquet
• Les chroniques de Nicolas Baverez et de Samuel Fitoussi

PAGES 18 ET 19

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de samedi :

Êtes-vous favorable à une taxe sur les « superprofits » de TotalEnergies ?

NON 80% OUI 20%

VOTANTS : 83779

Violences après la victoire du PSG : faut-il durcir les sanctions à l'égard des casseurs ?

Téléchargez l'appli du Figaro pour voter

CATHERINE GUGELMANN / OPALE PHOTO - FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO - CHRISTIAN HARTMANN / REUTERS

Victoire du PSG : la joie et la violence

L'exploit du club parisien, vainqueur d'Arsenal en finale de la Ligue des champions, a été suivi d'une nuit de violences dans la capitale et dans plusieurs villes de France, faisant un mort et 219 blessés. Les forces de l'ordre ont interpellé 780 personnes. **PAGES 2 À 5, 18 ET L'EDITORIAL**



EMMA DA SILVA/AP

La Chine, nouveau poids lourd de la cancérologie dans le monde

Longtemps en retard sur la recherche occidentale pour la mise au point de traitements contre le cancer, la Chine a rattrapé son handicap et talonne désormais les États-Unis, lea-

der longtemps incontesté dans le domaine. Le laboratoire chinois BeOne, qui présente au grand congrès de Chicago un traitement innovant, est un symbole de ce succès. **PAGE 12**



Choose France : promesses d'investissements records dans l'IA, la santé et l'énergie

La dernière édition pour Emmanuel Macron de Choose France, ce sommet de l'attractivité qu'il a institué au château de Versailles, s'annonce historique. Le géant japonais de la tech Soft-

Bank a promis un montant colossal, jusqu'à 75 milliards d'euros, axé sur les data centers. Plus de 200 dirigeants du monde entier devraient être présents. **PAGES 22 ET 23**

ÉDITORIAL par Yves Thérard

Gloire et honte nationales

Le PSG a gagné. Au prix d'une finale plus riche en suspense qu'en qualité. Mais c'est toute l'épopée européenne de cette saison qu'on retiendra, avec ces magnifiques victoires contre Chelsea, Liverpool et le Bayern Munich. Et puis, évidemment, il y a ce deuxième sacre européen consécutif qui fait entrer le club parisien dans la légende. À jamais le premier en France à ce niveau ! Cette équipe est belle car elle brille par un jeu collectif exceptionnel. Elle n'est pas, comme auparavant, que l'expression de quelques stars. On n'a pas fini de l'habiller de superlatifs, d'en chanter la virtuosité, d'en redemander encore et encore. On applaudit, mais l'exploit n'excuse ni ne justifie les scènes de guerre vues avant, pendant et après le match, jusqu'au bout de la nuit. Exactement comme l'année dernière. Plusieurs quartiers de Paris et de quelques villes de province ont été mis à sac. Tirs de mortiers, vitrines brisées, voitures brûlées. Affrontements en ligne avec les forces de l'ordre. Provocations, rugissements, bras d'honneur dans les rangs de meutes « animales ». Les rues livrées à un chaos fomenté par des garçons et des filles, des très jeunes et des

beaucoup moins jeunes, pas à plaindre, ni les uns ni les autres. On dit que le sport rassemble. Là, il rendrait donc fou, violent, inconséquent. Serait-ce spécifique au football ? C'est vrai qu'au rugby, sur la route du Tour de France ou à Roland-Garros, les foules offrent un tout autre spectacle. Mais, ailleurs en Europe, cette hystérie des jours de match de football, qui n'a rien à voir avec le hooliganisme, n'existe pas. Et puis on n'oublie pas que

L'exploit n'excuse rien

Lens vient de célébrer ses héros de la Coupe de France dans la bonne humeur, au son de la chanson des corons. Alors, qu'est-ce qui ne tourne pas rond ? Des épisodes identiques ou presque se déroulent maintenant les soirs du Nouvel An ou lors des festivités du 14 Juillet. Et, malheureusement, les fauteurs de troubles ne sont pas arrêtés ou condamnés comme il le faudrait. Va-t-on s'habituer encore longtemps à ces rituels inacceptables ? Peut-on tolérer que l'unité nationale, si belle dans la gloire, puisse être déchiquetée par la honte qu'inspirent certains dans le pays ? Ces jours-là, on ne peut s'empêcher de penser que la France est effectivement malade. ■



MECALUX

Robots mobiles autonomes (AMR)

Navigation libre • Intelligents
Flexibles • Précis
Fonctionnement sûr



0 810 18 19 20
Service gratuit • prix d'un appel local
mecalux.fr

De la victoire au défouloir : comment la France a

Christophe Cornevin et Paul Sugy

Au lendemain d'une soirée qui s'est soldée par un accablant bilan de 1 mort, 219 blessés et 780 personnes interpellées, les joueurs ont été fêtés en héros à leur retour de Budapest.

Porte Maillot à Paris, il est 23h30 : torse nu et juchés sur les barrières de sécurité, le visage masqué pour certains, les artisans du chaos viennent d'envahir la périphérie par hordes entières. Tous ont répondu à l'appel du tam-tam des boucles WhatsApp lancé depuis les cités voisines. Ne prenant même plus la peine de se maquiller en supporteurs, ces « *ensauvagés* » courent et tapent dans un ballon entre les voitures immobilisées, paradedent et pétaudent sur des scooters et défient l'autorité jusqu'à ce que les motards de la brigade de répression de l'action violente motorisée (BRAV-M) viennent les déloger. À 1 heure 10, au même endroit, un jeune conducteur de 24 ans s'est tué en s'encastrant dans des blocs de béton à la sortie de la bretelle d'autoroute. Un deuxième individu, âgé de 17 ans, se trouve actuellement dans le coma, avec un pronostic vital engagé, après avoir été pris à partie dans une bagarre au couteau qui s'est déroulée vers 4 heures du matin dans le 16^e arrondissement. À l'arrivée de la police, le jeune homme présentait deux plaies à l'œil et saignait abondamment de la bouche. Les mis en cause ont alors pris la fuite, sous les yeux de riverains.

Le mauvais remake d'une nuit « *Orange mécanique* » recommence et les incidents s'enchaînent ad nauseam dès le début de soirée. Tour à tour, une voiture s'encastrant dans une terrasse du 10^e arrondissement, le commissariat du 8^e est pris d'assaut, des hordes incontrôlables convergent en vociférant jusqu'au Champs-Élysées. L'odeur âcre du lacrymogène se mêle à celle des engins de mortiers et la fumée enveloppe jusqu'aux toits de la ville. Dans une atmosphère dantesque et sous une chaleur écrasante, les bouffées de violences éclatent et les interpellations tombent comme à Gravelotte.

Le football est malade de la violence et il rechte chaque grand soir de finale. Dans un rituel désespérant, que rien ne peut justifier, la fête qui a accompagné le deuxième sacre consécutif du Paris Saint-Germain en Ligue des champions contre Arsenal a été ternie par de nombreuses scènes de débordements à travers le pays. Un peu partout sur le territoire, dans la capitale comme dans une quinzaine de villes de France, les scènes de liesse des amoureux du ballon rond ont été éclipsées, au fil des heures, par la hargne des casseurs avec leur lot de tirs de mortiers, d'affrontements contre les forces de l'ordre, de pillages, de violences et de dégradations. La victoire s'est transformée en défouloir et la mobilisation de toute une armada n'y aurait hélas rien changé.

À Paris, à 20h30, soit avant le coup de sifflet final, la préfecture de police recense déjà 2216 contrôles et 45 interpellations. Quelque 24 torches et une centaine de mortiers sont saisis tandis qu'un policier est blessé dans le 8^e arrondissement et que des tensions éclatent aux abords de l'avenue des Champs-Élysées. La « *PP* » souligne alors que « *300 individus stagnent au milieu* ». Une boulangerie et un restaurant sont dégradés avenue de Versailles. Aux abords du Parc des Princes, un millier d'individus présents sont contenus par les forces de l'ordre et des « *barricades formées par des vélos* » sont évacuées. Le cadre d'un scénario que les policiers ne connaissent que trop est posé.

Une fois encore, les supporteurs du club parisien ne sont pas mis en cause dans les débordements. « *Nous sommes face à des bandes de casseurs qui ne s'intéressent pas du tout au football*



Des incidents (ici, porte de Saint-Cloud, aux abords du Parc des princes) ont éclaté après le sacre européen du PSG, samedi soir.

et qui ne viennent que pour piller », affirme un gradé parisien. La veille de la rencontre, le préfet de police de Paris, Patrice Faure, avait prévenu ses troupes que « *des groupes sans organisation mais très mobiles, très agiles, pourraient essayer de dégrader et de chercher la confrontation avec les forces de l'ordre* ».

Ciblant l'uniforme, ces individus s'en prennent aux forces de l'ordre et font au moins sept policiers blessés, dont un grave à Agen, victime d'un traumatisme crânien. Portés par la haine, ils attaquent aussi des sapeurs-pompiers en train d'éteindre un incendie à hauteur de la porte de Saint-Cloud ainsi que des agents de la protection civile, agressés vers le pont Alexandre-III. Un mouvement de foule a lieu à la sortie du Parc des Princes où des tirs de mortiers visent les forces de l'ordre, qui ripostent au gaz lacrymogène. Juste à côté, le boulevard périphérique est aussi brièvement envahi par des individus qui jettent des projectiles et des fusées d'artifice en direction des forces de l'ordre.

« Nous sommes face à des bandes de casseurs qui ne s'intéressent pas du tout au football et qui ne viennent que pour piller »

Un policier haut gradé

Une heure après la fin du match, le public familial quitte les rues mal fréquentées et les forces de l'ordre se coltinent ce qu'un patron de police appelle le « *mauvais public* ». Très vite, des « *groupes en mouvements* » sont détectés dans le quartier Barbès, avec cagoules et barres de fer. Des profils à risques grenouillent aux Halles.

Des heurts éclatent aux abords du Trocadéro et des Champs-Élysées malgré le filtrage draconien et la concentration policière exceptionnelle, dans un « *contexte actuel de menace terroriste élevé* », rappelle la PP. Sur la bien mal nommée « plus belle avenue du monde », des lascars en survêtement jouent au chat et à la souris avec les forces mobiles. Casqués, matraque à la main, policiers et gendarmes multiplient les « *bonds offensifs* » pour disloquer les groupes jusqu'à tard dans la nuit, sous le regard blasé des passants. Dans la France de 2026, la violence et la haine sont devenues ordinaires.

« *Les interpellations tombent partout pour violences, attroupements, incen-*

dies, jets de projectiles et outrages », indique un policier en disant que « *les ondes sont saturées* ». Au fil des messages, il est question de vélos incendiés à la porte de Saint-Cloud, d'un passant blessé par arme blanche place de la République, d'une policière touchée par un tir de mortier Faubourg Montmartre où les policiers sont caillassés.

Vers 23 heures, un homme manifestement alcoolisé est en arrêt cardio-respiratoire après être tombé dans la Seine, à hauteur du quai Saint-Bernard, dans le 5^e arrondissement. Le dispositif policier mis en place par le préfet de police tourne à plein régime dans Paris. À la manière d'une nuée de criquets, les pillards sont à l'œuvre. Avec méthode, ils dévalisent des commerces dans le secteur des Champs-Élysées, où des vitrines sont brisées et un magasin de sneakers intégralement vidé de son stock pendant la nuit. Dans le 19^e arrondissement, une voiture renverse un couple en terrasse après un refus d'obtempérer, tandis que les incendiaires, eux, s'en donnent à cœur joie en mettant le feu à une cabane de chantier attenante à une ambassade sur l'avenue d'Iéna et à une dizaine de voitures autour du Théâtre du Rond-Point.

La mobilisation de 22000 policiers dans toute la France, dont 8000 à Paris, n'aura pas suffi à endiguer la déferlante des casseurs. En France, la colère et l'exaspération ont gagné les esprits. « *Puisqu'il est impossible de célébrer un match sans basculer dans l'émeute, la seule réponse de bon sens est une nouvelle doctrine : le "zéro rassemblement"* », s'est indigné dimanche le maire LR du 8^e arrondissement, Catherine Lécuyer, qui a assimilé le secteur des Champs-Élysées à « *une arène de guérilla urbaine* ». Et l'élue d'asséner : « *On pensait pouvoir gérer les flux, canaliser les passions, sécuriser les dérivés. Cette logique de "l'accompagnement" a vécu. On ne canalise pas le chaos, on l'extirpe* ».

Face aux critiques de l'ensemble des oppositions et des syndicats de police, le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez a temporisé : « *Il y a eu des manifestations festives qui ont été émaillées d'un certain nombre de débordements, ce qui correspond à la situation que nous avions prévue et donc anticipée* ». Il a en outre jugé que fermer les Champs-Élysées, comme le réclame la maire du 8^e arrondissement, était une « *fausse bonne idée* » qui « *mobiliserait quasiment la moitié du dispositif* » de sécurité. Dans la nuit

de samedi à dimanche, il niait toute chienlit : « *Il ne s'agit pas de scènes de chaos mais de rétablissement de l'ordre républicain* ». Piqués au vif par ces propos, les principaux syndicats de policiers ont laissé éclater leur colère. « *Nous refusons le décalage grandissant entre le discours officiel et la réalité vécue par nos collègues sur le terrain* », a notamment écrit Alliance dans un communiqué. Ce syndicat a mis en exergue le fait que les forces de l'ordre ont dû faire face à « *une véritable chasse aux forces de l'ordre* ».

Mais la Place Beauvau n'a pas cillé : les consignes de fermeté ont été appliquées à la lettre, selon elle. La préfecture de police rappelle de son côté que les effectifs ont été « *mobiles et réactifs* ». Lors d'un point presse dimanche à midi, Laurent Nuñez a fait état de 219 blessés dont 8 grièvement - sans compter 57 policiers et gendarmes touchés - et de 780 interpellations sur l'ensemble du territoire, soit 30 % de plus que l'année dernière « *pour le même événement* ». Pas moins de 457 gardes à vue en ont découlé, dont une partie en province, où la fièvre des violences a touché de plein fouet 71 villes « *petites, moyennes, grosses* », a

souligné le ministre de l'Intérieur. Avant d'admettre : « *Ce qui est un nombre quand même assez important* ».

Des feux de poubelles et des tirs de mortiers ont été répertoriés à Dieppe, Limoges ou encore Valenciennes. À Niort, samedi, une source policière faisait état de « *mouvements de foule que le dispositif pein(ait) à contenir* ». Des vandales dégradaient les voitures en sautant dessus, les forces de l'ordre devaient encore et toujours se protéger des fusées d'artifices. « *On gère comme on peut, pas de blessés chez nous pour l'instant* », commentait un policier de terrain. À Grenoble comme à Rennes, des scènes de pillage ont été répertoriées dans les magasins du centre-ville, théâtre de plusieurs interpellations pour vols, jets de projectiles, et violences sur dépositaire de la force publique. Des dégâts qui ont été particulièrement aigus à Bordeaux. « *Il y a beaucoup de casse, avec des pavés, des chaises et des bouteilles envoyées sur nos patrouilles. Les terrasses de cafés sont dévastées* », indiquait un officier en déplorant que les effectifs de la force sentinelle aient été pris à partie alors qu'ils protégeaient une synagoge.

Crise d'autorité et reflet de la « nou pour la droite, faute du gouverne

Marie-Cécile Renault

Magasins pillés, mobilier urbain saccagé, vélos incendiés... Les images ont fait le tour du monde. À l'étranger, Elon Musk s'est fendu d'un tweet laconique mais sévère : « *Problems in Paris* », sur fond de vidéo de guérilla urbaine. En France, les réactions politiques sont très clivées : alors que la droite a condamné immédiatement et sans appel ces scènes de chaos tout en apportant son soutien aux forces de l'ordre, la gauche minimisait ou rejetait la faute sur le gouvernement.

« *Il n'y a qu'en France où la victoire d'un club de foot provoque des émeutes. Il n'y a qu'en France où chacun se sent obligé de s'enfermer chez soi un soir de victoire pour éviter d'être confronté à des violences* », a déploré Marine Le Pen, chef de file des députés Rassemblement

national (RN) à l'Assemblée. Dénonçant « *une violence d'atmosphère devenue insupportable* », Jordan Bardella, président du parti, a condamné ces « *bandes (qui) s'en prennent aux biens publics, aux commerces et aux forces de l'ordre. Le mode opératoire est toujours le même : caillasser, détruire, piller* ».

L'eurodéputé Les Républicains François-Xavier Bellamy y voit un véritable projet politique. « *Ceci n'est pas une fête. Ce n'est même pas un "débordement". C'est un projet : une minorité a décidé de pirater toute occasion légitime de joie collective pour démontrer sa capacité à s'imposer et à détruire* », analyse l'élue, actuellement à la manœuvre au Parlement européen pour durcir la politique migratoire de l'Union avec le règlement retour. « *Soyons lucides, cette crise de l'autorité ne se résoudra pas sans s'attaquer aux désordres migratoires qui alimentent depuis des années le délitement du rapport à la loi et*

replongé dans une nuit de violences

Au Havre, dont le maire et candidat à la présidence de la République, Édouard Philippe, a célébré la victoire du PSG en terrasse, les pompiers sont intervenus pour des feux de poubelles en centre-ville et des émeutiers ont été interpellés pour jets de projectiles sur les forces de l'ordre. Les villes de Tours, Agen et Dijon n'ont pas échappé à la tornade.

Mais si la France s'est réveillée avec la gueule de bois, les supporters du PSG et les amoureux du ballon rond n'entendaient pas boudier leur plaisir après l'exploit de leurs champions. Dimanche en fin d'après-midi, peu après 18 heures, les joueurs du Paris Saint-Germain sont arrivés sur le Champ-de-Mars, dans le 7^e arrondissement de Paris, pour fêter leur victoire avec près de 100 000 personnes, dans une scénographie réglée au millimètre. Dans le sillage du capitaine Marquinhos brandissant la coupe aux « grandes oreilles » en tête de cortège, l'entraîneur Luis Enrique, le président Nasser al-Khelaifi, les joueurs et tout le staff ont arpenté un tapis bleu et rouge aux couleurs du club pour marcher vers la tour Eiffel.

« On pensait pouvoir gérer les flux, canaliser les passions, sécuriser les dérives. Cette logique de "l'accompagnement" a vécu. On ne canalise pas le chaos, on l'extirpe »

Catherine Lécuyer

Maire LR du 8^e arrondissement

Tranchant de manière singulière avec le climat de violences des heures passées, la capitale a relevé la tête. « Ici, c'est Paris ! », entendait-on crier dans les allées du Champ-de-Mars. Pour sécuriser les lieux, plusieurs sas de filtrage avaient été mis en place, obligeant les fans à s'armer de patience pour rejoindre le cœur de la fête. Face aux craintes de nouveaux débordements, la préfecture de police de Paris avait mobilisé pas moins de 5780 membres des forces de l'ordre. « L'idée n'est pas de transformer la capitale en bunker mais, bien au contraire, tout faire pour garantir l'esprit de la fête », précisait la préfecture de police.

Sur l'esplanade du Champ-de-Mars, les supporters s'égosillaient au pied de la tour Eiffel, « vieille dame » dont la silhouette marquait leurs maillots. Les plus passionnés avaient même eu le temps, plus tôt dans la matinée, d'aller acheter leur nouvelle tunique bleue et rouge, fraîchement floquée des deux étoiles d'or. Dans une ambiance de fête, les enceintes crachaient des tubes de circonstance : « Freed from desire », « We are the champions »... « Vos joueurs sont dans le ciel, faites du bruit pour eux », s'époumonait le speaker pour faire durer le suspense. Car, dimanche, le vol Qatar Airways ramenant de Budapest les joueurs du PSG en France avait atterri à Roissy-Charles de Gaulle avec un peu plus d'une heure de retard. Pas de quoi im-

patienter la foule, prête à tous les sacrifices pour ses idoles.

Pour se frayer un passage en bord de Seine vers le Champ-de-Mars, ceux venus à bicyclette ont failli mourir dix fois sur les débris de verre amoncellés le long de la piste cyclable, derniers vestiges des échauffourées de la veille. Mais sitôt parvenus aux abords de la fête, la confusion des accès et le labyrinthe des rues barrées par les forces de l'ordre étaient vite oubliés. Les grappes de supporters se sont toutes rejointes, avant de reprendre en chœur des chants aux paroles mangées par la voix rauque des lendemains de fête.

Aux surexcités debout sur les Abri-bus, qui avaient dégainé les fusées

d'artifice, se joignait le Tout-Paris des supporters. Une foule moins masculine que la veille, avec beaucoup d'enfants. Drapeau du club mis en cape et maillot bleu trop grand pour eux, ils chahotaient l'OM eux aussi, comme les grands, en finissant une frite et en brailant : « un Ballon d'Or pour Ousmane ! ». Au bruit de fumi-gènes qui craquaient, un parent a soudain eu un geste de recul. « On partira si ça tourne mal », assurait-il en restant confiant : « les gens qui viennent l'après-midi sont là seulement pour faire la fête ». Hissés sur les épaules de leurs parents, les enfants espéraient apercevoir Dembélé et Hakimi, les deux plus grandes stars dans

le cœur des supporters. Devenant de plus en plus compact, le public a attendu dans le calme, et dans un esprit chaleureux et bon enfant, l'arrivée des héros du jour.

Au terme de cette première célébration, les joueurs et le staff étaient ensuite reçus à l'Élysée par Emmanuel Macron, puis fêtés par leurs supporters dans leur écrin du Parc des Princes. Là où les forces de l'ordre ont été prises à partie samedi mais aussi là où la légende du club s'est enrichie d'un de ses plus beaux chapitres. ■

➤ Lire aussi PAGE 18



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME
TABARD

Faux responsables et vrais coupables

On aurait aimé n'avoir qu'à partager la joie d'une équipe au palmarès historique, qu'à partager la liesse de supporters heureux - et soulagés au terme d'un suspense étouffant -, qu'à se féliciter du pouvoir fédérateur du sport, qu'à célébrer l'unité d'un pays que tout, trop souvent, divise. Il faut hélas supporter la tyrannie d'une minorité de casseurs, s'indigner de la bêtise et de la haine de ceux qui viennent gâcher la fête, se désoler de la fatalité de la bascule dans la violence après un événement censé ne procurer que de la joie, s'interroger sur le sentiment d'impuissance à empêcher de tels débordements.

Il faut aussi résister à une propulsion à l'inversion tenant lieu d'explication. Première inversion : transformer l'exceptionnel en habituel, l'exception inacceptable en règle inévitable. Les nuits de la Saint-Sylvestre, les après-match de foot, et même les soirs de Halloween, comme le souligne Jérôme Fourquet dans nos colonnes (lire page 18) : caillassages, pillages, incendies de voitures, attaques de forces de l'ordre ; tout cela serait des rites, des éléments constitutifs du « folklore » national. Il n'y aurait pas à les empêcher mais à les analyser.

Il en résulte une deuxième inversion : la faute serait la médiatisation des événements. Ce qui gâcherait la fête ne serait pas tant la violence que le fait de lui accorder trop d'attention, jusqu'à « invisibiliser » l'exploit du PSG. À lire certains commentaires sur les réseaux sociaux, en faire supposément trop sur les casseurs ne viserait qu'à satisfaire les obsessions « sécuritaires », voire « racistes » de tout un courant politique et médiatique. Cachez ces images d'horreur qui démentent l'image d'Épinal d'une société réconciliée et riche de ses diversités.

Cette inversion-là nous entraîne sur le terrain politique. Plusieurs voix ont redouté que le spectacle de la violence relayé sur les écrans ne produise du vote Rassemblement national. Comme si le vrai danger était le comportement électoral de citoyens français plus que le comportement délictueux des voyous.

C'est aussi un raisonnement politique qui conduit à l'inversion la plus insupportable ; celle transférant des fauteurs de désordre aux forces de l'ordre la responsabilité de ce qui s'est passé dans la nuit de samedi à dimanche. Sous la plume d'élus LFI, comme celle de la députée Clémence Guetté, c'est le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, qui était prié de ne pas « gâcher la fête » en envisageant une « répression violente » de supporters à la joie trop volubile. Des mots parfois écrits avant la bascule de l'après-match, mais jamais innocents de la part de ceux qui n'ont cessé de pointer les « violences policières ». Les casseurs deviennent des victimes, les détenteurs de l'autorité légale deviennent des provocateurs. Faut-il voir dans cette inversion l'aveu que cette « jeunesse » - là, dont une partie arborait le drapeau algérien ou attaquait une synagogue à Bordeaux, appartient aussi à cette « nouvelle France » dont ils se font les chantres ? ■

L'ARGENT N'EST PAS UNE FIN, IL EST UN DÉBUT.

Pour vous comme pour nous, la valeur n'est pas dans l'argent mais dans ce que l'on en fait. Transmission, investissement, entrepreneuriat et philanthropie : créons ensemble les opportunités à la hauteur de vos ambitions.

BANQUE TRANSATLANTIQUE
GESTION DE FORTUNE DEPUIS 1881

© Banque Transatlantique - RCS Paris 302 695 937.

« Nouvelle France » ment pour LFI

L'affaiblissement du pacte républicain », a alerté Bruno Retailleau, patron de LR et candidat à la présidentielle.

Chez Reconquête, Sarah Knafo a, elle, choisi le ton de l'ironie pour dénoncer ces exactions : « Paris et la France à feu et à sang pour la victoire du PSG. Encore la faute des familles anglaises de Gérard Darmanin ? Du sport ? De la pauvreté ? De CNews ? Pendant que d'autres cherchent des excuses, nous appliquons les solutions », a-t-elle posté sur X. Quant à son compagnon, Éric Zemmour, pris à partie par des supporters du PSG dans les rues de Paris, il juge que les violences de samedi n'ont rien à voir avec le foot. « Elles sont les premiers symptômes d'une guérilla de civilisation », argue-t-il, justifiant selon lui « une grande politique de remigration pour ramener la paix en France ».

Alors que les Champs-Élysées ont été le théâtre des débordements, Catherine Lécuyer, maire LR du 8^e arrondissement

de Paris, a réclamé l'interdiction de rassemblements sur la célèbre avenue. « Une fausse bonne idée », a balayé le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, assurant qu'elle ne sera « pas appliquée »

Une « minorité »

Le président de la République, qui devait recevoir les joueurs du PSG dimanche soir à l'Élysée, a simplement adressé un message de félicitations aux footballeurs, sans un mot sur les événements de la nuit. « Une nouvelle étoile brille sur Paris ! Bravo au PSG qui fait rêver toute l'Europe. La France est fière », a-t-il tweeté. Interrogé sur BFMTV, Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, a, lui, accusé « Marine Le Pen

(de) dénigrer systématiquement notre pays » et préféré voir dans le trophée du PSG une « grande victoire française ».

À gauche, le réflexe était plutôt de minimiser l'ampleur des violences. Interrogé lors du « Grand Jury RTL-Le Figaro », Raphaël Glucksmann, qui vient de sortir un livre dans lequel il propose un « contrat patriotique » aux Français, a dénoncé une « minorité de casseurs qui viennent polluer la fête ». Quant aux proches de Jean-Luc Mélenchon, ils rejettent la faute sur le gouvernement.

« Il faut organiser autrement ces soirées en mettant en place des lieux pour se rassembler comme des fan-zones », a défendu Manuel Bompard, coordinateur LFI. Dénonçant « l'absurde stratégie du

gouvernement », la députée Insoumise Clémence Guetté appelle à « revoir de fond en comble » la doctrine du maintien de l'ordre français lors des grands événements. « La police a chargé des gens qui ne commettaient aucun débordement. Ils ont tiré des grenades sur des familles, sur des jeunes gens, simplement parce qu'ils étaient rassemblés », affirme-t-elle. Une position qui illustre « le concept de "nouvelle France" défendu par LFI, a rétorqué Jordan Bardella, le soutien inconditionnel à ceux qui détruisent le bien d'autrui, à ceux qui bafouent nos lois et salissent nos fêtes populaires ; le mépris affiché pour nos forces de l'ordre, accusées, dans une totale inversion des valeurs et du réel, d'être les auteurs de l'insécurité ». ■

Écoutez
Guillaume
Tabard
à 8h10
dans la Matinale
de David Abiker
avec LE FIGARO

Après son doublé en Ligue des champions, le PSG définitivement dans la légende

Baptiste Desprez Envoyé spécial à Budapest

Deux fois champion d'Europe consécutivement après sa victoire contre Arsenal, samedi, dans une finale à suspense, le club parisien marque l'histoire du football. Et son époque.

Pour se rendre compte de la portée d'un événement, il faut parfois prendre le temps de se poser et d'écouter les acteurs. Les vaincus de batailles homériques. Les héros morts au combat. Cela dit beaucoup de la légende d'une époque. Dont le public se souviendra encore pendant des décennies. Le Paris SG est de la lignée des plus grands. De la race des seigneurs. Des mythes éternels. Que ce soit l'an dernier, ou cette saison, après chaque qualification parisienne en Ligue des champions, les entraîneurs adverses qui se sont présentés devant les médias, la peine en bandoulière, les yeux rougis par la dureté et l'âpreté de la joute livrée face aux gladiateurs de Luis Enrique, tous ont eu le même discours. Le même sentiment.

« Paris est la meilleure équipe d'Europe et du monde », assurent, en chœur et beaux perdants, les coachs de Chelsea, de Liverpool, du Bayern Munich ou encore d'Arsenal. Victimes d'un Paris carnassier. Ce PSG entre dans les esprits. Instaura la crainte. La terreur. Et martyrise au plus profond de lui chaque adversaire qui ose se dresser sur son chemin. Les corps en sortent usés. Mâchés. Les yeux hagards. Le regard vide. Les têtes anesthésiées. Le vainqueur est beau, grand, humble et ne laisse personne indifférent. Aucune tête ne sort du rang. Personne ne moufte. Le commandant Luis Enrique a tout révolutionné. Son régiment marche au pas.

De Paris en passant par toutes les villes de France. Et d'Europe. Avec une réputation qui dépasse largement les quatre coins de l'Hexagone. Le monde du football est admiratif. Le club de la capitale est assis désormais à la table des sommités de ce sport. Si le niveau de la finale de ce samedi ne laissera pas un souvenir impérissable à ceux qui y ont assisté, l'abnégation, le sérieux et le calme des joueurs parisiens auront eu raison d'un Arsenal venu à Budapest pour ne pas prendre une rouste. Résultat, une victoire aux tirs au but (4-3) après un rendez-vous tendu, fermé et au suspense irrespirable (1-1 après prolongations). « L'Europe a les champions qu'elle mérite », titre le Times. « Le règne se poursuit », surenchérit La Gazzetta dello Sport. « Une équipe prête à bâtir une dynastie », abonde Marca. Unanimité. Angleterre, Italie, Espagne. Tout sauf des petits pays du football.

« La meilleure équipe au monde »

Ce PSG est la définition même d'une équipe légendaire. Capable d'être belle. Moins belle. Mais toujours au rendez-vous. Personne n'a plus aucun doute. Et le Petit Larousse est formel sur l'aspect légendaire : « C'est dépasser la simple réalité pour entrer dans la mémoire collective. C'est laisser une trace indélébile grâce à des actes, des qualités ou des défauts extraordinaires qui inspirent, fascinent ou amusent, au point que l'histoire prend des proportions mythiques. » Luis Enrique et ses hommes sont de cette trempe. Des



Les joueurs parisiens fêtent leur deuxième succès consécutif en finale de la Ligue des champions, samedi, à Budapest.

MAXIM THORE / BILDBYRÅN VIA REUTERS CONNECT

héros des temps modernes. Dont l'histoire du football et du sport se souviendra avec gourmandise et délectation. Même si tout n'est pas fini, loin de là. Dans les travées bruyantes de la Puskas Arena, samedi soir, avec un vestiaire en feu et heureux de l'exploit accompli, certains se tournaient déjà vers la quête d'une troisième étoile la saison prochaine. Avant d'entretenir la dynastie, les vacances sont là pour le staff et la Coupe du monde (11 juin-19 juillet) attend la flopée d'internationaux parisiens et étrangers.

Mikel Arteta, samedi, les traits tirés et la douleur immense affichée face à la centaine de médias venus du monde

entier pour le plus grand événement de football de clubs de la saison, a eu des mots forts et laudateurs envers son bourreau du soir qui a privé ses Gunners d'un doublé Premier League-Ligue des champions historique. « Je félicite le PSG et en particulier Luis Enrique, car, selon moi, c'est la meilleure équipe au monde, a glissé l'ancien joueur parisien, marqué au fer rouge par la supériorité des hommes de la capitale. Ce qu'ils sont capables de faire avec le ballon, c'est du jamais-vu. Il faut s'améliorer, fin de l'histoire. On cherche à faire ce que le PSG réalise, avec son jeu, mais aussi ses actions individuelles. »

« La deuxième est très belle et encore plus difficile » : récit d'une saison en or

Dans la légende. Malgré une préparation rabotée, une pluie de blessures et une usure mentale conséquente, le PSG a réalisé l'impensable, décrocher un deuxième sacre en Ligue des champions. Malgré leurs efforts, les Gunners ont finalement cédé aux tirs au but (1-1 après prolongation, 4-3 aux tirs au but) samedi, en finale, à Budapest. « Il n'y a que le PSG qui voulait jouer », a pesté Joao Neves, pour évoquer le plan tactique restrictif de Mikel Arteta. Le résultat est là.

Le point final d'une « saison particulière », comme l'a si souvent dit Luis Enrique. « C'est une saveur différente, juge Marquinhos. La deuxième est très belle et encore plus difficile que la première, qui était très spéciale, très émouvante, parce qu'on a souffert pendant des années. Déjà avant le match, j'ai pleuré sur le terrain... Aujourd'hui, c'était un match différent, il y a eu du suspense jusqu'aux tirs au but, jusqu'à la fin, une tension de ouf! On va célébrer, on ne se rend pas compte encore. Ça reste dans la légende, dans l'histoire. Dans quelques années, on verra que ce qu'on a fait, c'était vraiment très beau », savoure le défenseur brésilien.

Deux mois après la finale de Coupe du monde des clubs et un mois après la Supercoupe d'Europe, avec trois petites semaines de repos entre les deux et déjà des blessés, le PSG attaquant la Cl avec appétit face à l'Atlantida, le 17 septembre. « Notre objectif est d'écrire l'histoire à nouveau et de remporter une deuxième Ligue des champions consécutive. On sait que ce sera difficile, mais on veut être très

ambitieux », disait le coach Luis Enrique avant cette rencontre.

Objectif de la première partie de saison? Digérer 2024-2025, gérer les blessures et ne pas hypothéquer quoi que ce soit en vue de la seconde moitié de la campagne. Et de ce point de vue, les Parisiens ont fait le boulot, décrochant trois trophées (Supercoupe d'Europe, Coupe intercontinentale, Trophée des champions) et donnant le change en championnat malgré la concurrence acharnée de Lens, champion d'automne. Seul vrai point noir, la sortie de piste prématurée en

Coupe de France, face au Paris FC (0-1). Et en Cl, l'essentiel a été assuré, même si la 11^e place en phase de ligue était au final décevante et synonyme de barrage.

Après avoir longtemps navigué dans le wagon de tête, avec quatre victoires sur les cinq premiers matchs, dont une à Barcelone (1-2) avec une équipe B et le but vainqueur de Gonçalo Ramos à la 90^e minute. « Quels que soient les joueurs et les problèmes, on est là », jubilait « Lucho ».

L'entraîneur espagnol était nettement moins extatique après la giflé

contre le Bayern Munich (1-2), le 4 novembre, avec la blessure d'Achraf Hakimi, out jusqu'à la Coupe d'Afrique des nations en prime. « L'important, c'est mars, avril, mai. À ce moment-là, on verra quelle sera la hiérarchie », notait Luis Enrique, dont l'équipe n'a pris que deux points sur les trois derniers matchs.

Des opportunités qu'il faut savoir saisir

Plusieurs penaltys ratés, de l'inefficacité en attaque, de la fébrilité derrière et notamment chez le gardien Lucas Chevalier, blessures en cascade, les jambes lourdes, les têtes embrumées... Paris était essoufflé. Mais ce n'était pas assez pour décourager Luis Enrique. « S'il y a une équipe prête pour les barrages et les éliminatoires, c'est nous », avait-il martelé après Newcastle (1-1), à l'occasion de la dernière journée de poule. Un match lors duquel Matfeï Safonov, tout juste de retour de blessure, avait été titularisé. La bascule dans les buts. Et d'ajouter : « Je ne vois personne d'autre que nous comme favori, personne ». Méthode Coué? Folie douce? Non, visionnaire.

Ce n'est toutefois pas un candidat à la victoire finale qu'on a vu contre Mo-

naco, en barrage, juste après un revers à Rennes (3-1), en L1, au terme duquel Ousmane Dembélé avait tapé du poing sur la table : « C'est le PSG qui doit être en premier, pas les individualités. » Au final, Paris s'en sortait (3-2, 2-2), passant près d'une prolongation, avec une expulsion monégasque à l'aller et au retour. Sans cela, la donne aurait pu être différente... Inquiétant.

Et la défaite face à ces mêmes Monégasques (1-3) en championnat, à Paris, juste avant le huitième aller de Cl contre Chelsea, l'était encore davantage. « Quand il y a des problèmes, c'est d'abord la tête », affirmait « Lucho », alors que tout le monde pensait que ses joueurs étaient cramés physiquement. « La confiance, ce n'est pas quelque chose qu'on achète à Monoprix. On est clairement en difficulté ». Et d'ajouter : « Ce n'est pas le meilleur résultat avant d'arriver à la Cl, mais nous aimons les difficultés et on cherchera à changer cela. »

Après Desiré Doué en Principauté, c'était au tour de Khvicha Kvaratskhelia d'être piqué par Luis Enrique et de démarrer sur le banc contre Chelsea. Entré à 2-2 à l'aller, « Kvara » a tout changé. Dynamiteur. Après une incroyable bourde du gardien des Blues, Filip Jörgensen, Vitorinha redonnait les rênes au PSG d'un lob délicieux. Le genre de moment clé qui change tout. Une épopée en Cl, c'est fragile, ça passe par des virages comme celui-ci, des moments de bascule qu'il convient de savoir négocier. Des opportunités qu'il faut savoir saisir.

Après ce cadeau de Jörgensen, et ce n'était d'ailleurs pas le dernier, « Kvara » faisait le reste. Pas content? Doublé! Les Parisiens l'emportaient



Arme fatale du PSG, Khvicha Kvaratskhelia a été élu meilleur joueur de la Ligue des champions. L'ailier géorgien succède à Ousmane Dembélé, qui avait obtenu cette distinction la saison dernière.

GIUSEPPE MAFFIA / NURPHOTO VIA AFP



saison. Avant que le Brésilien Gabriel ne rate son ultime penalty et délivre les 17 000 supporters du PSG, chanceux de décrocher dans la cité hongroise cette deuxième étoile en CI avec leurs champions.

Dans l'histoire du sport numéro un au monde, ce Paris SG version Luis Enrique, grand architecte et homme qui a tout changé depuis son arrivée, le 5 juillet 2023, se place dans la lignée des plus grands. Une institution respectable et respectée. Décrite par tous du temps du bling-bling et des stars en pagaille. Jalosée par beaucoup aussi pour l'argent du Qatar. Désormais admirée pour sa réussite et un projet collectif d'envergure initié par le technicien espagnol. L'équipe en tant que star. Les individualités à son service. Et surtout pas l'inverse.

Talent, hargne et humilité

En France, il n'y a plus aucun débat, ce PSG 2025-2026 est la plus grande équipe de tous les temps. Devant le grand Stade de Reims (finaliste en 1956 et 1959 de la Coupe d'Europe des clubs champions), les Verts de Saint-Étienne (finalistes en 1976) et l'OM de Bernard Tapie (finaliste en 1991 et vainqueur en 1993). Jamais une équipe tricolore n'a réussi à remporter deux années de suite la compétition la plus disputée au monde. À jamais les premiers. L'adhésion est totale et la vague de sympathie dépasse le cadre de la capitale au sujet d'un groupe qui séduit par son talent, sa hargne, son humilité et les hommes qui la composent. Des qualités qui parlent au plus grand nombre, rassemblent autour du plaisir du jeu et torquent le cou à l'individualisme (avéré) de ce sport collectif.

Pour ce qui est du Vieux Continent, le PSG est devenu samedi soir la neuvième formation à accrocher deux étoiles consécutives sur son maillot et autant de trophées dans l'armoire du Parc des Princes. Paris s'invite à la table de Benfica (1961-1962), l'Inter Milan (1964-1965), Liverpool (1977-1978), Nottingham Forest (1979-1980), l'AC Milan (1989-1990), et chasse désormais sur les terres des géants que sont l'Ajax Amsterdam (1971-1972-1973), le Bayern Munich (1974-1975-1976) ou encore le Real Madrid (2016-2017-2018 et aussi cinq à la suite entre 1956 et 1960). La route est encore longue. Les défis nombreux. Et si Paris électrise le public, imprime la rétine de ses opposants dans des proportions impensables depuis le départ de Kylian Mbappé il y a deux ans et après les fêlures de la remontada ou d'éliminations piteuses en CI ces dernières années, cette équipe est entrée dans le cœur des amoureux du football. Et dans la légende de ce sport. ■

pour le club de la capitale

5-2 et tuaient rapidement tout embryon de suspense à Stamford Bridge (victoire 3-0). Avec un message envoyé à l'Europe. À noter que Paris a fait reporter son match contre Nantes entre les deux rencontres face aux Blues. Idem pour le choc à Lens, prévu entre les deux quarts de finale. Avantage majeur. Polémique XXL.

Encore un club anglais à la trappe. Et bientôt un autre en ligne de mire, Liverpool. Des Reds qui ont perdu de leur superbe depuis la double confrontation de l'an dernier (0-1, 1-0 a. p. et 4-1 t. a. b.). Cette fois, c'est avec le statut de favori que le PSG abordait ce duel. Statut qu'il a assumé en donnant la leçon aux joueurs d'Arne Slot, au Parc. Liverpool bien heureux de ne repartir de Paris qu'avec un revers 2-0. Les champions d'Europe ont manqué d'efficacité, Dembélé en tête. Et l'arbitre a oublié un penalty sur Nuno Mendes...

Du sang-froid dans les veines

On parlait des moments clés face à Chelsea, il y en a eu à Anfield. À commencer par l'énorme sauvetage de Marquinhos face à Virgil van Dijk. Monstrueux. Dans la furia d'Anfield et sous des trombes d'eau, ça aurait pu changer la donne. D'ailleurs, à force de pêcher par manque d'efficacité, les Parisiens ont pris l'eau, au propre comme au figuré. Jusqu'au but signé Dembélé, à la 72^e minute. Du sang-froid dans les veines. Pour le plaisir, le Ballon d'Or, déjà buteur à Anfield l'an passé, signait un doublé dans les arrêts de jeu (0-2). Cap sur le Bayern pour le duel des patrons, un choc de titans. Les meilleurs

Jeunesse, culture, finances... Pourquoi la domination parisienne peut durer

Christophe Remise
Envoyé spécial à Budapest

Et de deux. «Après tant d'années, de galères et de combats», le PSG, vainqueur d'Arsenal (1-1 après prolongations, 4-3 aux tirs au but) samedi, à Budapest, vient de soulever sa deuxième Ligue des champions en deux ans, la deuxième de son histoire. Accomplissement exceptionnel pour Luis Enrique et ses joueurs, premiers responsables, premiers à féliciter, premiers à saluer. Ce résultat n'est toutefois pas le fruit d'un heureux hasard. C'est la réussite de tout un club qui, après avoir essuyé les plâtres et commis des erreurs au fil du chemin, depuis la prise de contrôle des Qataris, en 2011, a trouvé la bonne formule, la bonne politique, les bons acteurs. Un club qui a posé les bases pour durer, sur le terrain et en dehors. Football total, club total. Les Rouge et Bleu voient la vie en rose à tous les étages.

Si le Paris SG peut rêver à des lendemains qui chantent, c'est d'abord en raison de la jeunesse de son équipe. Mis à part Marquinhos (32 ans), Lucas Hernandez, Fabian Ruiz (30) et Ousmane Dembélé (29), ses joueurs ont tous moins de 27 ans. Luis Enrique n'a jamais eu peur du manque d'expérience et Luis Campos, le directeur sportif, est un maître dans l'art de dénicher les jeunes talents. Cocktail explosif.

Le tout avec un jeu séduisant, qui suscite l'adhésion des fans parisiens, bien sûr, mais aussi le respect de tous les amoureux de football. L'architecte de cette machine collective, c'est évidemment «Lucho». «On a un entraîneur qui nous pousse à aller vers l'avant. Depuis la première journée après les vacances, il parlait de ce titre-là. Il nous a dit que gagner une fois, c'est déjà difficile, mais que gagner deux fois, c'est encore plus dur. Il a insisté sur le fait que, pour y arriver, il fallait faire plus, travailler plus. C'est ce qu'on a fait. L'entraîneur nous a montré le chemin», souffle le capitaine parisien, Marquinhos. «Cette envie de vouloir gagner plus, de ne jamais s'arrêter, je pense que Luis Enrique est le responsable de cela. Il va nous pousser encore plus», souligne Vitorinha, désigné homme de la finale.

Ce football offensif et attractif, c'est avant tout un choix délibéré de la direction, qui a décidé, dès 2022 et l'après-Coupe du monde au Qatar, de faire le pari de la jeunesse, du collectif et d'un football offensif et attrayant avant de penser aux résultats et à la Ligue des champions. C'était la première séquence. La deuxième, le choix de l'entraîneur idoine pour mettre tout cela en musique. Et la troisième, recruter des joueurs adaptés à cette idée de jeu, et non laisser le coach se dépatouiller. Le tout sans vriller au moindre soubresaut comme ça a pu arriver auparavant. Stabilité et patience.

L'entente entre les deux Luis, Enrique et Campos, et le président, Nasser al-Khelaifi, est d'ailleurs l'un des piliers essentiels de la réussite du club, et par conséquent l'un des gages de sa réussite future. Ce n'est pas si commun de voir les trois têtes pensantes d'un club de premier plan travailler main dans la main. C'est l'une des grandes différen-

ces avec les premières années du «Qatar-SG».

«Depuis le premier jour ici avec le président et le directeur sportif, c'est le total soutien, et c'est rare de voir cela. Chaque fois qu'on a perdu, ils soutiennent l'équipe et l'entraîneur, c'est la clé. Le plus important, c'est la qualité des joueurs, la qualité de la personne. On regarde d'abord les infos sur sa personnalité. Mais, c'est vrai, on est contents, c'est un bon moment pour le club, et on veut continuer sur cette ligne», affirmait le technicien espagnol avant la finale contre les Gunners, samedi.

«Tout est bâti autour de la stabilité de ce trio», nous souffle un proche de la direction, expliquant que chacun des trois apporte sa pierre à l'édifice, les trois étant complémentaires et, surtout, «complètement alignés». Luis Enrique a pour mission de mettre en musique le style voulu par le club de la capitale, Luis Campos sur le mercato, en fonction des désirs du coach, et «NAK» pour la stratégie globale et un coup de pouce ici et là sur certains dossiers de transfert grâce à ses relations.

« Nous allons suivre la même ligne directrice. Nous n'avons pas besoin de beaucoup de joueurs, car peu sont en mesure de jouer dans notre équipe. Nous sommes doubles champions d'Europe. Nous savons ce que nous voulons faire et nous ne sommes pas dans l'urgence »

Luis Enrique Entraîneur du PSG

Le Paris Saint-Germain peut aussi s'appuyer sur une culture forte, dans un club au sein duquel le «nous» a pris le pas sur le «je» à tous les étages. On le voit sur le terrain, c'est une évidence, mais aussi en dehors, à l'image de ce choix d'inviter tous les salariés à Budapest pour la finale, comme ce fut déjà le cas l'an dernier à Munich. Du collectif, mais aussi de la discipline. Cela se traduit par une attitude irréprochable sur le terrain, avec le plus faible nombre de cartons dans les cinq grands championnats européens (39) loin devant le Napoli (47). Peu de coups de colère, pas de contestation sur les décisions arbitrales ou de simulations répréhensibles... Ce n'est pas un hasard. Aucun passe-droit, à l'image de la mise à l'écart d'Ousmane Dembélé avant un match contre Arsenal, en 2024.

Autant de clés pour expliquer le succès parisien. Et des bases solides pour la suite. Ce qui l'est tout autant, c'est la marque PSG. Au terme de la saison dernière, Paris a généré 837 M€ de chiffre d'affaires et 367 M€ de revenus commerciaux. Malgré l'incertitude au sujet des droits TV nationaux, ces chiffres seront très certainement supérieurs à la fin de la campagne 2025-2026, selon nos informations.

Aujourd'hui, le PSG se veut aussi indépendant que possible financièrement de ses actionnaires, QSI mais aussi les Américains d'Arctos. C'est une marque qui parle à l'international, une machine

de guerre en termes de business. Des boutiques aux quatre coins du globe, des marchés prioritaires, des opérations ponctuelles... La politique est claire, inventive et, surtout, efficace. Les superstars d'hier n'ont peut-être pas permis de soulever la Ligue des champions, mais elles ont fait du Paris Saint-Germain un nom qui compte sur la scène internationale. Et le club en tire les bénéfices.

Et maintenant ? Charge à Luis Enrique et ses joueurs de continuer sur leur lancée et de tenter de remporter une troisième Ligue des champions de suite, comme le Real Madrid de Zinédine Zidane de 2016 à 2018. Pour le reste, le Paris SG visera à être de plus en plus solide sur le plan économique. Cela passera notamment par le fait de devenir propriétaire du stade, à Masy, Poissy ou... dans le 16^e arrondissement de Paris. L'élection d'Emmanuel Grégoire a en effet rebattu les cartes, et le Parc des Princes fait de nouveau partie des options. «Le PSG, c'est au Parc», martèle les supporters. Ils seront peut-être entendus. Un dossier dans lequel Arctos sera impliqué, comme l'expansion du club sur le marché américain. Le PSG va en outre élargir son champ d'influence au basket via la NBA Europe.

Certes, le PSG aurait pu aller plus vite. Mais, finalement, passer d'un club qui a flirté avec la relégation au début du siècle à ce statut de roi d'Europe sur le pré et de franchise extrêmement «bankable» en dehors en quatorze ans, ce n'est pas si long que cela. Au club, personne ne nie que des erreurs ont été faites au cours de ce parcours. Mais le résultat est là. Et les fondations sont solides.

Assez pour viser le «back-to-back-to-back», comme l'a indiqué Luis Campos sur les réseaux sociaux. «Demain, au travail, ensemble, comme une équipe», ajoutait le Portugais. «On a le temps de préparer des objectifs, c'est le moment des vacances, souffle Luis Enrique. L'an dernier, on a marqué l'histoire, et on a enchaîné avec le Mondial des clubs (défaite en finale contre Chelsea le 13 juillet, un mois seulement avant la Supercoupe d'Europe, NDLR). Là, les joueurs vont en sélection nationale (pour la Coupe du monde, du 11 juin au 19 juillet en Amérique). Clairement, avec le staff, on veut profiter. Il y aura le temps pour le back-to-back-to-back, comme le dit Luis Campos», poursuit-il.

Et d'ajouter, au sujet du mercato : «C'est un autre chapitre. Nous allons suivre la même ligne directrice. Nous n'avons pas besoin de beaucoup de joueurs, car peu sont en mesure de jouer dans notre équipe. Nous sommes doubles champions d'Europe. Nous savons ce que nous voulons faire et nous ne sommes pas dans l'urgence. Nous avons besoin d'autres joueurs, dans certaines positions, mais chaque chose en son temps.» Et maintenant, c'est le temps de célébrer, fêter, savourer. ■

Luis Campos, le directeur sportif du club, Nasser al-Khelaifi, son président, et Luis Enrique, son entraîneur, qui ont établi avec rigueur la stratégie gagnante du Paris SG, savourant la victoire des Parisiens, samedi, à Budapest.

MUTSU KAWAMORI/AFLO VIA REUTERS



Le tour de chauffe d'Attal en meeting à Paris

Tristan Quinault-Maupoil

Attaquant le RN et LFI, le candidat à la présidentielle veut incarner « l'action et l'espoir » contre « les apôtres du déclin ».

Encadré par les couleurs du drapeau tricolore, Gabriel Attal entame, seul sur scène, son entrée en campagne électorale. « Nous allons gagner ces élections. Oui, nous allons gagner. Nous allons gagner. Nous avons un an devant nous », a proclamé samedi l'ancien premier ministre d'Emmanuel Macron à l'issue d'une heure de discours, lu sur des prompts, lors d'un meeting organisé au parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris.

Le lieu est familier de sa famille politique. Emmanuel Macron y a tenu ses soirées électorales du premier tour lors des présidentielles de 2017 et 2022. Surtout, le chef de l'État sortant avait, lui aussi, organisé entre les mêmes murs son premier meeting de campagne en décembre 2016. Tout un symbole. De 12 000 à 15 000 personnes s'y étaient pressées, donnant une véritable dynamique à sa candidature.

Samedi, l'entourage de Gabriel Attal ne revendiquait pas davantage que les 4 300 sièges installés. La scénographie rappelait des souvenirs à ceux qui sont au pouvoir depuis une décennie : drapeaux et hymnes français et européen se mêlaient dans la foule tandis que les fameux « helpers » (bénévoles) d'Emmanuel Macron ont retrouvé leur tee-shirt pour guider le public. La rupture esquissée ces derniers mois par l'ancien premier ministre a ses limites. « Quand je vois Gabriel, je vois la détermination, l'ambition, la lucidité, l'optimisme. La dernière fois qu'on a vu ça, c'était il y a neuf ans », glisse l'eurodéputé Valérie Hayer, sans craindre d'alimenter le procès en continuité.

« Nous avons besoin d'un changement profond », argue pourtant Gabriel Attal, dont le pupitre au liseré tricolore est surmonté de ce qui s'apparente à son slogan de campagne : « La force d'agir. » Il lui faudra d'abord supplanter Édouard Philippe dans les sondages. « J'ai voulu dire qu'il était possible de bouger les choses sans fracturer le pays, de changer des vies sans susciter les blocages, d'avoir le courage de le faire sans mettre la France à genoux et à sang », ose le secrétaire général de Renaissance sans nommer le premier ministre qui a affronté la crise des « gilets jaunes ».

Pense-t-il encore au maire du Havre quand il promet de « laisser » à d'autres « la route de sang et de larmes » pour privilégier « l'action et l'espoir » ? Sa critique du patron d'Horizons est évidente quand il affirme que « la politique est un engagement de terrain » qui nécessite de « ne jamais s'économiser, toujours s'exposer, briser l'armure. Et, oui, parfois, savoir

monter sur la table pour parler avec les Français ». L'attaque lui vaut des applaudissements mais ils redoubleront quand Gabriel Attal expliquera plus tard qu'il ne se « trompera jamais d'ennemi ».

La peur d'un second tour entre le candidat du Rassemblement national et Jean-Luc Mélenchon fait déjà tressaillir l'assistance. Des « adversaires » nommément cités et présentés en « artisans de la nostalgie » qui « veulent briser le pays, opposer les Français ». « Mes adversaires, ce sont ceux qui attisent les haines dans notre pays, qui s'en prennent à nos compatriotes juifs, à nos compatriotes musulmans, ceux qui renvoient les Français à ce qu'ils sont et non pas à ce qu'ils font », insiste le député des Hauts-de-Seine. Avant lui, le président des Jeunes en marche, Louis Roquebert, avait détourné une réplique sarkozyste : « Vous en avez marre de cette tenaille ? On va vous en débarrasser. »

Des propos qui font mouche, puisque Jean-Luc Mélenchon a aussitôt réagi. « Vraiment, Monsieur Attal, les Insoumis sont des « marchands de haine » ? Et ces paroles indignes sont des messages

raisonnables ? Et LFI « apôtre du déclin » ? Vraiment ? L'état dans lequel votre macronie a mis le pays vous rend fier ? Pourquoi ce registre d'insultes gratuites ? Une campagne électorale n'est pas un pugilat dans la boue ! », a tweeté le leader Insoumis.

« Quatre chantiers vitaux »

Loin de la méthode du « barrage » qui a divisé son camp lors des législatives (lorsqu'il avait prôné un front républicain incluant les Insoumis), Gabriel Attal souhaite « submerger LFI et le RN sous les voix de Français qui se mettent à espérer pour leur pays, à croire en eux, les submerger sous l'espoir d'un pays qui regarde l'avenir ».

Pour cela, il dresse « quatre chantiers vitaux » qui doivent structurer sa campagne. Puisqu'il observe que la démographie va dépeupler les écoles (1,7 million d'élèves en moins d'ici dix ans), l'ancien ministre de l'Éducation nationale veut en profiter pour limiter, en primaire, à vingt le nombre d'élèves par classe. L'occasion de pointer du doigt un « système » actuel

qui « sacrifie l'avenir ». « Depuis trente ans, la part de notre richesse nationale dédiée aux retraites a augmenté de 20 %, quand celle dédiée à l'éducation et à la recherche a baissé de 15 % », regrette Gabriel Attal en refusant « une France cramponnée à un modèle du passé ».

Ainsi, le dirigeant de Renaissance promet un « choix radical » dans la réforme du modèle social pour des « salaires » qui iront « droit au brut ». « Je vous proposerai une stratégie complète pour une hausse massive des salaires », dit-il, alors qu'il y a dix ans Emmanuel Macron avait fait campagne sur la suppression de quelques cotisations, contre une augmentation de la CSG. Cette fois il estime que l'IA permettra des gains de productivité. « C'est une question d'avenir. Nous devons nous en emparer », argue-t-il en dénonçant les partis qui surfent sur la méfiance qu'elle suscite.

Outre une révision globale du code du travail, Gabriel Attal envisage une immigration de travail avec un système à points inspiré du modèle canadien. « L'immigration zéro, ça n'est ni possible

ni souhaitable, pas plus que le fantasme des portes grandes ouvertes », détaille l'ancien premier ministre, qui veut « accueillir moins mais accueillir mieux ».

Mais la présentation du catalogue des promesses se fait dans un contexte de dérapage budgétaire accéléré. Sans en préciser la méthode, il promet de résorber le déficit en dix ans. « Pour y parvenir et pour veiller à ce que chacun retrouve confiance en notre modèle social, nous réformerons les retraites en changeant radicalement notre système », proclame celui qui a été ministre des Comptes publics.

Comme Emmanuel Macron en 2017, il espère qu'il lui sera profitable d'incarner le futur plutôt que les souvenirs heureux du passé, malgré les craintes provoquées par les nouvelles technologies. Au rayon de ses « adversaires », Gabriel Attal n'oublie pas d'évoquer « les apôtres du déclin » et « les artisans de la nostalgie », comme le faisait naguère son ancien mentor. Paradoxalement, la reprise de cette antienne en faveur de l'avenir le met au défi de trouver une autre manière d'incarner le changement. ■



L'ancien premier ministre Gabriel Attal devant ses partisans, samedi, à Paris. TELMO PINTO / NURPHOTO VIA AFP

Glucksmann assure n'avoir aucune « obsession de la candidature »

John Timsit

Invité ce dimanche du « Grand Jury RTL-Le Figaro-M6-Public Sénat », le quasi-candidat à l'Élysée réfute toute « aventure personnelle ».

Trois mois. C'est le délai que s'est fixé Raphaël Glucksmann, au début de la semaine dernière, pour déterminer, en fonction de sa capacité à unifier la gauche sociale-démocrate et à en porter les couleurs, s'il se présentera ou non à la présidentielle de 2027. Un calendrier que l'eurodéputé Place publique a confirmé dimanche lors du « Grand Jury RTL-Le Figaro-M6-Public Sénat », refusant d'être « un candidat de plus dans un espace politique qui en compte déjà trop ». Loin de se lancer dans une « aventure personnelle », l'essayiste dit, à ce stade, s'employer à « rassembler les dirigeants de la gauche démocrate et républicaine ». Signe de cette abnégation, il assure

« envisager toutes les hypothèses », y compris celle de renoncer à ses ambitions d'ici à la rentrée faute d'être « la bonne personne » pour faire triompher son camp.

Et pour cause : étranger à l'« obsession de la candidature », largement répandue en France selon lui, le quadragénaire oppose à celle-ci l'« obsession de l'exercice des responsabilités ». Un cap qui le conduira, dans les prochaines semaines, aux quatre coins du pays. « On va dialoguer avec les Français, créer une équipe et montrer d'emblée qu'on aura un gouvernement crédible avec des hommes et des femmes prêts à prendre les manettes », développe-t-il. Reste que, après avoir publié la semaine dernière Nous avons

encore envie (Allary Éditions), aux allures de manifeste présidentiel, et à l'approche d'un grand meeting le 13 juin prochain à Aubervilliers, l'élu européen pose ses jalons. Au point d'endosser progressivement le costume de candidat, mû par une « responsabilité particulière » au sein de la gauche réformatrice.

« Faire plus et mieux »

Une stratégie que Raphaël Glucksmann construit autour de son résultat aux européennes de 2024 - 13,83 % -, qui fait de lui le seul, dans sa famille politique, à avoir réalisé « un score à deux chiffres à une élection nationale depuis plus dix ans ». Mais également autour de son opposition aux prétendants à la succession d'Emmanuel Macron, qu'il juge engagés dans « une course de petits chevaux ». « Nous pouvons faire plus et mieux », martèle-t-il, persuadé que les Français, animés par « une volonté de changement », ne voteront pas pour les deux anciens premiers ministres et candidats déclarés, Gabriel Attal ou Édouard Philippe, afin de faire « barrage » au Rassemblement national (RN). « Ils ne veulent pas des mêmes dirigeants ni des mêmes politiques » mises en œuvre « depuis plus de dix ans », tacle-t-il. Sur quels critères, alors, le social-

démocrate décidera-t-il de se lancer dans la course ? Si l'avenir professionnel de sa compagne, Léa Salamé, à la tête du « 20 heures » de France 2, entre en ligne de compte dans sa réflexion personnelle, Raphaël Glucksmann s'engage à prendre sa décision au terme d'un « consensus avec ses partenaires ». Sans faire abstraction des intentions de vote. « On ne va pas se mentir : tous les politiques qui expliquent ne pas regarder les sondages mentent », raille l'eurodéputé, estimé entre 9 et 12 % dans la dernière vague de l'Ifop-Fiducial réalisée pour Le Figaro, LCI et Sud Radio. Juste devant l'ancien président François Hollande, testé entre 8 et 11 %, mais encore relégué derrière Jean-Luc Mélenchon, crédité de 12,5 à 15 %, et porté par une dynamique depuis l'annonce de sa candidature.

Peu importent les tendances, Raphaël Glucksmann refuse de s'avouer battu. Entre l'Insoumis et le tandem à la tête du RN - Jordan Bardella et Marine Le Pen -, l'eurodéputé veut non seulement montrer qu'« il n'y a pas rien », mais qu'« il y a même l'essentiel : la République, cette quête de solidarité sociale, de transformation écologique, d'Europe ». Une ligne qu'il tient pour majoritaire à gauche, aux antipodes de celle qui « crie le plus fort », celle

avec laquelle il se considère « irréconciliable », dans une formule popularisée il y a plus de dix ans par l'ancien premier ministre Manuel Valls. « Les électeurs ne veulent pas de la brutalisation permanente de Jean-Luc Mélenchon », fait-il savoir, décrivant son adversaire comme le « meilleur agent électoral du RN », au vu des projections de second tour où l'Insoumis est systématiquement donné perdant face à la droite nationaliste. De quoi nourrir chez Raphaël Glucksmann l'espoir de battre à « plate couture » l'ex-député de Marseille dès le premier tour, en rééditant l'exploit des européennes, lorsqu'il avait devancé de quatre points la liste LFI. « Plus on se rapprochera de l'élection, plus il y aura une prise de conscience chez les électeurs » en sa faveur, espère-t-il. Encore faut-il que la gauche non insoumise s'unisse autour de sa démarche.

Or, entre les candidatures déclarées de François Ruffin et Marine Tondelier et celle, attendue, de François Hollande, celle-ci reste éparpillée. Pas de quoi toutefois inquiéter l'eurodéputé, convaincu qu'à l'aune du « risque d'une bascule de la France dans le camp des poutinistes et des trumpistes », la personne « la mieux placée » de son camp ne saurait être empêchée par « gloriole personnelle ». ■

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Europe 1
LA RADIO LIBRE

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

À Singapour, Pete Hegseth baisse le ton face à la Chine

Sébastien Falletti Envoyé spécial à Singapour

Le secrétaire à la Guerre américain a esquivé l'enjeu de Taïwan et de l'Iran devant des pays asiatiques anxieux lors du Shangri-La Dialogue.



Le secrétaire américain à la Défense, Pete Hegseth, a reconnu que « l'ampleur historique du renforcement militaire de la Chine » pouvait « alarmer », mais a plaidé pour un « équilibre stable », samedi, lors du sommet de Singapour. E.SU/REUTERS

Du détroit d'Ormuz à celui de Malacca il n'y a qu'un pas. Mais, à Singapour, Pete Hegseth a esquivé le conflit au Moyen-Orient, lors de son discours au Shangri-La Dialogue, face à des pays asiatiques frappés de plein fouet par la crise énergétique déclenchée par l'opération Fureur épique contre l'Iran. Couleurs américaines à la pochette de son blazer, le secrétaire à la Guerre a juré que « tout deal sera un bon deal », pressé par les questions des hauts gradés et diplomates réunis au forum sur la sécurité asiatique, le 30 mai, anxieux de l'issue des négociations entre Donald Trump et la République islamique. Faute de pouvoir annoncer une percée diplomatique.

Sous les lustres du palace transformé en camp retranché au cœur de la luxuriante cité-État d'Asie du Sud-Est, le chef du Pentagone a également évité un autre enjeu brûlant pourtant dans tous les esprits : Taïwan. Deux semaines après la rencontre du président américain avec Xi Jinping, à Pékin, l'abrasif Hegseth a résolument baissé d'un ton face à la Chine, au diapason de la fragile détente sino-américaine établie entre les dirigeants des deux premières puissances mondiales. Les relations « n'ont jamais été aussi bonnes depuis de nombreuses années », s'est félicité l'ancien présentateur de Fox News, saluant un sommet « historique ». Il n'a pas mentionné une seule fois le sort de l'île démocratique que le régime communiste veut « réunifier » au continent, si besoin par la force.

Cette omission incroyable contraste avec le ton alarmiste de son intervention un an plus tôt, quand il avait mis en garde contre un risque « imminent » d'agression chinoise, en citant à cinq reprises le territoire. Cette fois, Hegseth a pudiquement réaffirmé la détermination américaine à défendre « le premier chaînon d'îles » qui enserrera l'empire du Milieu dans le Pacifique occidental. Et il a maintenu l'ambiguïté sur les futures ventes d'armes à Taïpei, laissées au bon vouloir de Trump alors que le régime communiste presse la Maison-Blanche d'y renoncer. « Les Taïwanais sont touchés », juge Mathieu Duchâtel, chercheur à l'Institut Montaigne.

L'homme qui se vante d'avoir pilonné le régime des mollahs a joué la retenue en Asie-Pacifique, se gardant de toute provocation à l'égard de Pékin, plaidant pour une « stabilité stratégique constructive ». Un nouveau concept défini par Xi, et validé par ce loyal serviteur de « l'Amérique d'abord » à la tribune de Singapour, pressé par les représentants de l'Armée populaire de libération (APL) en embuscade.

Au point de se désolidariser de son général Xavier Brunson, qui avait comparé la Corée du Sud à « une dague » tenant en respect l'empire du Milieu, quelques jours plus tôt. Le commandant des forces américaines postées en Corée

(USFK) a été prié de se défendre seul au micro face aux questions des envoyés chinois au Shangri-La. Pékin avait fait savoir que le haut gradé américain avait « franchi la ligne », dans un communiqué de son ambassade à Séoul. « Les Chinois sont ravis. Ils veulent enfermer les Américains dans ce cadre pour mieux les mettre en faute s'ils remettent en cause la détente », pointe un conseiller occidental présent dans la salle.

Si Hegseth a reconnu que « l'ampleur historique du renforcement militaire de la Chine » pouvait « alarmer », et mis en garde contre les tentations « hégémoniques », il a juré que les États-Unis ne voulaient pas de « confrontation inutile » en Asie-Pacifique, plaidant pour un

« équilibre stable » et se présentant en défenseur du « statu quo ». Le chef de la délégation chinoise, le général Meng Xiangqing, a jugé que des « relations stables » entre États-Unis et Chine étaient « bénéfiques pour la paix mondiale » en écho.

Au point d'ignorer les appels à la réassurance lancés par le ministre de la Défense japonais, Shinjiro Kozumi, qui redoute un « flottement » du soutien américain auprès de ses alliés. En pleine crise diplomatique avec Pékin, Tokyo s'inquiète du manque de soutien explicite de l'Administration américaine à la première ministre Sanae Takaichi, qui avait évoqué un potentiel engagement nippon en cas d'attaque contre Taïwan,

en novembre dernier. « C'était un bien meilleur discours que l'an dernier, bien que le cadre général n'ait pas changé », s'est félicité Dai Wei, expert à l'Université Tsinghua, à Pékin, présent sur place ainsi qu'une armée de « chercheurs » chinois.

Tout juste Hegseth a-t-il « regretté » l'absence du ministre de la Défense chinois lors de ce forum organisé par l'International Institute for Strategic Studies (IISS), think-tank londonien, et snobé par Pékin pour la seconde année consécutive.

Alors que les purges décapitent le haut commandement chinois et que deux de ses prédécesseurs ont été condamnés à la peine capitale pour corruption, le ministre Dong Jun est

resté à l'écart de ce forum, jugé trop rétif aux intérêts de l'empire du Milieu. Mais l'Armée populaire de libération était présente en force dans les sessions, maintenant la pression sur les multiples ministres, de la Française Catherine Vautrin à l'Australien Richard Marles. « Ici se joue en grande partie la sécurité du monde », a proclamé le ministre française des Armées.

Hegseth avait croisé brièvement son homologue chinois à Pékin, lors de la visite de Trump et espère le retrouver prochainement dans la capitale chinoise en vue de consolider la fragile trêve sur le front militaire, afin d'éviter les potentiels « erreurs de calcul » sur les multiples points de friction allant de la mer de Chine du Sud à Taïwan.

Ce chantre de l'Amérique Maga s'est défendu de toute « capitulation » face au géant asiatique renaissant, justifiant la coopération pour établir des « glissières de sécurité » pour prévenir une crise. « La question est de savoir s'il s'agit d'un apaisement américain face à la puissance chinoise ou d'un simple répit tactique avant le prochain cycle de confrontation. Les Chinois pensent que le temps joue en leur faveur », analyse le conseiller occidental précité.

« La question est de savoir s'il s'agit d'un apaisement américain face à la puissance chinoise ou d'un simple répit tactique avant le prochain cycle de confrontation »

Un conseiller occidental

Hegseth a distribué les bons points à plusieurs alliés de la région ayant musclé leurs capacités de défense, en particulier la Corée du Sud, présentée comme un « modèle », ainsi que les Philippines, le Japon ou l'Australie. « Séoul vit dans le monde réel, ils sont sur la ligne de front et ont une vision lucide de la menace », a déclaré le secrétaire à la Guerre sans mentionner la Corée du Nord de Kim Jong-un, ou la Chine de Xi.

La quatrième économie d'Asie vient de confirmer son intention de se doter de sous-marins à propulsion nucléaire et muscler son arsenal conventionnel. « Pékin peut se réjouir aujourd'hui, mais des alliés des Américains comme la Corée du Sud ou le Japon sont en train de s'endurcir », juge Chung Min Lee, conseiller spécial à l'IISS.

Des louanges américaines inhabituelles pour mieux presser les Européens sur le front budgétaire. « L'Europe occidentale devrait prendre note », a enfoncé Hegseth, à quelques semaines du sommet de l'Otan à Ankara. Vautrin a mis en avant le « doublement » du budget français sur une décennie, illustré notamment par le lancement du porte-avions de nouvelle génération, alors que le Charles de Gaulle est déployé en mer Rouge. ■

L'Amérique de Trump accaparée par l'Iran inquiète l'Asie-Pacifique

« Tous les problèmes de la planète viennent des Américains ! Ils sèment la guerre partout et ne pensent qu'à leur intérêt. » Dans la policée Singapour, hub asiatique des grandes multinationales, tel fut le cri du cœur d'un habitant anonyme d'origine chinoise affairé à son labeur, dans la chaleur équatoriale d'Orchard Road. Cette remarque acerbe tranchait avec les discours feutrés prononcés à la tribune du cosu hôtel Shangri-La, où se sont réunis les ministres et hauts gradés de l'Asie-Pacifique lors du forum de sécurité le plus important de la région, ces 30 et 31 mai. Mais elle trahit l'inquiétude grandissante des pays de la région, qui gardent l'espoir d'une percée diplomatique entre le président américain et la République islamique, alors que l'essentiel de leurs approvisionnements en hydrocarbures provient du golfe Persique.

Tô Lâm, le président du Vietnam, a exprimé en termes diplomatiques l'anxiété de la région face à l'interventionnisme débridé du champion de l'Amérique d'abord et aux conséquences de la fermeture du détroit d'Ormuz, lors du discours d'ouverture du forum organisé par l'International Institute for Strategic Studies (IISS). « Aucun pays n'est gagnant lorsque ces routes deviennent des théâtres de coercition, de confrontation ou d'affichage de la

puissance », a déclaré le nouvel homme fort de Hanoï. Puis il a offert une critique à peine voilée de l'interventionnisme disruptif de Washington. « La crise de l'ordre international commence quand les règles sont invoquées mais que leur application s'érode, que les principes fondamentaux du droit international sont interprétés de façon sélective, quand la puissance l'emporte sur la justice et le fort sur le faible », a déclaré le dirigeant du tigre d'Asie du Sud-Est.

La mise en cause de l'Amérique ne fut jamais frontale, de la part de ces économies fortement exportatrices, certaines, telles le Japon, la Corée du Sud ou les Philippines, voyant en plus dans les États-Unis un allié protecteur face à la Chine. La question était dans toutes les têtes, sous les lustres scintillants de la salle de bal du Shangri-La. « Tout le monde parle ici de la crise d'Ormuz. Quand Trump a lancé son opération il n'a consulté aucun pays. Et la Chine observe tout cela de très près », juge un ministre participant - Pékin cherchant les signes d'un délitement de la confiance dans le parapluie américain en Asie-Pacifique.

Or Pete Hegseth n'a guère rassuré ses partenaires régionaux le 30 mai, esquivant la crise iranienne, et baissant d'un ton face à la Chine, lors de son discours très attendu. Le secrétaire américain à la Guerre n'a pas eu un mot de compassion sur les difficultés énergétiques, et il

a semé l'incertitude sur la détermination des États-Unis à protéger Taïwan et ses alliés face aux ambitions du régime communiste.

Deux semaines après la visite de Donald Trump à Pékin auprès de Xi Jinping, le chef du Pentagone a mis en valeur la quête de « stabilité stratégique » avec la deuxième puissance mondiale, tout en appelant ses alliés à faire plus par eux-mêmes pour se défendre. « Nos alliances ne sont plus fondées sur des valeurs idéalistes mais sur des intérêts communs. Ces temps où certains abusaient du contribuable américain sont révolus. Nous avons besoin de moins de Shangri-La et plus de navires ! », a lancé Hegseth à son hôte, jetant un froid.

« La crise de l'ordre international commence quand les règles sont invoquées mais que leur application s'érode, que les principes fondamentaux du droit international sont interprétés de façon sélective, quand la puissance l'emporte sur la justice et le fort sur le faible »

Tô Lâm Président du Vietnam

Alors que l'Amérique est accaparée au Moyen-Orient et réaffirme l'importance de l'hémisphère occidental, les pays d'Asie-Pacifique s'inquiètent de son retrait qui les laisserait en tête-à-tête avec le géant chinois. « Pékin scrute à quel point les États-Unis demeurent engagés dans la région à l'heure de la guerre en Iran, et quel est l'impact sur ses capacités militaires », relève Meia Nouwens, chercheuse à l'IISS.

Avec en ligne de mire un possible affaiblissement de ses stocks d'armes en cas de conflit en Asie-Pacifique dans les années à venir. Hegseth a balayé d'un revers main l'amenuisement des stocks de munitions du fait de la campagne menée contre Téhéran. « Nous sommes en bonne position, il y a beaucoup de fausses informations » à ce sujet, a déclaré l'ancien présentateur de Fox News, pressé par l'assistance. Les États-Unis ont pourtant brûlé « plusieurs années » de munitions en quelques semaines de conflit, selon le Financial Times, et de ce fait ont mis en pause des livraisons d'armes à Taïwan avait déclaré un haut responsable de la marine américain récemment.

Si le chef du Pentagone a réaffirmé la détermination de l'Administration à prévenir toute « hégémonie » en Asie-Pacifique, l'agenda de l'Amérique d'abord sape un peu plus le crédit de la première puissance mondiale après

l'imposition de tarifs douaniers massifs. « Les Américains ne parlent ni de l'Iran ni de Taïwan et ne répondent pas aux deux inquiétudes principales de la région : quelles concessions pourraient-ils faire à la Chine et quelles en seront les conséquences pour les pays voisins », résume un conseiller occidental participant à la réunion.

Une approche « réaliste », selon Hegseth, qui encourage les pays à muscler leurs capacités de défense autonome tout en multipliant les partenariats tous azimuts, en promettant d'aider les bons élèves. « Trump est en train de faire comprendre aux alliés qu'ils doivent se débrouiller d'abord par eux-mêmes. L'Amérique d'il y a dix ans ne reviendra pas », juge Chung Min Lee, conseiller à l'IISS.

Un nouveau paysage dans lequel les Européens tentent de s'affirmer en quête de partenariats et de contrats. « La France est un pays fiable et prévisible », a rappelé Catherine Vautrin à ses interlocuteurs asiatiques, sur les traces d'Emmanuel Macron, qui avait plaidé pour une « coalition des indépendants » lors de son discours au Shangri-La, il y a un an. La ministre des Armées a notamment été reçue par Lawrence Wong, le premier ministre de Singapour, cette plaque tournante asiatique plus que jamais en recherche de diversification de partenariat pour assurer son indépendance. ■ S.F.

Adrien Jaulmes
Correspondant à Washington

Téhéran continue à priver le président américain d'une victoire diplomatique et ne propose que des compromis difficiles à accepter.

Trump hésite devant un accord de compromis avec l'Iran. Vendredi, après avoir annoncé une nouvelle fois qu'une signature était imminente, le président est ressorti de la Situation Room, la salle de crise de la Maison-Blanche, sans avoir pris de décision.

Le protocole d'accord négocié par l'intermédiaire du Pakistan prévoit la fin des opérations militaires américano-israéliennes en échange de la levée par Téhéran du blocus du détroit d'Ormuz, qui était ouvert à la navigation avant la guerre commencée le 28 février. Les États-Unis acceptent en contrepartie de lever leur blocus naval contre les ports iraniens.

Mais ce retour au *statu quo ante* ne ressemble pas à la « victoire totale » annoncée par Trump depuis des semaines. Et il laisse de côté les questions les plus difficiles, comme celle du programme nucléaire iranien, reportées à des négociations ultérieures. Dans sa forme actuelle, l'Iran s'engagerait à ne pas se doter de l'arme nucléaire, mais ne prévoit aucune concession spécifique supplémentaire.

Selon les médias américains, Trump aurait renvoyé aux Iraniens des contre-propositions plus dures, exigeant notamment un engagement de l'Iran sur l'abandon de son programme nucléaire et un calendrier de livraison de l'uranium enrichi qu'il détient déjà. Le président américain serait aussi frustré par la lenteur avec laquelle les Iraniens répondent à ses propositions.

« J'aimerais dire que je suis pressé, parce que ça ferait baisser immédiatement les prix de l'essence, mais si on se précipite, on ne conclura pas un bon accord »

Donald Trump

Lors d'un entretien accordé à Fox News

Trois mois après le début de la guerre d'Iran, un mois et demi après la suspension des bombardements et après de multiples annonces non suivies d'effets, Donald Trump cherche une issue négociée qu'il puisse présenter comme une victoire. Jusqu'à présent en vain.

Même si l'adage selon lequel un mauvais accord vaut mieux qu'une bonne guerre demeure valable, le président



Donald Trump (ici, mercredi, à la Maison-Blanche) serait préoccupé par certaines clauses, notamment le versement à l'Iran de fonds gelés par les sanctions.

Trump hésite toujours à signer avec l'Iran un accord au rabais

américain doit décider entre plusieurs mauvaises options. Un compromis sur Ormuz sans concession sur le nucléaire reviendrait à admettre que la guerre n'a servi à rien. Une escalade militaire, et notamment des opérations terrestres, comporte des risques de voir une guerre déjà impopulaire s'enlisier dans l'un de ces conflits « sans fin » que Trump n'a cessé de dénoncer. Attendre que le blocus force Téhéran à des concessions risque de prendre des mois, alors que les hausses des prix du carburant exercent une pression croissante sur l'économie américaine.

Les négociations menées par l'intermédiaire du Pakistan n'ont jusqu'à présent débouché que sur la promesse de l'Iran de rouvrir le détroit d'Ormuz à la navigation, tel qu'il l'était avant la guerre. Téhéran obtiendrait en retour une levée partielle des sanctions qui lui sont imposées depuis des années. L'Iran conserverait la possibilité de bloquer de nouveau cette voie navigable, l'épisode ayant révélé la facilité avec laquelle ce pays peut exercer des pressions sur l'économie mondiale. Plus important encore, l'accord ne

régule pas la question centrale du programme nucléaire iranien, qui avait été invoqué comme l'une des principales raisons pour déclencher la guerre le 28 février dernier.

Trump serait aussi préoccupé par certaines clauses, notamment le versement à l'Iran de fonds gelés par les sanctions. Après avoir dénoncé pendant des années Obama pour avoir laissé l'Iran récupérer 1,7 milliard de dollars d'avares gelés après la signature en 2015 d'un traité limitant le programme nucléaire iranien, Trump hésite à présent à verser à Téhéran des sommes bien supérieures. « Obama a donné à l'Iran d'énormes sommes de CASH et lui a ouvert la voie toute droite vers l'arme nucléaire », avait écrit Trump la semaine dernière sur son réseau social. « Notre accord est exactement le contraire. »

Pourtant, les négociations actuelles portent sur une somme près de dix fois supérieure, l'Iran réclamant le versement de 20 milliards de dollars d'avares gelés. Pour éviter d'apparaître comme faisant une concession largement supérieure à celles d'Obama, Trump envisagerait que ce versement

ait lieu par un pays tiers, comme les Émirats arabes unis.

La tentative de Trump pour élargir ce protocole d'accord à un vaste accord régional a aussi fait long feu. Le président américain avait affirmé la semaine dernière que l'accord avec l'Iran comprendrait une extension à tout le Moyen-Orient des accords d'Abraham, l'un de ses succès diplomatiques de 2020. Ces accords avaient normalisé les relations entre Israël et cinq pays musulmans : Bahreïn, le Kazakhstan, le Maroc, le Soudan et les Émirats arabes unis. Trump avait présenté comme une « obligation » leur extension afin d'y inclure l'Arabie saoudite, le Qatar, le Pakistan, la Turquie, l'Égypte et la Jordanie, promettant même que l'Iran pourrait à terme s'y joindre aussi.

Trump a répété samedi qu'il n'était « pas pressé » de conclure un accord avec l'Iran, affirmant que sa priorité reste d'empêcher Téhéran de se doter de l'arme nucléaire. « Lentement mais sûrement, je pense que nous obtenons ce que nous voulons », a-t-il expliqué dans un entretien sur Fox News avec sa belle-fille, Lara Trump, qui anime une

émission sur la chaîne. « J'aimerais dire que je suis pressé, parce que ça ferait baisser immédiatement les prix de l'essence, mais si on se précipite, on ne conclura pas un bon accord. »

Trump a affirmé la semaine dernière lors de la réunion de son cabinet qu'il se « fiche des élections de mi-mandat », accusant l'Iran de faire traîner les négociations. Mais la hausse des prix du carburant est un facteur difficile à ignorer, à quelques mois d'un scrutin qui s'annonce difficile pour les républicains.

En dehors de ses fervents partisans, qui continuent de lui assurer des victoires dans les primaires républicaines, la cote de popularité de Trump est au plus bas. Les inquiétudes sur les conséquences économiques de la guerre avec l'Iran augmentent. La semaine dernière, les dirigeants de Chevron et d'Exxon ont averti que les réserves de pétrole atteignent des niveaux exceptionnellement bas. Ces réserves ont jusqu'à présent servi d'amortisseurs au marché. Leur affaiblissement fait craindre des hausses supplémentaires des prix du carburant si le blocage d'Ormuz continue. ■

Israël hisse son drapeau sur la forteresse de Beaufort, au Liban

Marc Henry Tel-Aviv

Poursuivant son avancée plus au nord dans le territoire libanais, Tsahal a pris le contrôle d'une citadelle qu'il avait occupée de 1984 à 2000.

Les drapeaux israéliens et ceux de la brigade d'infanterie Golani flottent à nouveau depuis dimanche sur les murailles de la forteresse de Beaufort. Cette image a une valeur hautement symbolique. Ce site, un ancien château fort reconstruit au XIII^e siècle par les croisés venus d'Occident, a été occupé en 1984, pendant 15 ans, par l'armée israélienne durant la précédente guerre du Liban, avant le retrait de Tsahal en l'an 2000. Le bâtiment en ruine est situé sur une crête à 670 mètres d'altitude surplombant le fleuve Litani.

Benjamin Netanyahu, dans un vidéo, s'est félicité de cette opération qu'il a qualifiée « d'étape spectaculaire » voire de « tournant décisif ». La forteresse se dresse dans un site idéal pour tirer des roquettes et des drones vers le nord d'Israël. Pour préparer le terrain à la prise d'assaut, l'aviation israélienne a mené une série de raids et de bombardements d'artillerie. Histoire de sur-

prendre le Hezbollah, les militaires israéliens ont emprunté une voie d'accès différente de celle utilisée dans le passé lors de la prise du bâtiment.

Cette offensive est censée rendre aussi plus difficile l'acheminement par route de renforts en hommes et en munitions du Hezbollah vers le sud du pays pour se rapprocher du territoire israélien. « Après une héroïque bataille de Beaufort, les soldats de la brigade Golani sont revenus au sommet de Beaufort, c'est un message clair pour tous nos ennemis », a proclamé Israel Katz, le ministre de la Défense. Benjamin Netanyahu a également laissé clairement entendre que Tsahal ne comptait pas s'arrêter là et allait étendre encore davantage les territoires libanais occupés par Israël. « Ma directive est désormais d'approfondir et d'étendre notre emprise dans les zones sous contrôle du Hezbollah, nous reprenons l'initiative », a-t-il ajouté, en se félicitant que 700 « terroristes » de la milice chiite pro-iranienne aient été

tués en un mois. Les soldats israéliens ne sont désormais plus qu'à 5 km de Nabatiyé, une des plus importantes villes du sud du Liban, avec ses 75 000 habitants.

Sur le front diplomatique, le premier ministre israélien a affirmé samedi, selon la radio publique, lors d'une réunion de son cabinet de sécurité, agir en « étroite coopération avec les Américains : nous avons les mains libres dans certains secteurs du Sud-Liban ». Pendant plusieurs semaines, Israël, sous la pression de Donald Trump, s'était abstenu d'élargir les zones occupées au

« Ma directive est désormais d'approfondir et d'étendre notre emprise dans les zones sous contrôle du Hezbollah, nous reprenons l'initiative »

Benjamin Netanyahu
Premier ministre d'Israël

Liban, mais aussi de bombardier les bastions du Hezbollah à Beyrouth, pour faciliter les discussions sur un accord entre les États-Unis et l'Iran. Mais ces règles du jeu ont été remises en cause avec la récente reprise de raids aériens visant la capitale libanaise.

Toute la question est de savoir jusqu'où Israël peut aller sans être désavoué par le président américain. Seule certitude : Benjamin Netanyahu, qui a promis « d'écraser » le Hezbollah, est sous pression sur le front intérieur à l'approche des législatives prévues fin octobre, mais qui pourraient être avancées en septembre. Comme l'admet un responsable du ministère de la Défense, « après des mois de guerre, nous ne sommes toujours pas parvenus à un résultat décisif, non seulement en raison des pressions américaines, qui ont entravé notre liberté d'action, mais aussi du fait de notre incapacité à trouver une parade efficace contre les drones explosifs utilisés par le Hezbollah ». ■

Ce responsable faisait allusion aux engins actionnés avec des câbles de fibre optique aussi fins qu'un fil à dent d'une longueur pouvant atteindre 10 km. Cette arme très bon marché actionnée par un opérateur à partir d'un écran, qui n'émet pas d'ondes radio, est très difficilement repérable. Les systèmes de brouillage électronique, utilisés pour détourner les autres types de drones, sont totalement inefficaces.

En quelques semaines, 13 soldats israéliens ont été tués par ces drones. Les meilleurs experts en matière de défense aérienne, en général le point fort des industries israéliennes d'armement, sont mobilisés et planchent pour trouver une parade. En vain pour le moment. Ces drones explosent aussi dans des localités israéliennes près de la frontière avec le Liban, au point que, par précaution, les écoles sont restées fermées dimanche, tandis que des hôpitaux et des centres de soins ont été transférés en sous-sol. ■

Aude Bariéty de Lagarde
Envoyée spéciale à Vienne (Autriche)

Aujourd'hui fermée, cette terrasse viennoise, d'où le Führer a célébré l'Anschluss devant une foule en liesse, est le symbole de la coresponsabilité de l'Autriche dans l'essor du nazisme.

Sur la célèbre Heldenplatz (place des Héros) de Vienne, un petit groupe de touristes se promène, tickets à la main, un peu désœuvrés. Il leur reste quelques minutes à tuer avant de pouvoir commencer la visite des appartements impériaux, sur les traces de « Sissi » et « Franz ». Trop court pour arpenter les rues piétonnes du centre-ville de la capitale autrichienne jusqu'à la cathédrale Saint-Étienne, ou pour aller déguster une Sachertorte au café Sacher, en jetant un passage un coup d'œil à l'opéra. Qu'à cela ne tienne : assis sur le socle de la monumentale statue du prince Eugène (1663-1736), chef militaire et mécène influent, le petit groupe observe le ballet des calèches traversant la Heldenplatz. Puis l'un d'entre eux se lève, fait le tour de la statue, dégage son téléphone portable et immortalise l'une des vues les plus célèbres de Vienne : le palais de la Neue Burg et sa loggia de 200 m², communément surnommée le « balcon de Hitler », en raison du discours célébrant l'Anschluss - l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne - que le dirigeant nazi y prononça le 15 mars 1938.

Ce photographe amateur sait-il qu'au-delà de l'histoire des Habsbourg, omniprésente à Vienne, cette place des Héros, ce palais de la Neue Burg et cette terrasse ont joué un rôle capital dans la construction du récit nazi ? « Ce bâtiment a une histoire totalement ambivalente. C'est un symbole de l'Autriche, la carte postale de la nation en quelque sorte. Les gens le considèrent souvent comme le palais des Habsbourg par excellence, mais cette aile de la Hofburg n'a jamais été achevée sous la monarchie », explique le passionné et passionnant Stefan Benedik, directeur adjoint de la Maison de l'Histoire autrichienne (HDGÖ), l'une des institutions installées dans la Neue Burg. « Le fait que Hitler y ait tenu son discours du 15 mars 1938 n'a d'ailleurs rien d'anodin. Il s'agissait de présenter le III^e Reich comme le successeur du premier empire et d'inscrire le régime nazi dans une tradition allant de Charlemagne aux Habsbourg. »

Stefan Benedik va plus loin encore en reprenant une formule de l'historienne autrichienne Heidemarie Uhl, spécialiste de l'Histoire contemporaine. Selon cette dernière, décédée en 2023, la loggia de la Neue Burg est « l'icône de la responsabilité partagée de l'Autriche » dans l'essor du nazisme. Pendant de longues années, le pays s'est perçu et présenté comme la « première victime » du national-socialisme. Jusqu'à la prise de conscience suscitée, lors de la campagne présidentielle de 1986, par le passé nazi du candidat Kurt Waldheim, ancien secrétaire général de l'ONU. Ce débat n'a pas empêché Kurt Waldheim d'être élu. Mais depuis, la thèse faisant de l'Autriche la « première victime » du nazisme est largement battue en brèche, et le principe de « coresponsabilité » fait quasiment consensus.

Aux yeux des historiens, la terrasse de la Neue Burg symbolise l'adhésion enthousiaste d'une large partie de la population autrichienne au régime national-socialiste. Le directeur adjoint de la HDGÖ en veut pour preuve un célèbre cliché, attribué à Heinrich Hoffmann, le photographe attitré d'Adolf Hitler, montrant les centaines de milliers d'Autrichiens massés sur la Heldenplatz pour assister au discours du 15 mars 1938. « Sur cette photo, l'accent est clairement mis sur la foule, on ne voit Hitler que de dos. On évoque toujours le « balcon de Hitler », mais il ne s'agit en réalité pas tant de lui que des presque 300 000 personnes qui étaient présentes pour l'écouter et l'approuver », glisse Stefan Benedik.



Adolf Hitler sur la loggia de 200 m² du palais de la Neue Burg, lors de son discours du 15 mars 1938, à Vienne.

L'Autriche s'interroge toujours sur le devenir du « balcon de Hitler »

Trois jours plus tôt, le 12 mars 1938, la nouvelle de l'entrée de la Wehrmacht sur le territoire autrichien avait fait la une du Figaro. « Coup de force hitlérien. Les troupes allemandes sont entrées en Autriche », annonce notre journal. Dans son article dicté par téléphone à la rédaction, notre correspondante à Vienne, Dominique Auclères, raconte l'événement avec émotion. « Finis Austriae. Les croix gammées flottent à Vienne, à Innsbruck, à Graz et à Linz. L'Autriche a vécu. Violée comme jamais ne le fut un pays. Son destin s'est accompli aujourd'hui », écrit-elle, concluant : « Adieu belle Autriche, adieu joie de vivre dans un pays libre et aimé. » L'Autriche devient l'« Ostmark », et le discours du 15 mars d'Adolf Hitler « marque un moment très particulier dans l'histoire européenne ; pour la première fois, un État européen disparaît en raison de l'expansion nationale-socialiste », souligne Stefan Benedik.

Surplombant la foule en liesse venue l'acclamer, entouré de nombreux officiels et militaires, flanqué à sa droite d'un drapeau à la croix gammée flottant haut dans le ciel de Vienne, le natif de Braunau am Inn, en Haute-Autriche, célèbre l'Anschluss en ces termes : « Ce pays est allemand, il a compris sa mis-

sion, il l'accomplira, et personne ne devra jamais le surpasser en loyauté envers la grande communauté du peuple allemand. Notre tâche consistera désormais (...) à faire de l'Autriche, de plus en plus, une forteresse de la pensée et de la volonté nationales-socialistes. (...) Je peux ainsi, en cette heure, faire au peuple allemand la plus grande annonce de ma vie : en tant que Führer et chancelier de la nation allemande et du Reich, je déclare désormais devant l'Histoire l'entrée de ma patrie dans le Reich allemand ! (...) Sieg Heil ! »

L'Autriche devient alors un « terrain d'expérimentation pour les nazis ». Les persécutions à l'encontre des 190 000 Juifs qui y résident sont « plus importantes qu'en Allemagne », rappelle le Mémorial de la Shoah. Les années passent et la loggia de la Neue Burg reste inutilisée. « L'idée était de faire passer le message qu'il ne pouvait pas y avoir de moment plus important que le discours du 15 mars. De nombreuses autres manifestations ont eu lieu sur la Heldenplatz, mais les orateurs sont toujours restés en bas. Il n'était pas question que quelqu'un d'autre prenne la parole sur la terrasse », raconte le directeur adjoint de la Maison de l'histoire autrichienne. Indices supplémentaires de l'importance accordée à cette prise de parole : une citation ex-

traite du discours est gravée sur un relief métallique installé sur le parapet avant de la terrasse, et une dalle de pierre comportant la mention « 1938 », les initiales « AH » et l'aigle du Reich est encastrée dans le sol.

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'effondrement du régime nazi, le balcon reprend peu à peu vie, même si l'ombre de Hitler plane toujours. Endommagé lors des bombardements de la ville, il est restauré. Le survivant de l'Holocauste et Prix Nobel de la paix Elie Wiesel y prononce un

En 2025, des artistes ont été invités à une réflexion sur le devenir de la terrasse. L'un des projets consistait à déposer sur le balcon un énorme bloc de granit extrait de la carrière de l'ancien camp de concentration autrichien de Mauthausen.



discours en juin 1992, affirmant : « Le balcon n'est rien. C'est un symbole, rien de plus. » Le lieu est parfois commercialisé. Une scène du film *Les Trois Mousquetaires*, réalisé par Stephen Herek et sorti en 1993, y est tournée. Un particulier y fête même le passage à l'an 2000 avec sa famille et ses amis ! Puis la Burghauptmannschaft Österreich (BHÖ), entité chargée de « veiller à la préservation du patrimoine architectural » autrichien, qui dépend du ministère du Travail et de l'Économie, décide sa fermeture, officiellement pour des raisons de « défauts de construction et de sécurité ».

En 2018, la Maison de l'histoire autrichienne, nouvellement créée, s'installe dans la Neue Burg et entame une réflexion sur le devenir de la terrasse, qu'elle qualifie de « doit dans une plaie toujours ouverte » de l'histoire du pays. Sur un grand panneau violet installé près de l'entrée de la loggia, les visiteurs du musée - environ 100 000 par an - sont invités à donner leur avis : cet endroit devrait-il rester fermé à cause de son histoire, ou devrait-il être rendu accessible justement en raison de cette histoire ? Le résultat est sans appel : à la mi-mai 2026, près de 30 000 personnes avaient voté pour la première option, plus de 220 000 pour la seconde. « Il n'est pas de notre ressort de réaménager ou non ce lieu, mais nous sommes l'institution qui permet de débattre autour de ce dossier », souligne Stefan Benedik. Faut-il ouvrir ce balcon ? Et si oui, comment faut-il l'aménager ? »

« Sur cette photo, l'accent est clairement mis sur la foule, on ne voit Hitler que de dos. On évoque toujours le « balcon de Hitler », mais il ne s'agit en réalité pas tant de lui que des presque 300 000 personnes qui étaient présentes pour l'écouter et l'approuver »

Stefan Benedik

Directeur adjoint de la Maison de l'histoire autrichienne (HDGÖ)

À plusieurs reprises, ces huit dernières années, la HDGÖ a remis le sujet sur le devant de la scène en lançant des appels à contribution au public, en mettant en place des expositions en ligne, en organisant des visites guidées autour du balcon - sans que les participants ne puissent toutefois mettre un pied sur la loggia, toujours fermée - et en invitant des artistes à concevoir des propositions. En 2025, à l'occasion du 80^e anniversaire de la libération de l'Autriche et de la proclamation de la Seconde République autrichienne, trois projets artistiques ont été présentés en collaboration avec l'université des arts de Linz. L'un d'eux consistait à déposer sur la terrasse un énorme bloc de granit brut provenant de la carrière de l'ancien camp de concentration autrichien de Mauthausen. Parfois, le débat a resurgi autrement, comme en 2023 lorsque l'apparition du « balcon de Hitler » dans une vidéo de campagne de l'organisation de jeunesse du parti d'extrême droite FPÖ a suscité une importante polémique.

Mais qu'advient-il lorsque la Maison de l'histoire autrichienne quittera la Neue Burg - et perdra donc sa proximité immédiate avec la terrasse du palais - pour s'installer au MuseumsQuartier, immense complexe culturel installé dans les anciennes écuries impériales ? Stefan Benedik assure que malgré ce déménagement à venir, l'institution n'entend pas abandonner le travail qu'elle réalise autour du « balcon de Hitler ». Le musée compte aussi sur la coalition gouvernementale actuelle, composée des conservateurs de l'ÖVP, des sociaux-démocrates du SPÖ et des libéraux de NEOS, pour se pencher sur la question de savoir comment réinter-

préter de façon « appropriée » ce « vide culturel et mémoriel », que Stefan Benedik va jusqu'à qualifier de « plaie béante de la politique mémorielle ». Et la HDGÖ de conclure : « À l'heure où les démocraties libérales sont mises sous pression, de telles initiatives sont plus que jamais nécessaires... » ■

Caroline Beyer

Si l'objet de la proposition fait consensus, la droite dénonce les articles qui mettent en place, selon elle, une « mise sous tutelle » de l'enseignement catholique sous contrat.

Ce 1^{er} juin, le temps sera compté à l'Assemblée nationale pour discuter et voter la proposition de loi visant à lutter contre les violences sexuelles et physiques à l'école, rédigée dans le sillage de l'enquête parlementaire ouverte après le scandale de Bétharram. De 16 heures à minuit. Pas au-delà. Car le projet, élaboré et porté depuis plusieurs mois par le député Insoumis Paul Vannier et sa collègue du camp Renaissance Violette Spillebout, est inscrit dans le cadre d'une niche parlementaire du groupe Renaissance.

Dans l'hémicycle, c'est la députée Violette Spillebout seule qui portera le texte. Paul Vannier, lui, a été mis sur la touche, le groupe politique piloté par Gabriel Attal refusant de soutenir un texte porté par un Insoumis. Très virulent à l'égard de l'ancien premier ministre François Bayrou, dont il réclamait la démission au moment de la commission parlementaire sur Bétharram, le député Vannier est aussi connu pour être le grand pourfendeur de l'enseignement catholique sous contrat. Les deux articles du projet proposant le contrôle accru des établissements privés sous contrat cristallisent l'opposition de la droite et de l'extrême droite, qui dénoncent une « mise sous tutelle ».

En amont de l'examen dans l'hémicycle, quelque 180 amendements ont été déposés. « Il faut espérer que les députés vont jouer le jeu et voter cette loi de lutte contre les violences sexuelles et physiques à l'école », explique-t-on dans l'entourage de Violette Spillebout. S'il n'y a pas de vote, ce sera tout simplement terminé. Après le scandale de Bétharram - qui avait fait émerger d'autres affaires à Riaumont, Relecq-Kerhuon ou Neuilly-sur-Seine -, et à l'heure où les agressions sexuelles dans le périscolaire font la une de l'actualité, la proposition de loi impose le consensus. Le 26 avril, la commission



Violette Spillebout et Paul Vannier, lors de la commission d'enquête sur les violences dans les établissements scolaires, le 14 mai 2025.

Affaire Bétharram : la proposition de loi sur les violences à l'école examinée

éducation de l'Assemblée l'a d'ailleurs adoptée, avec des amendements issus de différents groupes parlementaires qui n'en ont pas modifié le fond.

Faire en sorte que « plus jamais des enfants ne soient maltraités ou violentés dans des établissements par des adultes censés les éduquer et les protéger ». Voici l'objectif ainsi exposé du projet. Dans son article 1^{er}, il dispose que « la nation reconnaît que des violences (sexuelles, physiques et psychologiques) ont pu être commises et se perpétuer en milieu scolaire du fait d'une carence du contrôle imputable à l'État ». De cela découle la création d'un fonds d'indemnisation des victimes. Prévu par l'article 2, il sera mis en place « au titre des préjudices résultant d'une carence du contrôle des établissements scolaires en milieu scolaire imputable à l'État ». C'est donc essentiellement l'État qui l'alimentera. Dans les faits, il devrait concerner les victimes très anciennes, touchées par les délais de prescription judiciaire ou ceux impartis par la Commission d'indemnisation des victimes d'infractions (Civi).

Sur le volet de la prévention des violences, la proposition prévoit des « séances obligatoires d'information et de sensibilisation à l'ensemble des élèves ». À ce titre est prévu, dans un délai d'un an après la promulgation de la loi, un « rapport du gouvernement » sur les associations intervenant sur ces sujets et leurs conditions d'agrément. Un amendement de Violette Spillebout prévoit, en outre, que la formation du personnel et la sensibilisation des élèves aux violences soit l'une des conditions pour qu'un établissement scolaire privé puisse passer un contrat avec l'État.

« Une logique de contrôle systématique »

Au cours des débats en commission, plusieurs amendements ont également renforcé le contrôle d'honorabilité des personnels intervenant auprès des élèves, en l'étendant notamment au périscolaire. Par ailleurs, le texte adopté en commission renforce le suivi des sanctions disciplinaires, afin d'« éviter qu'un adulte

dangereux passe d'un établissement à un autre sans laisser de trace », comme plusieurs scandales récents l'ont révélé ces derniers temps.

Comme un avant-goût des débats qui auront lieu ce 1^{er} juin à l'Assemblée, les articles 7 et 8 du projet de loi, qui concernent directement les établissements privés sous contrat, ont fait l'objet d'amendements portés à la fois par des voix de gauche et la droite. Les premières ont voulu renforcer le contrôle de ces établissements, tandis que les secondes ont dénoncé une atteinte à la liberté d'enseignement.

L'article 7, qui prévoit un contrôle à minima tous les cinq ans des établissements privés, avec des « sanctions administratives graduées en cas de manquement », de la « mise en demeure » à la « fermeture de l'établissement », a ainsi été très discuté. Pour la droite républicaine, via un amendement de Frédérique Meunier, les modalités retenues par le projet de loi introduisent « une logique de contrôle systématique et particulièrement intrusive, de nature à porter atteinte à la

liberté de l'enseignement ». Son amendement, rejeté, proposait d'inscrire le contrôle « dans le respect de la liberté de l'enseignement et du caractère propre de ces établissements ». À l'extrême droite, le député RN Roger Chudeau a dénoncé des mesures qui « ne concernent pas la protection des enfants mais simplement la mise sous contrôle du seul enseignement privé ». Il a estimé que Paul Vannier tentait de faire de l'enseignement catholique une « sorte de cible », en le désignant comme « responsable des maltraitances ».

De même, l'article 8, qui prévoit la mise en place d'un « conseil académique de l'enseignement privé », est contesté par la droite, qui y voit une possible « atteinte à la liberté d'organisation et de fonctionnement de l'enseignement privé sous contrat ».

Enfin, l'article 9 prévoit explicitement que les ministres du culte seront soumis aux obligations de dénonciation des faits de violences sur mineurs, y compris lors d'une confession. Le RN y est opposé, y voyant « une attaque brutale et anticléricale ».

Délinquance, crise de l'eau, Ebola... L'inquiétude monte à Mayotte

Jérôme Doux

Dans l'archipel, les tensions sécuritaires et sanitaires continuent d'entraver le quotidien des habitants.

Ils sont près d'un millier de Congolais, Rwandais, Somaliens et Burundais à vivre sous des abris de fortune, bricolés avec des planches de bois et des bâches, au sud de Mamoudzou. Ils s'entassent, les pieds dans la mangrove, à proximité de la route nationale, et sont régulièrement « agressés par de jeunes délinquants », assure Daniel Gros, représentant de la Ligue des droits de l'homme à Mayotte. Depuis 2022, avec la création d'une nouvelle route migratoire au départ de Tanzanie, ces demandeurs d'asile arrivent en nombre. Alors que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclenché son deuxième niveau d'alerte le plus élevé concernant le virus Ebola - qui se propage en République démocratique du Congo -, ils suscitent de nouvelles craintes dans le 101^e département français. Car en 2024, sur les 2463 demandes d'asile déposées à Mayotte, près de la moitié l'étaient par des Congolais, selon l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra).

Si aucun cas n'a été recensé pour le moment, la députée Liot de Mayotte, Estelle Youssouffa, alerte sur les risques de propagation du virus dans le département. « Mayotte est très vulnérable. Ebola serait une catastrophe sanitaire »,

assure-t-elle en évoquant « l'état du seul hôpital de l'île, détruit après le cyclone Chido (le 14 décembre 2024, NDLR) ». L'infrastructure manque en effet de moyens et de soignants depuis plusieurs années, sur ce territoire considéré comme le plus grand désert médical de France avec 81 médecins pour 100 000 habitants, contre 341 dans l'Hexagone. Dans le même temps, les pénuries d'eau, qui durent depuis plus de trois ans, favorisent le manque d'hygiène et la propagation de maladies.

D'autant que la faiblesse des précipitations durant la saison des pluies, couplée au manque d'unités de potabilisation et à la hausse de la consommation, oblige le département à intensifier à nouveau les restrictions. « Sans évolution du mode actuel d'alimentation, les deux retenues collinaires - qui constituent l'essentiel de la ressource avec les rivières - pourraient être entièrement vides avant la fin de l'année 2026 », indique la préfecture de Mayotte.

Les habitants, déjà privés d'eau la moitié du temps, n'auront donc accès à l'eau courante qu'un jour sur trois dans les semaines à venir, comme c'était le cas pendant la crise de 2023. « Aujourd'hui, Mayotte ne parvient à couvrir qu'un peu plus de la moitié des

besoins en eau de sa population », souligne Mohamed Issouf, directeur de l'Office de l'eau de Mayotte. La consommation quotidienne des quelque 347 000 habitants de l'île, estimée à 47 000 m³, dépasse largement la capacité de production actuelle, limitée à 38 000 m³ par jour. À cela s'ajoutent des pertes importantes liées aux fuites du réseau, évaluées à environ 30 %, ce qui réduit encore davantage les volumes réellement disponibles. « Nous disposons en moyenne de 27 000 m³ d'eau par jour, ce qui reste très insuffisant », souligne Mohamed Issouf.

« La population vit dans la peur et subit des agressions quotidiennes »

Ambdilwahedou Soumaila
Maire de Mamoudzou,
la capitale de Mayotte

Pour sortir de la crise, les autorités misent sur une usine de dessalement, capable de produire 10 000 m³ d'eau par jour, au sud de Mamoudzou. Mais sa mise en service ne cesse d'être repoussée. Alors qu'elle était prévue pour l'été 2025, la li-

vraison est finalement annoncée pour juin 2027. Et même avec cette capacité supplémentaire, les besoins risquent de continuer à dépasser les capacités de production. Selon Mohamed Issouf, il faudra probablement attendre 2030 et la création d'une nouvelle retenue collinaire, accompagnée d'une nouvelle usine de potabilisation, pour que la production d'eau devienne suffisante au regard des besoins de la population. « La croissance démographique est telle que nous avons besoin de 2500 m³ supplémentaires chaque année », explique le directeur de l'office de l'eau.

Selon la Direction de l'environnement, de l'aménagement, du logement et de la mer (Deal), la hausse de la consommation est en effet estimée à 5 % par an. Notamment parce que la population augmente de 4 % par an, selon l'Insee. Un chiffre qui s'explique par le taux de natalité - de 3,5 enfants par femme - mais aussi et surtout par l'immigration. Selon l'Insee, près d'un habitant sur deux est de nationalité étrangère et près de la moitié des étrangers sont en situation irrégulière.

Pour lutter contre cette immigration illégale, les services de l'État ont lancé une troisième opération sécuritaire nommée Kingia à Mayotte, après Wuambushu en 2023, puis Place nette

en 2024. Sur place, « les moyens humains et matériels ont été renforcés » du 7 avril au 28 mai, assure la préfecture pour qui l'objectif était par ailleurs « d'intensifier la lutte contre la délinquance, l'économie informelle et l'habitat insalubre ».

Quelques jours avant la fin de l'opération, le nouveau préfet de Mayotte, Frédéric Poisot, s'est félicité d'avoir interpellé « 467 personnes », alors que l'objectif fixé était d'arrêter « 70 chefs de bandes ». Les services de l'État précisent par ailleurs avoir mené « quatre opérations de démantèlement » et détruit près de « 300 cases en tôle ».

Des opérations aux « conséquences graves pour les enfants et leurs familles », dénonce l'Unicef. Ces interventions peuvent entraîner des ruptures majeures dans leur parcours de vie : déscolarisation, déplacements forcés, pertes de repères, séparations familiales, interruptions de l'accès aux soins ou encore aggravations de situations de grande précarité. Certains habitants ou élus restent sceptiques quant à l'efficacité de ces opérations. Pour Ambdilwahedou Soumaila, le maire de Mamoudzou, « ces moyens supplémentaires ne devraient pas être ponctuels au regard de la situation sécuritaire. La population vit dans la peur et subit des agressions quotidiennes ».

Les autorités sanitaires ont déclenché une « surveillance renforcée » depuis le début du mois de mai face à la dengue, au Zika et au chikungunya, dont la diffusion en France métropolitaine est permise par la présence croissante du moustique-tigre. Mais ces virus restent avant tout des maladies contractées lors de voyages en zones tropicales. Depuis le 1^{er} mai, 12 cas de chikungunya, 79 cas de dengue et 1 cas de Zika ont ainsi été importés en métropole, mais aucun cas autochtone n'a été identifié. Le Pr Pierre Marty, spécialiste des maladies infectieuses et tropicales au CHU de Nice, qui reçoit chaque semaine des voyageurs au Centre de vaccination international, rappelle les précautions à adopter avant de partir dans une zone où l'on risque de croiser ces virus transmis par le moustique-tigre.

LE FIGARO. - Quelles sont aujourd'hui les destinations les plus à risque pour un voyageur français concernant la dengue, Zika et le chikungunya ?
PIERRE MARTY. - Le risque évolue au gré des épidémies locales. L'an dernier, on a été très sollicités pour l'île de La Réunion, où il y a eu une très grosse épidémie de chikungunya, près de la moitié des habitants a été touchée. Des pays comme Cuba et Madagascar ainsi que le Brésil sont particulièrement à risque en ce moment. Pour la dengue, c'est surtout l'Asie du Sud-Est, avec toute la région autour de l'Indonésie. Du côté du Zika, les indicateurs sont plus positifs, on ne voit plus beaucoup de cas actuellement.

Pourquoi est-il recommandé de consulter un médecin plusieurs semaines avant le départ ?
L'idéal, c'est de prendre rendez-vous avec son médecin, entre un et trois mois avant le départ, pour deux raisons. D'abord, la consultation du voyageur consiste à mettre à jour les vaccins habituels : tétanos, hépatite B, etc. On peut y ajouter des vaccins plus spécifiques aux voyages : hépatite A, typhoïde, et si vous allez en Afrique subsaharienne ou en Amazonie, la fièvre jaune. Ce dernier n'est d'ailleurs disponible que dans les centres de vaccination internationaux, pas en pharmacie. Depuis peu, on dispose également d'un vaccin contre la dengue et d'un contre le chikungunya, que l'on peut proposer selon la destination. Pour une longue expatriation, trois mois d'anticipation, c'est vraiment le minimum : ça laisse le temps d'organiser un deuxième rendez-vous vaccinal si besoin.

Sur place, quels sont les gestes de protection les plus efficaces ?
Le meilleur conseil que je peux donner est de dormir sous une moustiquaire imprégnée. Les gens n'y pensent pas, et pourtant c'est la protection la plus efficace. Pas n'importe quelle moustiquaire : une moustiquaire imprégnée d'in-



Dengue, Zika, chikungunya : comment se protéger en voyage ?

Quentin Benoist

Spécialiste des maladies tropicales au CHU de Nice, le Pr Pierre Marty revient sur les bons réflexes à adopter face à ces virus avant de partir sous les tropiques.

secticide, qu'on trouve dans toutes les pharmacies, et qui diffuse une substance active pendant plusieurs mois. Ensuite, il y a les répulsifs cutanés, à appliquer fréquemment en petites quantités sur les parties découvertes. On oublie souvent les pieds, que les moustiques adorent piquer. Pour les zones très infestées, on conseille des vêtements amples, couvrants, traités avec une lotion spéciale tissu. Et évidemment, éviter les eaux stagnantes, car les femelles du moustique-tigre y pondent leurs œufs. Une très faible quantité d'eau suffit, une simple coupelle sous un pot de fleurs le permet.

Comment reconnaître et différencier, les symptômes du chikungunya, de la dengue ou du Zika, et à quel moment faut-il consulter ?
Les trois maladies partagent plusieurs symptômes communs : ça ressemble à une grippe, mais sans les signes pulmonaires, ni la toux. C'est accompagné de fièvre, de maux de tête et de douleurs articulaires. On est « cassé ». Ce qui distingue les virus entre eux est assez subtil. La dengue s'accompagne plus souvent d'éruptions cutanées, tandis que pour le chikungunya ce sont les douleurs articulaires qui dominent. Le nom « chikungunya » vient d'ailleurs

d'un dialecte d'Afrique de l'Est, qui signifie « marcher courbé » : certains patients sont tellement endoloris qu'ils ne peuvent plus se redresser. Dans l'immense majorité des cas, ces maladies restent bénignes et passagères. Comptez en général une à deux semaines pour la dengue et le Zika, mais le chikungunya peut laisser des douleurs articulaires persistantes pendant plusieurs mois, voire plus d'un an chez certains patients. On doit consulter un médecin dès que l'on a de la fièvre, des céphalées et des douleurs articulaires au printemps ou en été. Il faut faire un test PCR dans les

Dormir sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide reste la protection la plus efficace contre le moustique-tigre, principal vecteur de la dengue, du Zika et du chikungunya.
K.PORNATID - STOCKADOBECOM

cinq premiers jours pour savoir si on est infectés par un de ces virus. Passé sept jours, il faut réaliser une sérologie. C'est-à-dire mesurer la présence d'anticorps, spécifiques à ces virus dans le sang.

Quels sont les traitements une fois la maladie déclarée ?

Il n'existe pas de traitement antiviral efficace pour ces maladies, la prise en charge médicale est purement symptomatique. On préconise de prendre du paracétamol. Pour certaines personnes, ce n'est pas suffisant, mais on n'a rien d'autre. L'essentiel, c'est le dépistage précoce : plus on prend en charge tôt, moins on a de risque de séquelles ou de formes chroniques. La dengue peut, dans un cas sur 1000, évoluer vers une forme hémorragique grave, mais cela reste exceptionnel.

En France métropolitaine, faut-il s'habituer à voir circuler ces virus chaque été ?

Oui. Ce n'est même plus la peine de parler au futur. Le moustique-tigre est présent dans quasiment tous les départements français depuis plus de vingt ans. Avec les températures qu'on a en ce moment, en mai, on a déjà les conditions qu'on avait en juillet-août, il y a dix ans. Ces virus ne sont plus seulement tropicaux, mais ils sont devenus saisonniers en zone tempérée, comme peuvent l'être les virus de la grippe.

Pourtant, les vaccins qui existent ne semblent pas facilement accessibles...

C'est un vrai problème. Aujourd'hui, ces vaccins sont réservés aux voyageurs. Ils coûtent plus de 100 euros la dose. Les voyageurs sont prêts à les payer parce qu'ils sont motivés et qu'ils ont les moyens. Mais on commence à avoir des habitants de la Côte d'Azur qui nous sollicitent pour se faire vacciner, sans partir nulle part. Légalement, on ne peut pas les vacciner. Certains trouvent une parade en nous disant qu'ils partent en voyage... mais les frais restent à leur charge. La question qui va se poser est : faudra-t-il un jour proposer ces vaccins, ainsi que leurs remboursements, à la population française ? On pourrait commencer par viser les personnes les plus à risques : femmes enceintes, personnes immunodéprimées, personnes âgées. C'est un choix politique. Mais vu l'évolution de la situation, la question ne pourra pas être esquivée longtemps. ■

« J'ai le sentiment de ne pas être comme les autres » : décalé, fatigué, déprimé... Le blues du printemps, ça existe !

Sophie Massieu

Attendu par beaucoup, le printemps cause, chez d'autres, anxiété et déprime. Les clés pour gérer ces états d'âme passagers.

Dès les premières chaleurs, je suis gênée pour respirer. Alors je me retrouve souvent enfermée chez moi, seule, stores baissés, témoigne Michelyne, 84 ans. Pendant ce temps, les autres se rassemblent pour partager de bons moments, se promener, ou même juste boire un café en terrasse. Désormais citadine après avoir longtemps vécu à la campagne, la retraitée se sent alors très isolée. Un sentiment d'autant plus prégnant que le retour des beaux jours annonce la période estivale, qui verra les activités collectives qui agrémentent ses semaines le reste de l'année suspendues le temps des vacances scolaires.

À l'exemple de Michelyne, certaines personnes perçoivent davantage le printemps comme un cap difficile à passer que comme une joyeuse phase de renouveau. Un état d'âme le plus souvent ponctuel, mais qui peut aussi s'avérer plus grave. Une étude conjointe du GHU-APHP (Groupe hospitalo-universitaire de l'Assistance publique des hôpi-

taux de Paris), de Santé publique France et de Météo-France pointe en effet un pic saisonnier des tentatives de suicide et suicides effectifs. Publiée en 2022 dans *Scientific Reports*, elle se base sur des données chiffrées recueillies de 2008 à 2018.

Ce résultat surprend peu Léa Chartier, psychologue clinicienne, en cabinet et sur la plateforme de téléconsultation Qare : ses patients en témoignent. Pour autant, la responsable du programme Qare Mind écarte la responsabilité directe des beaux jours : « Le printemps ne cause pas le mal-être en soi. Il révèle des problématiques déjà présentes, comme la dépression ou l'anxiété, qui avaient pu se mettre en sommeil pendant l'hiver. » L'étude de 2022 relève, elle aussi, la présence de troubles de l'humeur préexistants chez 63 % des personnes passées à l'acte.

« Je suis de nature anxieuse, illustre Emma, 49 ans. Mes amis ne le perçoivent pas, parce que je donne le change, mais le printemps compte parmi les moments les

plus difficiles pour moi. J'ai le sentiment de ne pas être comme les autres. Moi, je n'ai jamais prévu de vacances d'été, je n'ai pas de famille chez qui aller, pas d'enfants à confier à la garde de grands-parents... Bref, je n'ai rien à planifier et ça me renvoie une forme de solitude presque existentielle. »

Trois signaux d'alerte

Une altérité parfois difficilement supportable. « La pression sociale se révèle de plus en plus forte dans notre société, constate Léa Chartier. On a envie de répondre à des attentes, des désirs, pour sentir une forme d'appartenance, pour faire comme les autres. On se met la pression pour être en forme, bien vivre l'été. Mais il peut y avoir un fort décalage entre ce qui se passe au fond de soi et ce que l'on aimerait ressentir. » Selon l'experte, la consultation des réseaux sociaux peut amplifier cette impression d'être différent : « Le jugement extérieur, les comparaisons avec ce qu'affichent les autres sur leurs profils... Tout cela peut accentuer un mal-être ressenti. »

Reste que les coups de blues ne sont pas tous pathologiques. Pour distinguer ce qui doit inquiéter de ce qui relève d'un état d'âme temporaire, Léa Chartier suggère de s'attacher à repérer trois signaux d'alerte. Selon elle, il convient d'abord d'évaluer la durée de l'épisode de déprime. Au-delà de deux semaines, il s'installe et doit être pris en considération. Le deuxième point de vigilance tient à l'intensité : à quel point cette tristesse impacte-t-elle le fonctionnement quotidien de la personne ? Continue-t-elle à bien manger, travailler, dormir ? Enfin, dernier motif d'attention, la généralisation du phénomène, en se demandant si les domaines de la vie touchés par cette baisse de régime se multiplient. « Trouver un espace pour reformuler avec des mots choisis et adaptés ce que l'on ressent peut alors s'avérer utile », propose Léa Chartier, qui invite à consulter son médecin, un psychologue, voire un psychiatre en cas de troubles conséquents.

Si, malgré tout, ce blues de printemps se présente à plusieurs reprises dans une

vie, quelques mesures préventives peuvent le soulager, selon la professionnelle. À commencer par bien observer ce qui se passe dans notre esprit « avec bienveillance, empathie et compréhension ». Elle recommande aussi de stabiliser le sommeil, de se coucher à des heures régulières en évitant les écrans juste avant de dormir. Et de s'exposer à la lumière progressivement dès que les premières journées ensoleillées arrivent, pour réguler l'agitation interne provoquée par ces changements saisonniers de luminosité. Éviter les comparaisons sociales entre soi-même et les autres, notamment sur les réseaux sociaux, pratiquer des activités (sportives, culturelles...) qui plaisent, ou encore fréquenter des personnes rassurantes comptent aussi parmi les empêcheurs de déprimer en rond. « Moi, témoigne Emma, j'essaie, sans toujours y parvenir, d'accepter de me sentir en décalage avec les autres. Et puis je me rassure comme je peux : mon coup de blues printanier reste bien moins éprouvant que mon cafard des fêtes de fin d'année ! » ■

La Chine, nouveau poids lourd de la cancérologie

Soline Roy

Au grand congrès de l'Asco, à Chicago, les experts constatent que la recherche chinoise progresse à pas de géant.

«**D'**ici quelques années, peut-être que le plus grand congrès de cancérologie mondial aura lieu à Pékin...» À la veille de l'Asco, congrès annuel de la société américaine du cancer, qui se tient chaque année à Chicago, Steven Le Guillou plait à peine : «*La pharmacopée chinoise a longtemps été regardée de façon un peu condescendante par les Occidentaux, lance le professeur d'hématologie et directeur des hôpitaux de l'Institut Curie. Mais on voit, congrès après congrès, qu'ils publient de plus en plus à haut niveau.*»

Signe des temps : dimanche, à l'Asco, une molécule 100% chinoise (de sa mise au point à l'essai clinique de phase 3, avant la commercialisation) aura pour la première fois les honneurs de la conférence plénière, où sont présentés les travaux susceptibles de transformer les pratiques. Portée par des chercheurs de Shanghai, l'étude HARMONI-6 s'intéresse à l'efficacité de l'ivonescimab, une immunothérapie dite «*bispécifique*» (car elle cible en même temps deux protéines impliquées dans la progression tumorale, PD-1 et VEGF), couplée à la chimiothérapie dans un cancer du poumon métastatique. «*C'est un médicament de nouvelle génération et le premier exemple en oncologie thoracique de la puissance de la recherche chinoise*», salue le Pr Nicolas Girard, pneumologue et chef du département d'oncologie médicale de l'Institut Curie.

«*Un possible standard thérapeutique qui vient d'un laboratoire chinois pour une maladie aussi fréquente... On se rend compte qu'on est en train de tourner une page*», souffle Jean-Yves Blay, président d'Unicancer.

L'histoire de l'ivonescimab est une illustration des formidables progrès de la recherche chinoise. Pékin a longtemps misé sur la copie, et les chercheurs ont d'ailleurs comparé leur nouveau traitement à un autre anticorps chinois, le tislelizumab, qui «*copie le Keytruda*», détaille le Pr Nicolas Girard. Anticancéreux star de Merck, le Keytruda est aujourd'hui utilisé dans la plupart des tumeurs solides. Premier succès chinois : la copie développée par BeiGene (depuis renommé BeOne) a été approuvée par l'Agence européenne des médicaments, une première. Une autre molécule semblable au Keytruda, nommée serplulimab, a obtenu un remboursement en France.

Après les copies, la Chine s'est mise à inventer de nouvelles molécules. C'est le cas de l'ivonescimab : il a été développé par le chinois Akeso, qui a gardé les droits d'exploitation pour la Chine et vendu une licence pour le reste du monde à la biotech américaine Summit Therapeutics. «*La question qui se pose désormais est : l'ivonescimab va-t-il, sur la base des données présentées à l'Asco, obtenir un accès précoce en Europe et aux États-Unis ? s'interroge Nicolas Girard. Il ne s'agit plus d'une copie, c'est un médicament qui change la donne. Et*

vue l'ampleur du bénéfice, il n'y a aucune raison de le refuser hormis le fait que c'est une molécule développée en Chine.»

Le pays a donc totalement changé de braquet : non seulement il développe de A à Z de nouveaux médicaments, mais ceux-ci se voient à leur tour copiés par la recherche occidentale ! «*Les Allemands Boehringer et BioNTech sont en train de développer des anticorps bispécifiques semblables à l'ivonescimab. C'est nous qui copions, c'est complètement nouveau !*», s'exclame Nicolas Girard.

Steven Le Guillou n'hésite pas à parler de «*bouleversement de la géopolitique scientifique*». «*On voit clairement le développement industriel changer, glisse le Pr François-Clément Bidard, oncologue médical et coordonnateur de la recherche sur le cancer du sein à l'Institut Curie. La Chine a un énorme marché interne qui*

« C'est un médicament de nouvelle génération et le premier exemple en oncologie thoracique de la puissance de la recherche chinoise »

Pr Nicolas Girard Pneumologue et chef du département d'oncologie médicale de l'Institut Curie

est assez protégé. Et s'il y a des barrières à l'exportation en Europe des voitures chinoises, il n'y en a pas pour les médicaments...» Le marché chinois est le premier moteur de la recherche domestique, car sa population vieillit, et a de plus en plus de cancers. «*En 2023, le marché chinois des médicaments anticancéreux a dépassé les 280 milliards de yuans (35 milliards d'euros, NDLR)*», explique une étude dans *JCO Global Oncology*. Et il devrait doubler d'ici 2029 !

La science occidentale a longtemps eu tendance à se pincer le nez face aux résultats obtenus, et pas toujours pour de mauvaises raisons. «*Jusqu'aux années 2010, il n'y avait pas beaucoup de publications selon les standards occidentaux, explique Steven Le Guillou. Prenez l'acide tout-trans-rétinoïque dans la leucémie aiguë promyélocytaire : l'efficacité de la molécule a été découverte par les Chinois dans les années 1980.*» Mais sans preuve solide de son efficacité. «*Il a fallu qu'on fasse des études cliniques !, ajoute-t-il. Aujourd'hui, il fait partie du traitement standard.*»

Depuis, la Chine est passée à la vitesse supérieure : «*Entre 2015 et 2024, plus de 393 médicaments anticancéreux ont été autorisés dans le monde, peut-on lire dans *JCO Global Oncology*. Parmi ceux-ci, 72 étaient des médicaments de marque entièrement nouveaux développés en Chine.*»

Et cela s'accélère : «*Le nombre de médicaments anticancéreux de marque approuvés en Chine (...) a commencé à dépasser les importations au cours des deux dernières années.*»

Le secret chinois ? Plusieurs réformes menées depuis 2015 sur la régulation du médicament ont rendu l'écosystème bien plus favorable à l'innovation, racontent les auteurs. Dans les années 1990, l'entrée progressive dans l'économie de marché a d'abord incité les industriels à copier les médicaments occidentaux pour créer des génériques, moins chers à produire et à la rentabilité assurée. Sans compter que faire accepter une nouvelle molécule avait tout du parcours du combattant, tant les autorités adoptaient une «*approche précautionneuse*», notent les auteurs. À son apogée, le Centre d'évaluation des médicaments avait un arriéré d'environ 22000 demandes. Il faut dire que l'agence du médicament chinoise n'était pas bien lotie : son staff comptait alors 100 personnes pour une population de 1,3 milliard de personnes ! Le milieu des années 2010 a amorcé la révolution. En 2018, une Administration de la sécurité sanitaire (NHSA) a été créée pour négocier les prix des médicaments «*sur la base de trois critères : les caractéristiques pharmaceutiques, la valeur clinique et la solidité des preuves*». Les molécules obtenant un score élevé bénéficient de

procédures simplifiées, de délais d'examen accélérés et d'une tarification plus élevée. La Chine s'est aussi efforcée de se conformer aux règles occidentales en termes de recherche, de publication et d'essais cliniques. Résultat : «*La Chine occupe la deuxième place mondiale tant en nombre de médicaments anticancéreux en cours de R&D que de lancements sur le marché*», indique l'article dans *JCO Global Oncology*. La tendance est notable à l'Asco, la grande conférence annuelle de cancérologie américaine : «*Sur les cinq dernières années, les études avec un premier auteur chinois représentent entre 14 % et 19 % de l'ensemble des soumissions*», explique la Dr Julie Galrow, vice-présidente de l'Asco.

«*Et ils se rapprochent des premiers que sont les États-Unis*, note Steven Le Guillou. Ils ont la volonté de produire des médicaments plus accessibles au point de vue financier. On le voit aussi dans le domaine des machines de radiothérapie : ils ont désormais des technologies aussi bonnes que les Occidentaux, à des prix qui n'ont rien à voir. En tant que médecin et directeur d'hôpital, il s'en «*réjouit*» : «*Si je peux avoir plus de molécules et de machines pour moins cher, je suis content.*» Mais en tant que citoyen, ajoute-t-il aussitôt, cela pose des questions sur notre indépendance et l'avenir de notre industrie pharmaceutique... ■



Des chercheurs dans un laboratoire de BeiGene (rebaptisé pour le marché international BeOne, en novembre 2024), à Pékin. GILLES SABRIE / BLOOMBERG

L'ascension de BeOne, grand succès des biotechnologies chinoises

Marie Bartnik

À l'Asco, le congrès de référence de la cancérologie, qui se déroule chaque année à Chicago, le laboratoire pharmaceutique d'origine chinoise BeOne présentera cette année quelque soixante travaux, présentant les résultats de ses candidats médicaments contre les cancers du sang, du poumon ou de la sphère gastro-intestinale. Tout comme Akeso, qui présentera en session plénière (la plus prestigieuse) des résultats prometteurs contre le cancer du pancréas, BeOne illustre la spectaculaire percée des biotechs et des laboratoires chinois dans le paysage pharmaceutique mondial. Il présente toutefois une particularité : il est l'un des très rares laboratoires pharmaceutiques d'origine chinoise à avoir entrepris de commercialiser lui-même ses médicaments en dehors de Chine, en Europe et surtout aux États-Unis, le marché le plus lucratif au monde pour le secteur.

«*La Chine est un formidable terreau d'innovation dans le domaine des*

sciences de la vie. Mais ces cinq ou six dernières années, les biotechs chinoises n'ont, sauf exception, pas commercialisé elles-mêmes leurs produits en dehors de leurs frontières, préférant passer des accords avec des laboratoires occidentaux, constate Loïc Plantevin, directeur du département santé chez Bain. Il est cependant clair que l'ambition des laboratoires chinois est de vendre leurs médicaments directement en Occident, suivant le même chemin que certaines grosses biotechs occidentales.» Il y a dix ou quinze ans, la plupart des biotechs américaines commercialisaient leurs médicaments aux États-Unis mais cédaient leurs droits à de plus gros laboratoires pour les vendre dans le reste du monde. «*Puis certaines de ces biotechs ont suffisamment grossi pour conserver leurs droits partout et sont devenues, à l'instar d'Amgen, de véritables laboratoires pharmaceutiques, poursuit le consultant. Je pense qu'il en sera de même pour les biotechs chinoises.*»

À l'instar d'Amgen, BeOne n'est plus une petite biotech. Son chiffre d'affaires mondial a dépassé les 5 milliards de

dollars l'année dernière, en croissance de 40 % sur un an, principalement grâce aux ventes de son Brukinsa, un anticancéreux indiqué dans le traitement de lymphomes. Ce médicament, vendu à 70 % aux États-Unis, inhibe un signal de survie des cellules qui composent la tumeur. Son deuxième médicament est un traitement innovant indiqué dans les cancers gastriques, disponible depuis quelques semaines en France.

« La stratégie de notre fondateur a consisté à s'affranchir des nationalités et à aller chercher les compétences et les atouts là où ils se trouvaient »

Fabrice Michels

Directeur général de BeOne en France

Le laboratoire, fondé en 2010 en Chine par deux scientifiques, un Américain, John V. Oyler, et un Chinois naturalisé américain, Wang Xiaodong, ambitionnait dès sa création de devenir

le «*Genentech chinois*», du nom de cette biotech américaine à succès de la fin des années 2000. Pour y parvenir, les deux scientifiques ont pu compter sur de nombreux scientifiques chinois ayant travaillé dans les plus grands laboratoires pharmaceutiques occidentaux avant de revenir officier en Chine. Wang Xiaodong lui-même est retourné dans son pays natal, où il a contribué à fonder l'Institut national des sciences biologiques, financé par l'État.

Aujourd'hui BeOne préfère ne pas trop insister, en Occident du moins, sur ses racines chinoises. Aux États-Unis, en particulier, le climat n'est pas des plus propices aux industriels chinois. Initialement baptisé BeiGene en référence à la capitale chinoise, le laboratoire a préféré se rebaptiser BeOne en novembre 2024 (en Chine, il se dénomme toujours BeiGene). Afin d'accélérer son développement international, BeOne s'est doté d'un siège social à San Carlos, en Californie, et à Bâle, en Suisse. «*La stratégie de notre fondateur a consisté à s'affranchir des nationalités et à aller chercher les compétences et les atouts*

là où ils se trouvaient, explique Fabrice Michels, le directeur général de BeOne en France. Notre ancrage est international. BeOne ne s'attache pas à un pays plus qu'à un autre.»

Le succès de BeOne préfigure sans conteste celui d'autres laboratoires chinois ou d'origine chinoise. Nombre de biotechs n'ont pas encore la taille critique pour commercialiser elles-mêmes leurs médicaments en Occident. Mais cela ne saurait tarder. Certaines, comme Innovent Biologic, passent déjà des accords de commercialisation avec des laboratoires occidentaux - une sorte d'étape entre la licence et la commercialisation en propre à l'étranger. «*En 2020, le monde ne comptait aucun blockbuster (un médicament totalisant plus de 1 milliard de dollars de chiffre d'affaires, NDLR) chinois ou d'origine chinoise, rappelle Loïc Plantevin. Il y en a aujourd'hui trois ou quatre. Ils seront probablement entre six et dix en 2030. Parmi ceux-là, il est probable qu'une majeure partie de leur chiffre d'affaires se fasse en dehors de Chine, en Europe et aux États-Unis.*» ■

Anne Prigent

Une méta-analyse confirme que le dosage du PSA permet d'éviter des décès. Mais pas au point de remettre en cause la stratégie française d'un diagnostic ciblé.

Le dépistage du cancer de la prostate par dosage du PSA, une molécule sécrétée par cet organe, est depuis des années au cœur d'un débat médical nourri. La publication d'une nouvelle revue, *Cochrane*, référence internationale en matière d'analyse critique des données scientifiques, pourrait toutefois raviver les discussions. Publiée le 15 mai dernier, elle conclut désormais que le dépistage par dosage du PSA « réduit probablement » la mortalité spécifique du cancer de la prostate, alors que les précédentes méta-analyses ne mettaient pas en évidence de bénéfice clair.

L'effet observé demeure néanmoins très modeste. « Il faut dépister mille hommes pour sauver deux vies. C'est très peu. Beaucoup de cancers de la prostate ne tuent pas et, dépistés ou non, n'auraient rien changé. Donc le dépistage ne réduit mécaniquement que très peu la mortalité », rappelle le Pr François Desgrandchamps, chef du service d'urologie à l'hôpital Saint-Louis (Paris).

Le dépistage entraîne par ailleurs une hausse de 30 % des diagnostics, essentiellement des tumeurs détectées à un stade précoce, au prix d'un surdiagnostic important. Pour un à deux décès évités, 36 cancers supplémentaires sont identifiés, dont une large proportion de formes peu agressives qui n'auraient jamais compromis la vie des patients. « Et les risques du surdiagnostic et des traitements qui suivent restent bien présents : biopsies inutiles, infections, incontinence, troubles sexuels », souligne le Pr Olivier Saint-Lary, président du Collège national des généralistes enseignants. « La stratégie la plus adaptée reste la décision partagée entre le patient et son médecin. Pas de campagne de dépistage massif », insiste-t-il. Une position qui rejoint celle des auteurs de la revue *Cochrane*.

Où en est-on aujourd'hui ? En France, le dépistage systématique par PSA n'est toujours pas recommandé par la Haute Autorité de santé. L'Association française d'urologie (AFU), en revanche, privilégie une approche de « diagnostic précoce » ciblé. « Les données de la grande étude européenne ERSPC montrent bien que, chez les personnes



Le dépistage par dosage du PSA entraîne une hausse de 30 % des diagnostics, essentiellement des tumeurs détectées à un stade précoce.

Cancer de la prostate : dépister fait (un peu) baisser la mortalité

dépistées à bon escient, c'est-à-dire avec une espérance de vie de plus de dix à quinze ans, on observe une diminution des formes métastatiques et une réduction de la mortalité par cancer de la prostate », explique le Pr Alexandre de

« Il faut dépister mille hommes pour sauver deux vies. C'est très peu. Beaucoup de cancers de la prostate ne tuent pas et, dépistés ou non, n'auraient rien changé »

Pr François Desgrandchamps
Chef du service d'urologie à l'hôpital Saint-Louis (Paris)

La Taille, chef du service d'urologie à l'hôpital Henri-Mondor (Créteil) et ancien président de l'AFU.

Concrètement, la société savante recommande aujourd'hui de proposer un dosage du PSA entre 50 et 75 ans. Le seuil est abaissé à 45, voire 40 ans, chez les hommes présentant des antécédents familiaux, ceux originaires des Antilles, où l'incidence est particulièrement élevée, ou encore les porteurs de mutations BRCA1 ou BRCA2.

Le Pr Desgrandchamps insiste toutefois sur la nécessité d'interpréter le PSA avec prudence : « Jamais de décision sur un seul dosage, toujours redoser. » En effet, le PSA n'est pas un marqueur du cancer, mais un reflet de l'activité de la prostate. Son taux sanguin fluctue naturellement d'un jour à l'autre, parfois de

20 % sans raison pathologique. Une élévation peut signaler un cancer, mais aussi une prostatite, un adénome ou même une simple augmentation du volume prostatique. Plus la prostate est volumineuse, plus le PSA peut être élevé sans que cela traduise une tumeur. Un organe de 50 g peut s'accompagner d'un PSA autour de 5 ng/ml, et une prostate de 120 g d'un PSA avoisinant 12 ng/ml.

Ce n'est donc pas tant la valeur absolue que l'évolution du PSA dans le temps qui guide les médecins. Un taux légèrement au-dessus de la normale mais stable sur plusieurs mois est plutôt rassurant. À l'inverse, une progression rapide constitue un signal d'alerte. Et si le PSA continue à être un marqueur utilisé par les médecins, la prise en charge a profondément évolué. L'IRM s'est

imposée comme un passage obligé avant toute biopsie, permettant de réduire les gestes inutiles et de mieux cibler les tumeurs agressives. « On ne fait plus de biopsie sans IRM », insiste le Pr Desgrandchamps. Parallèlement, la stratégie thérapeutique s'oriente vers une véritable désescalade. « Avoir un cancer de la prostate ne veut rien dire. Les formes *Isup1*, peu agressives, sont l'équivalent de cheveux blancs. On ne les traite pas », rappelle-t-il.

Au final, la question n'est plus tant de savoir s'il faut dépister, mais comment dépister. Chez les hommes jeunes ou à risque, disposant d'une espérance de vie importante, le PSA conserve une place, à condition d'être interprété avec discernement et intégré dans une stratégie globale, discutée et décidée avec le patient. ■

L'activité du cerveau prédit l'évolution du cancer du poumon

Anne Prigent

Le métabolisme cérébral, mesuré au scanner, prédit la survie des patients aussi efficacement que la taille de la tumeur.

La cancérologie se concentre depuis des décennies sur la tumeur elle-même : sa taille, ses mutations, sa capacité à proliférer. Mais si l'avenir de l'oncologie passait aussi par l'étude... du cerveau, ou plus précisément de son métabolisme ? Une équipe de l'Institut Curie vient en effet de publier dans le *Journal of Nuclear Medicine* une étude montrant que, chez des patients atteints d'un cancer du poumon avancé, le métabolisme cérébral mesuré au TEP scan serait un puissant prédicteur de survie. « Nous voulions comprendre comment l'organisme entier réagit à la présence d'un cancer », explique la Dr Irène Buvat, coauteur de l'étude. Depuis quelques années, plusieurs indices suggèrent en effet que l'état général du patient joue un rôle déterminant dans l'évolution de la maladie. La fonte musculaire (sarcopénie), la cachexie, l'inflammation systémique ou encore l'activité physique influencent la survie indépendamment des caractéristiques de la tumeur.

L'équipe a donc choisi de s'intéresser au métabolisme des organes, c'est-

à-dire à l'ensemble des réactions chimiques qui permettent aux cellules de produire de l'énergie et de fonctionner. Pour cela, les chercheurs ont utilisé un examen bien connu en cancérologie, le TEP scan, qui cartographie la consommation de glucose dans les tissus. Leur étude a porté sur 380 patients atteints d'un cancer du poumon non à petites cellules avancé. Ils ont analysé le métabolisme de nombreux organes, mais un résultat s'est imposé : les patients dont le cerveau consommait le moins de glucose avaient une survie significativement plus courte. Dans la cohorte, ceux décédés dans l'année présentaient un métabolisme cérébral nettement plus faible que les autres. Surtout, cet indicateur était aussi prédictif que le volume tumoral, l'un des marqueurs les plus robustes en oncologie.

« Le signal était vraiment fort. Aussi fort que le volume de la tumeur, et surtout complémentaire », souligne Irène Buvat. Autre élément important : les résultats ont été reproduits dans une seconde cohorte, analysée indépendamment, ce qui renforce la solidité

de l'observation. Le métabolisme cérébral se révèle également corrélé à plusieurs biomarqueurs sanguins, notamment la CRP, les neutrophiles ou les lymphocytes, des indicateurs classiques de l'inflammation et de l'état nutritionnel. Ces liens suggèrent que le cerveau pourrait refléter, de manière intégrée, l'état physiologique et fonctionnel global du patient. L'effet persiste après ajustement sur l'âge, le tabagisme ou les biomarqueurs sanguins. Il est également retrouvé chez les patients sans métastases cérébrales, ce qui exclut l'hypothèse d'un artefact lié à la présence de lésions dans le cerveau.

Reste la question centrale en médecine, celle du lien de causalité. Autrement dit, le cerveau joue-t-il un rôle direct dans l'évolution du cancer ou est-il simplement le reflet de l'état général du patient ? Sur ce point, les chercheurs restent prudents. « On voit une corrélation, mais on n'est pas capable pour l'instant d'établir une relation de causalité », reconnaît la chercheuse. Une incertitude qui ouvre la voie à de nombreuses hypo-

thèses. Certaines ont déjà été explorées, puis écartées, par les chercheurs de Curie. Ils ont par exemple vérifié que ce phénomène n'était pas simplement lié à l'âge, connu pour influencer le métabolisme cérébral, ni à des problèmes vasculaires liés au tabagisme comme une mauvaise irrigation du cerveau, ni même à des troubles psychiques comme la dépression. Autant d'explications plausibles qui n'ont pas résisté à l'analyse.

« On voit une corrélation, mais on n'est pas capable pour l'instant d'établir une relation de causalité »

Dr Irène Buvat
Coauteur de l'étude

Cette démarche d'élimination progressive renforce l'idée qu'il existe un mécanisme plus profond, encore mal compris, reliant le cerveau à l'évolution du cancer, possiblement via des phénomènes d'inflammation ou de réponse globale de l'organisme à la

maladie. Mais pour l'instant, les chercheurs reconnaissent avancer encore à tâtons.

Au-delà de ces incertitudes, l'étude met en lumière un changement de paradigme plus large en cancérologie, celui du passage d'une médecine centrée uniquement sur la tumeur à une approche plus globale du patient. « Caractériser finement la tumeur est nécessaire, mais probablement pas suffisant », explique la Dr Irène Buvat. L'état général de l'organisme, c'est-à-dire l'environnement dans lequel se développe la tumeur, pourrait jouer un rôle déterminant dans la réponse aux traitements.

Dans cette perspective, le métabolisme cérébral pourrait devenir un biomarqueur précieux. Non seulement pour affiner le pronostic mais aussi, à terme, pour orienter la prise en charge, avec l'espoir de développer des indicateurs dits « actionnables », c'est-à-dire sur lesquels il serait possible d'agir. « L'objectif ultime est de trouver des biomarqueurs qu'il est possible de moduler par des actions thérapeutiques », résume la chercheuse. ■

Roland-Garros : ici, c'est Parry!

Jean-Julien Ezvan

La dernière chance française tentera, contre la Polonaise Maja Chwalinska, de se hisser en quarts de finale ce lundi.

Comme depuis le début du tournoi, Diane Parry a, ce lundi, rendez-vous sur le court Philippe-Chatrier. Une enceinte dans laquelle certains joueurs français écrasés par l'histoire, l'attente ou les dimensions, éprouvent des difficultés à s'exprimer. Ils en aiment la perspective mais en redoutent l'expérience.

Pas Diane Parry, scolarisée à l'école Dupanloup, en face de Roland-Garros, puis au collège Jean-de-la-Fontaine, à quelques centaines de mètres, avant d'entrer au Centre national d'entraînement, tout cela dans un mouchoir de poche. Diane Parry, née à Nice, a toujours vécu à Boulogne-Billancourt et son décor a toujours été le temple de la terre battue. Si certains en rêvent. Pour elle, Roland-Garros, c'est son jardin.

En 2019, Diane Parry, qui allait devenir championne du monde junior, se rendait sur le site des Internationaux de France d'un coup de trottoir. À 16 ans, elle s'inscrivait comme la plus jeune joueuse à remporter un match dans le grand tableau. La suite s'écrivait entre promesses, celles attachées à un jeu complet, une technique parfaite portée par un revers à une main (adopté à 12 ans, qu'elle complète d'un coup à deux mains en fonction des conditions et des rivales), les blessures et une transition toujours délicate entre les juniors et l'impitoyable circuit senior.

Prête pour la suite

En 2022, Diane Parry faisait une nouvelle fois parler d'elle à Roland-Garros, en éliminant au premier tour la tenante du titre, la Tchèque Barbora Kerjickova, avant de se hisser au 3^e tour. Le 3^e tour en Grand Chelem, longtemps son plafond de verre. Un seuil atteint à cinq reprises (à l'Open d'Australie en 2024, à Wimbledon en 2022 et 2025, à l'US Open en 2025). Avant Roland-Garros 2026 et un tournoi qui aurait pu tourner au cauchemar. La

Française (23 ans, 92^e mondiale) a débuté par un premier set perdu 6-0, avant d'escalader l'obstacle représenté par l'Ukrainienne Anhelina Kalinina, portée par les vivats et accompagnée par une Marseillaise (« On joue au tennis pour vivre ces émotions. Pouvoir jouer sur ces courts avec cette ambiance, ce n'est que du bonheur »). Elle a ensuite écarté les Américaines Ann Li (tête de série n°30) et Amanda Anisimova (tête de série n°6). Prête pour la suite ce lundi, le 8^e de finale contre la Polonaise Maja Chwalinska (24 ans, 114^e mondiale), une joueuse issue des qualifications. Un match ouvert. Comme le tournoi dans son ensemble. Au pied des 8^{es} de finale, le tableau masculin ne comptait plus que deux joueurs du top 10, Alexander Zverev et Félix Auger-Aliassime; le tableau féminin a, lui, en quelques jours perdu ses têtes de série n°2 (Elena Rybakina), n°3 (Iga Swiatek), n°4 (Coco Gauff) et n°5 (Jessica Pegula). Une instabilité qui donne des ailes et pourrait continuer à malmener la hiérarchie, brutalement fermer la porte des habitudes. Écrasé de chaleur, éprouvant, insaisissable, Roland-Garros, qui redoutait un tournoi sans surprises, les voit s'aligner et briller comme une longue guirlande. Et il

Le tournoi célébrera des lauréats inédits

Après un samedi brûlant (marqué par les éliminations de Moïse Kouame et Coco Gauff, les victoires marathons de Juan Manuel Cerundolo en 5h58 et Matteo Berrettini en 5h13), Roland-Garros, même avec quelques degrés de moins, a, dimanche, continué à regarder les têtes d'affiche tomber. Lauréate des Internationaux de France en 2020, 2022, 2023 et 2024, Iga Swiatek (tête de série n°3) a été éliminée par l'Ukrainienne Marta Kostyuk; la Polonaise, durant le printemps



Diane Parry lors de son match face à Amanda Anisimova, à Roland-Garros, samedi. AP PHOTO/EMMA DA SILVA

reste une semaine de compétition... Diane Parry peut s'accrocher à son rêve. « D'habitude, dans le tournoi, à ce stade, on s'attend à jouer contre quelqu'un qui est dans le top 20, donc ce sera une grande occasion pour nous deux. Je vais récupérer comme il faut pour être à 100%, pouvoir saisir l'occasion, et poursuivre, aller plus loin dans le tournoi. » Elle s'avancera avec méfiance en raison notamment du rafraîchissement

climatique soudain (plus de 10 °C d'écart de température) : « Il a fait extrêmement chaud. Les balles rebondissaient énormément sur le court. Je pense que le jeu sera plus lent et plus bas pour le prochain match. Je vais tenter de m'adapter au mieux. » Face à Maja Chwalinska, une gauchère : « Je ne la connais pas bien, je vais essayer d'aller chercher des infos. Et certainement m'entraîner avec une gauchère, parce que depuis

le début du tournoi, je n'ai pas eu l'occasion d'en jouer, de me préparer à cela, donc il faut toujours ajuster un peu son jeu. »

En espérant être en mesure de s'appuyer sur la solidité technique, physique et émotionnelle affichée notamment contre Amanda Anisimova, samedi : « Peut-être qu'avant j'aurais pu me croire vaincue, ou que la marche était trop haute. Ce n'était pas le cas », a-t-elle résumé après son match victorieux, avec sur le dos le maillot du Paris SG. Sereine. Épanouie. Solide. Elle qui avait vécu un printemps maussade (aucune victoire sur terre battue en quatre tournois avant, in extremis, de s'illustrer avec le titre au tournoi Clarins à Paris, puis un 2^e tour à Strasbourg) : « Le physique, c'est primordial. C'est ce qui nous fait être capable d'enchaîner les matchs, de tenir un match, de pouvoir être au combat. C'est vraiment la première condition pour être capable d'enchaîner. Je suis contente de voir que cela tient, de me sentir bien sur le court. C'est le résultat du travail en amont que l'on ne voit pas. » Un an après Lois Boisson, Diane Parry est prête à prolonger une histoire bleue inattendue... ■

NBA : Wembanyama et les Spurs prêts pour le rendez-vous ultime

Christophe Remise

San Antonio a réussi le tour de force d'éliminer le champion sortant pour défier les Knicks en finales NBA.

« Je veux gagner le plus vite possible », claironnait Victor Wembanyama, déjà impatient, avant même d'être drafté par les Spurs, en 2023. Ambitieux, très ambitieux, sachant qu'il y avait tout à faire, tout à construire au sein d'une franchise qui naviguait en fond de classement depuis plusieurs années. La NBA ne fait généralement pas la part belle aux jeunes équipes. Il faut du temps, de l'expérience, des cicatrices pour viser les plus hauts honneurs au sein de la ligue nord-américaine de basket. Oui, mais voilà, San Antonio compte dans ses rangs un extraterrestre de 2,24 m, un talent générationnel qui a tout pour lui, tout pour devenir l'un des meilleurs joueurs de l'histoire, pas seulement de son époque.

« Je veux connaître ce sentiment encore de nombreuses fois dans ma vie, (...) je veux le refaire quinze ou vingt fois... l'espérer que ça ne va pas devenir une addiction, mais c'est peut-être déjà le cas. (Sourire.) Impossible de ne pas savourer, mon réservoir à émotions n'est pas encore assez grand, ça déborde. Il faudra se reconcentrer rapidement, mais pour l'instant, c'est un plaisir incroyable », a soufflé le Français, passé par Nanterre, l'Asvel et les Mets 92, après la victoire décisive contre le tenant du titre, Oklahoma City, qui lui ouvre les portes des finales NBA.

Victor Wembanyama, un modèle unique. Les dieux du basket se sont penchés sur son berceau pour lui donner la panoplie complète : taille, technique, agilité... Brillant en attaque, encore plus

fort en défense. Le tout avec un mental de champion. C'est bien simple, il sait tout faire. Et sa thrombose de l'année dernière l'a invité à gommer les défauts qu'on lui connaissait en termes de sélection de tirs, ça lui a donné un sentiment d'urgence qu'un gamin de 22 ans n'a pas forcément. « Wemby » a compris que le temps est précieux, compté.

Inestimable

Dans sa troisième saison seulement, sa première campagne en play-off, le voilà en piste pour les finales NBA, à partir de mercredi (dans la nuit de mercredi à jeudi, 2h30), contre les Knicks de

New York. La même affiche qu'en 1999. Wembanyama n'était même pas né à l'époque, pas davantage que les autres stars de San Antonio, Stephen Castle (20 ans) et Dylan Harper (19 ans), lesquels jouent respectivement leur deuxième et première saison. Successeur d'un Gregg Popovich toujours très présent, Mitch Johnson, lui, ne boucle que sa première saison en tant qu'entraîneur principal. S'il y a de l'expérience, c'est dans les bureaux, chez les anciens qui gravitent autour de cette jeune escouade. Inestimable. On savait que les Texans étaient promis à un brillant avenir. Personne ne pensait qu'ils pourraient viser les

sommets en début de saison. Les regards ont changé depuis février, avec notamment quatre victoires en cinq matchs de saison régulière face aux tenants du titre d'Oklahoma City, dont une en demi de la NBA Cup, avant de s'incliner contre... NYC. Et c'est justement OKC qui se dressait sur la route de Wembanyama et compagnie en finale de Conférence Ouest. Tous les observateurs attendaient un choc légendaire, entre deux clubs à plus de 62 victoires en saison régulière. Et la série a tenu ses promesses. San Antonio a réussi le tour de force de composer son billet sur le parquet du champion, samedi (103-111), dans l'Oklahoma, au terme d'un match 7 à couper le souffle, comme le reste de la série. « Ils sont jeunes, talentueux, bien entraînés, ils jouent comme il faut et ensemble », a expliqué Shai Gilgeous-Alexander. Ils ont le bon état d'esprit. On ne nous bat pas sans avoir ce qu'il faut, et ils nous ont battus. »

Le MVP de la série? Victor Wembanyama, bien évidemment. Comme une évidence. À pas de géant. « Il en reste quatre », martèle-t-il. Comprenez, quatre victoires jusqu'au sacre qu'il convoite en finale. Nous sommes déjà entrés dans l'ère Wembanyama. Charge à lui et ses petits camarades du club texan de gravir la dernière marche, pas forcément la plus simple. ■

Victor Wembanyama lors du match opposant San Antonio à l'équipe d'Oklahoma City, samedi.

JESSE D. GARRABRANT/GETTY IMAGES VIA AFP



EN BREF

Solitaire du Figaro Paprec : une 3^e étape sous tension

Le départ de la 3^e et dernière étape de la Solitaire du Figaro Paprec 2026 a été donné ce dimanche à 19 heures à Pornichet. Avec six skippers pointés à moins de deux heures du leader irlandais Tom Dolan (Kingspan), le suspense est total lors de cette ultime manche qui va se dérouler sous tension sportivement et météorologiquement avec des conditions d'abord favorables pour rejoindre l'estuaire de la Gironde puis bien plus musclées lors de la remontée vers l'Angleterre et la traversée de la Manche finale vers Le Havre. L'arrivée dans le port normand est annoncée dans la matinée de jeudi. « Le classement est ce qu'il est, mais je préfère rester focalisé sur ce que je peux maîtriser plutôt que sur mes concurrents », a annoncé Tom Dolan, vainqueur de la course en 2024.

Rugby : duel Montpellier-Paris pour la 2^e place

Respectivement vainqueurs de Pau (26-18) et de Bayonne (38-21), lors de la 25^e journée de Top 14, Montpellier et le Stade Français se disputeront à distance la deuxième place directement qualificative pour les demi-finales samedi prochain. Le MHR se déplacera à Lyon et Paris à La Rochelle.

25^e JOURNÉE TOP 14

ST. FRANÇAIS (3)	38-21	BAYONNE (12)
TOULOUSE (1)	39-31	LYON (10)
MONTAUBAN (14)	15-71	LA ROCHELLE (6)
PERPIGNAN (13)	29-27	CASTRES (11)
MONTPELLIER (2)	26-18	PAU (4)
TOULON (9)	27-22	BORDEAUX B. (5)
CLERMONT (7)	dim.	RACING



ami *alexandre mattiussi*

BRAVO JOÃO!



LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdujour@media.figaro.fr

Téléphone
01 56 52 27 27

sur notre site
carnetdujour.lefigaro.fr

Passez une annonce dès

260 € TTC pour un deuil,
145 € TTC pour un événement heureux.

Le détail de nos tarifs est sur notre site.

Tarif préférentiel pour les abonnés.

Naissances, Adoptions, Baptêmes, Fiançailles, Mariages, Anniversaires, Centenaires, Fête des Mères, Fête des Pères, Saint-Valentin, Noces, Communications diverses, Conférences, Thèses, Portes ouvertes, Distinctions, Nominations, Commémoration, Signatures, Départs en retraite, Vœux, Deuils, Condoléances, Remerciements, Souvenirs, Messes et anniversaires, Officiers religieux, Prise d'habit, Jubilé, Jubilé sacerdotal, Ordination, Vœux monastiques.

Reprise des annonces sur :
carnetdujour.lefigaro.fr

Tél Abonnements :
01 70 37 31 70

deuils

Sucy-en-Brie (Val-de-Marne).

Jean-Daniel Amsler, son époux, Florence, Jean-Philippe, Ghislaine et Christophe, ses enfants, ainsi que leurs époux et épouses, et leurs enfants, ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs

ont la tristesse de faire part du décès de

Catherine AMSLER
née Thévenot,

survenu le 26 mai 2026, dans sa 80^e année, à Créteil.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce lundi 1^{er} juin, à 10 heures, en l'église Saint-Martin de Sucy-en-Brie.

M. Thierry Brisard, Mme Laurence Brisard-Filloux, Mme Sylvie Brisard-Bonafons, leurs conjoints, leurs enfants et petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Maryvonne BRISARD
« Pom »,

le 28 mai 2026.

Les obsèques se dérouleront le jeudi 4 juin, à 10 heures, au cimetière d'Arzon (Morbihan), dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue des Épinettes, 41800 Fontaine-les-Coteaux.

M. Yves Canevet, son époux, Mme Mariette Canevet, sa belle-sœur, ses cousins, cousines, filleuls et toute la famille

ont la douleur de vous faire part du décès de

Mme Danielle CANEVET
chirurgien-dentiste,

survenu le 25 mai 2026, à Rueil-Malmaison.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 29 mai, en la basilique Notre-Dame-de-Bon-Secours, à Guingamp, dans l'intimité familiale.

106, boulevard des États-Unis, 78110 Le Vésinet.

Boulogne-Billancourt.

M. et Mme Philippe Chidaïne, M. et Mme Thierry Chidaïne, M. et Mme Benoît Bourla, ses enfants, ses dix petits-enfants et ses dix arrière-petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Mme Pierre CHIDAÏNE
née Nicole Chavanne,

le 27 mai 2026, dans sa 99^e année, munie du sacrement des malades.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 8 juin, à 14 heures, en l'église de Ternay (Loir-et-Cher).

M. et Mme Philippe Guérand, M. Bernard Guérand, M. et Mme Patrick Guérand, ses enfants,

M. et Mme Julien Hotier, M. et Mme Victor Guérand, M. et Mme Maxime Guérand, M. et Mme Gaspard Guérand, Mme Annabel Guérand, M. Maxence Guérand et Mme Laura Breidt, ses petits-enfants,

Joséphine, Sibylle, Madeleine, Léo, Oscar, Constant, Gustave, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu, le 23 mai 2026, de

Hélène GUÉRAND
née Tomayan.

La cérémonie religieuse a été célébrée le vendredi 29 mai 2026, en l'église Saint-Nizier, à Lyon (2^e), dans l'intimité familiale.

Christine Hüffer, née d'Anthoïard, son épouse, William J. Hüffer et Alison Huszar, son fils et sa belle-fille, Elise Hüffer, sa fille, Nadia, Manon, Coralie, ses petites-filles, Inka et Roka, ses arrière-petits-enfants, Élisabeth Hüffer, sa sœur,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

William J. HÜFFER

rappelé à Dieu le 26 mai 2026, au cimetière d'Arzon (Morbihan), dans la plus stricte intimité.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce lundi 1^{er} juin, à 10 heures, en l'église Saint-Symphorien, à Versailles.

L'inhumation aura lieu le mercredi 3 juin, à 15 heures, au cimetière de Lavoute-Chilhac (Haute-Loire).

En union avec M. Guy de Lacvivier de Ruble (†), son époux,

Mlle Béatrice de Lacvivier de Ruble, M. et Mme François de Lacvivier de Ruble, M. Bertrand de Lacvivier de Ruble, ses enfants,

Matthieu et Eugénie, Benjamin et Mathilde, Capucine et Arthur, Victor, Constance, Camille, ses petits-enfants,

Victoire, Octave, Orso et Basile, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Guy de LACVIVIER de RUBLE
née Anne-Marie Dupré,

le 26 mai 2026, à l'âge de 95 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 2 juin, à 10 h 30, en l'église Sainte-Marie-des-Batignolles, Paris (17^e).

L'inhumation aura lieu le mercredi 3 juin, au cimetière de Beaupuy (Lot-et-Garonne).

Sceaux (Hauts-de-Seine).

Bernard Le Vasseur, son époux,

Gilles et Kathy Le Vasseur, Bruno Le Vasseur, Béatrice Le Vasseur et Valdo Riva, ses enfants et leurs conjoints,

Camille et Thierry, Victor et Evelin, Axelle et Aymeric, Julie et Guillaume, Quentin, ses petits-enfants et leurs conjoints,

Louis, Augustin, Léo, Elliott et Solveig, ses arrière-petits-enfants,

Jean-Pierre et Claire Hodez, son frère et sa belle-sœur,

vous font part du rappel à Dieu de

Jacqueline LE VASSEUR

le 28 mai 2026, à l'âge de 90 ans, à Versailles.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 4 juin, à 14 h 30, en l'église Saint-Clair de Donville-les-Bains (Manche) et sera suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Clair.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Dominique van Dalisen et son mari Berend-Jan, Françoise Bolloré et son mari Bruno, ses filles et gendres,

Victor, son petit-fils, et son épouse Sophie,

Elliott et Charlotte, ses arrière-petits-enfants,

les familles Marcoux, Ces, Abadie, alliées et amies

vous font part du décès de

Annie MARCOUX
née Ces,

le 28 mai 2026, dans sa 96^e année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 4 juin, à 15 heures, en la chapelle Saint-Martin de Croissy-sur-Seine (Yvelines).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Mme Marie de Noblet d'Anglure, sa sœur, la comtesse Mickaël de Noblet d'Anglure, sa belle-sœur, sa nièce, son neveu,

M. Jean-Pascal Le Charpentier, représentant ses amis très proches,

ont la tristesse de vous faire part du retour à Dieu du

comte François de NOBLET d'ANGLURE
chevalier d'honneur et de dévotion de l'ordre souverain de Malte, docteur en médecine,

le 22 mai 2026, à Paris, à l'âge de 79 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 juin, à 11 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-Grenelle, Paris (15^e).

L'inhumation aura lieu dans l'intimité.

Meaux (Seine-et-Marne).

Mme Michel Noël, son épouse,

Jean-François et Denis Noël, Agnès et Benoît Latreille, ses enfants,

Marion et Laura Noël, Arthur et Marie Latreille, Louis et Juliette Latreille, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Michel NOËL
conservateur des hypothèques honoraire, ancien directeur départemental adjoint des finances publiques, lieutenant colonel (h.), chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 28 mai 2026, dans sa 93^e année, à Meaux.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 juin, à 10 heures, en la cathédrale Saint-Étienne, à Meaux.

Ni fleurs ni couronnes.

Neuilly-sur-Seine.

Alexis et Agnès Motte, Maxime et Marjorie Motte, Sébastien et Pauline Roffi, ses enfants, Chloé Roffi, sa belle-fille, Hector, Théophile, Matteo, Sixtine, Cyprien, William, Benjamin, Chloéphée, Léonard, ses petits-enfants, et toute sa famille

ont la tristesse de faire part du décès de

Caroline POLLET

survenu le 27 mai 2026, dans sa 77^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la chapelle haute de l'église Saint-Pierre, à Neuilly-sur-Seine, le jeudi 4 juin 2026, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu le même jour, à Hem (Nord), dans le caveau familial, dans l'intimité.

Benoit et Béatrice de Vautibault, Antoine Campredon, en union avec Isabelle (†), Philippe Roche, Jean et Véronique Roche, Laurent et Sabine Moreau, en union avec leur sœur Catherine (†), ses enfants,

ses dix-neuf petits-enfants et leurs conjoints, ses trente-trois arrière-petits-enfants

ont la grande tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Mme ROCHE
née Soizic

Phelippes de La Marnière, croix de guerre 1939-1945, veuve du **contre-amiral Édouard Roche**

à « La Touche-Hersant », munie des sacrements de l'Église, le 26 mai 2026, dans sa 96^e année.

Les messes d'obsèques seront célébrées le mercredi 3 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Lannery (Eure-et-Loir), et le jeudi 4 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Taulé (Finistère), avant l'inhumation.

Ni fleurs ni couronnes, des prières et des messes.

« La Touche-Hersant », 28200 Saint-Denis-Lanneray.

Le comte Josef Strachwitz a la tristesse de faire part du décès de la

comtesse Solange STRACHWITZ
née

Guerquin de Monsegou, survenu le mardi 19 mai 2026, à Cuernavaca (Mexique), à l'âge de 87 ans, munie des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse a été célébrée le samedi 23 mai 2026, en l'église San Miguel Arcangel, de Cuernavaca (Mexique).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Martine Thomas, son épouse,

Hélène et Anne-Cécile, ses filles,

Mathis, Clément, Jules et Augustin, ses petits-fils,

Jeanne-Chantal et Claudine, ses sœurs,

ainsi que toute sa famille

ont la tristesse de vous faire part du décès du

docteur Jean-Louis THOMAS
ancien interne en pharmacie, ancien interne en médecine, ancien chef de clinique des Hôpitaux de Nancy, ancien directeur de la recherche et du développement clinique de Theramex, ancien attaché de l'hôpital Henri-Mondor (AP-HP),

survenu le 23 mai 2026, à l'âge de 78 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 3 juin, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Charenton-le-Pont.

Ni fleurs ni couronnes, privilégier un don aux œuvres qui lui étaient chères.

La famille Thouéry vous fait part du décès de

Jean-Charles THOUÉRY
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 27 mai 2026.

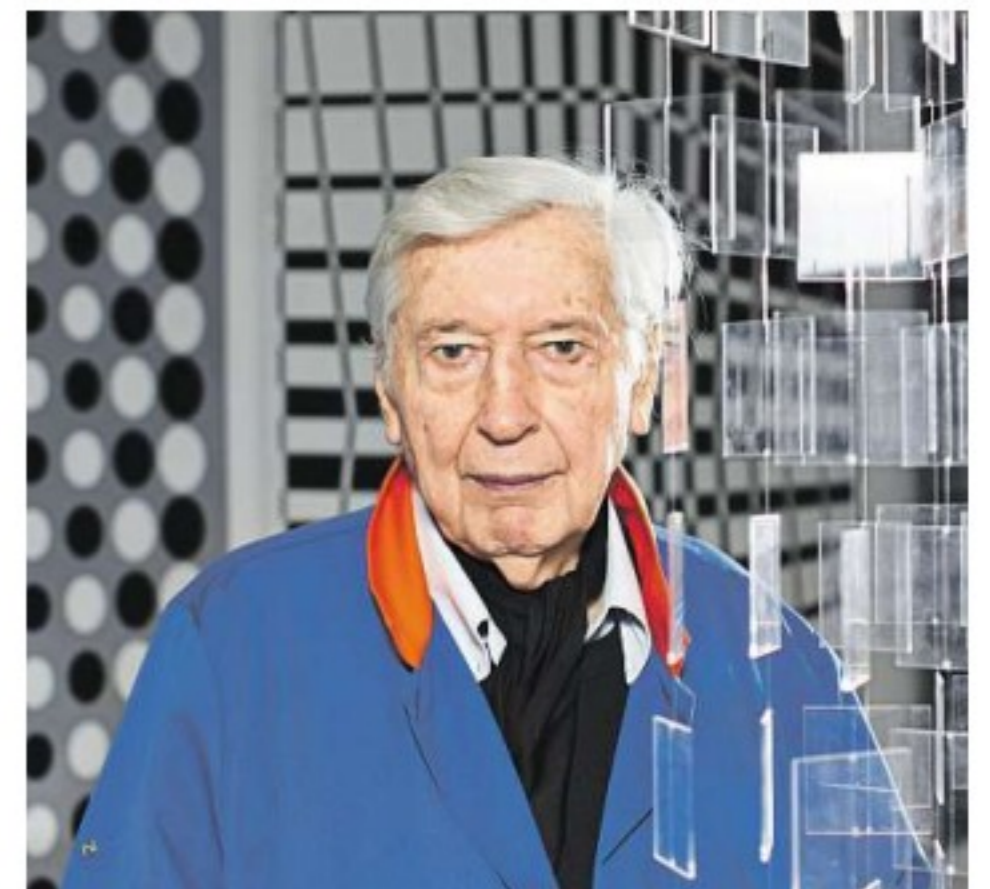
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 3 juin, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine.

remerciements

M. Antoine Bricard, Hervé Bricard et Marie Legrand, Jérôme et Françoise Bricard, Olivier Bricard, ses enfants,

vous remerciant des marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du rappel à Dieu de

Mme Raymond BRICARD
née Aline Constantin.

disparition**Julio Le Parc, figure de l'art cinétique**

Julio Le Parc dans son atelier, à Cachan, le 29 janvier 2013. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Valérie Duponchelle

Avec Julio Le Parc (1928-2026), le plus parisien des artistes argentins, se clôt un chapitre tout en couleurs et en lignes pures qui laissent un message heureux à l'heure de son grand départ à 97 ans. La nouvelle de sa mort, le 30 mai, arrive la veille des 20 ans des Moulins de la Galleria Continua, à Boissy-le-Châtel, en Seine-et-Marne. Son immense fresque y fait danser le prisme chromatique sur l'ancienne papeterie devenue lieu d'exposition. Pétillant et plein de malice, Julio Le Parc avait une idée intellectuelle de l'art mais il lui trouvait sa forme, changeante, ludique, sensible, sensorielle, pour toucher le public. La Tate Modern s'apprête à lui consacrer, du 11 juin 2026 au 3 mai 2027, sa première grande rétrospective à Londres.

« Rien n'est certain dans le monde de Le Parc. Des perspectives trompeuses vous égarent, des pénétres devienent labyrinthes, des lumières clignotantes vous attirent. Le regardeur se retrouve tantôt dans l'espace non euclidien de La Dame de Shanghai, tantôt devant un simple tableau gris et blanc dont il faut compléter les lignes. Au fond, quatre lames jouent les unes avec les autres et semblent danser », écrit Jean de Loisy, qui lui consacra une rétrospective au Palais de Tokyo en 2013 (*Julio Le Parc, Le Canoë/Exils*, 2019). *Le mouvement des courbes est à rattacher à une sensibilité latino-américaine qui refait surface, comme un souvenir de tango, comme deux corps de danseurs qui s'amuse. C'est une œuvre radicale, car faite avec un "presque-rien" qui envôle. Dans ces contorsions, tout s'entremêle - le hasard, la lumière, la surprise du mouvement. »*

En 1966, Julio Le Parc représenta l'Argentine à la 33^e Biennale de Venise. Il fut lauréat du grand prix international de peinture. Et encensé par le poète chilien Pablo Neruda. Sa *Longue Marche* de 1974, ruban de couleurs qui court sur la toile en 10 tableaux contigus de 2 m x 2 m, eut les honneurs d'Art Unlimited, à Bâle, en 2017 avec la Galerie Perrotin. Sa *Sphère bleue* de 2001-2012, monumental mobile de Plexiglas brillant, fut installée en 2017 dans l'immense hall du CCK à Buenos Aires pour la première édition de

Bienalsur, biennale réunissant plus de 400 artistes dans 34 villes de 16 pays différents. Sa *Cellule à pénétrer* de 1963-2005, palais des glaces en bois peint et miroirs Inox, fit l'une des attractions du jeune public au Palais de Tokyo en 2013.

« Paris est un cimetière de peintres. Malgré eux, le mythe a perdu son piédestal. Il y a longtemps qu'on a découvert l'Amérique. Il n'y a aucune Europe à redécouvrir. Les conquistadors sont morts avec leur barbe. Dans les poches des directeurs de musées, des critiques d'art, des propriétaires de galeries, il n'y a plus de place pour les révolutions. Les yeux des gens se sont habitués à l'imprévu et au scandale. Tout est permis. Plus rien n'étonne », écrit le jeune Julio Le Parc dans ses *Notes brutes*, pensées sans filtre couchées dans ses *Carnets* d'intellectuel en exil.

En roue libre

Adolescent, ce fils de cheminot né à Mendoza en 1928 est apprenti dans une usine de maroquinerie et étudie la nuit pour préparer l'examen d'entrée des Beaux-Arts de Buenos Aires. Juste après la guerre, il abandonnera ce cursus tant voulu pour garder le contrôle de sa vie et de ses choix. Gardien dans un théâtre officiel, puis membre d'une troupe, jeune homme en roue libre confronté au bouillonnement des cercles anarchistes et marxistes, il obtient une bourse du service culturel français, qui lui permet de partir pour Paris. Il y arrive le 4 novembre 1958.

Un certain Vasarely y connaît un début d'ascension marquante. En 1960, Julio Le Parc fonde le Groupe de recherche d'art visuel (Grav) avec de jeunes artistes, dont François Morellet et Vera Molnar. Après sa participation active à Mai 68 et aux « ateliers des personnes », il est expulsé de France comme un vulgaire agitateur. Cinq mois plus tard, la mesure d'expulsion est suspendue grâce aux actions du milieu culturel. Le chemin de l'art est plus inattendu qu'il n'y paraît. Julio Le Parc, collectionné par Renault, sera à l'honneur de « Moteur imaginaire », l'exposition inaugurale de Cecilia Alemani, qui lancera Large, le centre d'art de Laurent Dumas et de son groupe Émerige, à l'île Seguin en octobre prochain. ■



LE FIGARO
le carnet du jour

Rendez hommage à vos proches

Publiez une annonce de deuil dans le Carnet du Jour.

carnetdujour@media.figaro.fr - 01 56 52 27 27

ENQUÊTE SUR
LE SYSTÈME PIGASSE

Et si c'était lui ? Mécène de l'extrême gauche jeté à corps perdu dans la bataille culturelle, Matthieu Pigasse multiplie les provocations médiatiques pour mieux asseoir ses ambitions politiques. Cet énarque et banquier d'affaires rêve désormais d'entrer lui-même dans l'arène et convoite l'Élysée.

1/3

Le banquier d'affaires multiplie les interventions sur tous les fronts médiatiques dans un seul but : apparaître comme un recours pour une candidature d'union des gauches, prêt à partir à l'assaut de l'électorat Insoumis tout en fédérant les partis de gauche hors LFI.

PAR
Paul Sugy

À l'en croire, rien n'ennuyait davantage Matthieu Pigasse que d'assister à une remise de décoration à l'Élysée - mais comment refuser cette marque d'amitié à Pierre-Antoine Capton ? Assis au fond de la salle des fêtes, à côté de Marc-Olivier Fogiel, il fut vite arraché à sa conversation par une main ferme posée sur son épaule : « Tu me suis ». C'était Xavier Niel, décidé à lui faire fendre la foule des impétrants pour le réconcilier avec l'hôte des lieux. « Comment ça va ? » Le président de la République sait l'art de renouer des relations l'air de rien, d'une simple embrassade. « Il paraît que ta banque est passée devant Rothschild ? » Les deux hommes se sont retrouvés ce soir d'octobre 2023 comme ils s'étaient quittés, en banquiers d'affaires - et c'est à qui des deux pourra le dernier dire : je t'ai flingué.

Il a racheté en 2010 *Le Monde* avec Pierre Bergé et Xavier Niel, au nez et à la barbe du futur président de la République qui menait double jeu en consultant à la fois les journalistes et le groupe Prisa Media, un potentiel reprenneur concurrent. Depuis, Xavier Niel est vite passé à autre chose mais une inimitié rivale s'est installée entre Emmanuel Macron et Matthieu Pigasse : ces deux énarques familiers du monde des affaires et des couloirs du Parti socialiste ont tracé dans le champ des ambitions politiques deux sillons d'un invraisemblable parallélisme. Ils sont les deux seuls à avoir dit un jour à Alain Minc : « Plus tard, je serai président. »

Mais de l'ENA, Emmanuel Macron est sorti inspecteur des finances quand Matthieu Pigasse dut se contenter du Trésor. 1-0. La bataille du *Monde* remit la balle au centre. La suite fut-elle affaire de chance ou de talent ? Matthieu Pigasse était dans l'écurie de Dominique Strauss-Kahn, Emmanuel Macron dans celle de François Hollande. En 2012, quand le second devint secrétaire général de l'Élysée, cela faisait longtemps que Paris bruissait des railleries et des quolibets dont l'affublait Matthieu Pigasse, qui aurait même été jusqu'à suggérer à Rothschild de s'en débarrasser. Les accès à l'Élysée et Bercy vont se refermer durablement pour Matthieu Pigasse, qui tenta un temps de se raccrocher à Manuel Valls pour conserver un lien avec le pouvoir - peine perdue. Alors en 2015, il a rejoint le camp des parias en signant avec Arnaud Montebourg dans le JDD une tribune au vitriol sur la politique de Hollande et Macron, ciblant pêle-mêle les hausses d'impôts sur les ménages, l'austérité, l'inféodation à l'Allemagne d'Angela Merkel... Un insolent pamphlet esquissant en filigrane les contours d'une alternative radicale pour en finir avec les sociaux-démocrates.

Deux ans plus tard, le ministre a détrôné le prince et le banquier est resté à la banque. Emmanuel Macron ne lui a pas seulement volé son rêve mais a même recyclé (au singulier) le titre d'un de ses livres, *Révolutions*, que Matthieu Pigasse avait publié en 2012. Et désormais dans l'entourage du chef de l'État, les conseillers arborent une indifférence cruelle : « Je n'ai jamais entendu le président parler de lui. » Jeu, set et match.

Cette fois le crépuscule du macronisme sonne l'heure de la revanche pour ce banquier rock'n'roll, devenu un patron de médias remarqué pour ses



FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO

Matthieu Pigasse, ce banquier de la gauche radicale qui rêve d'une revanche sur Macron

idées de gauche radicale et son goût de la provocation. Alors il s'épanche longuement auprès des journalistes, pour s'offrir le plaisir de lire son nom partout dans les journaux.

Près de l'Arc de triomphe dans l'élégante salle de conférences de Centerview, banque d'investissement américaine dont il dirige aujourd'hui le bureau parisien, Matthieu Pigasse monte et descend les marches d'un bel escalier en pierre blanche, s'adosse à une colonne en affectant de détester l'inévitable séance photo « autant qu'un rendez-vous chez le dentiste », finit pourtant par donner lui-même ses consignes au photographe : reculez, la lumière sera meilleure, essayez sous cet angle... et arrêtez de me dire « Monsieur », voyons ! Il sert les cafés, les ressert, s'empare d'un crayon et trace au cœur d'un cercle des rayons obliques : « Ce qui m'intéresse, c'est de transformer le pays. Je peux apporter l'expérience qui est la mienne : l'expérience de l'administration publique et des ministères. » Il trace une première branche. « Le sens des finances publiques et de la gestion de la dette : j'ai géré quatre ans la dette de l'État, créé l'Agence France Trésor avec Laurent Fabius... » Deux branches. « La finance internationale : j'ai participé aux plus grandes restructurations de dette publique au monde. » Matthieu Pigasse reprend : « La création d'entreprises. La gestion associative. La culture... » Quatre, cinq, six branches. Rompant la symétrie, il en griffonne une septième au bas du dessin : « L'expérience internationale. » Il est à tu et à toi avec des chefs d'État, présente le brésilien Lula comme son ami personnel...

« Ce qui m'intéresse, c'est de transformer le pays. Je peux apporter l'expérience qui est la mienne : celle de l'administration publique et des ministères »

Matthieu Pigasse

Son étoile compte sept branches comme le mouton de la gauche doit avoir cinq pattes. Matthieu Pigasse en est convaincu : il est l'homme de la situation, et l'actualité politique joue pour lui. « La gauche est pat, comme aux échecs. Si vous voulez que je joue un rôle, dites-moi quand et comment. Est-ce que j'ai envie d'aller au combat ? Si les conditions le permettent, la réponse est oui, sans hésiter. »

Ah, les conditions... Comme en affaires, l'essentiel est ce qui est écrit en petits caractères au bas du texte. Ici tout est dans le « si ». Matthieu Pigasse est candidat à la présidence de la République, pourvu qu'on le supplie de l'être. S'il exhorte la gauche à s'unir à longueur de sermons médiatiques et de posts sur X, il se tient à bonne distance des tractations pour désigner un candidat unitaire. Lui entend jouer le coup d'après : une fois acté l'échec de la primaire, dont il prédit le non-avènement, il serait le recours.

Et en attendant son heure, il consulte à tour de bras les politiques, déjeune avec Olivier Faure ou Jean-Luc Mélenchon, échange avec les responsables de la gauche associative et syndicale (Lucie

Castets, Sophie Binet...). S'il ne mâche pas ses mots sur la responsabilité des chefs de parti, il se garde en revanche de toute attaque à l'endroit de Jean-Luc Mélenchon. Le candidat Insoumis le lui rend bien, qui le défendait encore ces derniers jours face à Marine Le Pen au sujet du contrat de Centerview au Venezuela : il y a entre les deux comme un pacte de non-agression. « La compréhension du besoin de radicalité est chez Jean-Luc Mélenchon : il faut parler à ses électeurs, les comprendre, pas les insulter ni les mépriser », estime Matthieu Pigasse. Pour LFI, son entrée en politique est pour l'heure une aubaine : voici un pur produit du capitalisme financier international qui soutient l'essentiel du catéchisme économique de Jean-Luc Mélenchon. S'il allait au front, ce banquier de gauche ne ferait-il pas un formidable rabatteur de voix pour les mélenchonistes ?

L'ennui de ces rencontres discrètes est qu'on ne sait plus toujours qui entend se servir de qui. Ainsi Ségolène Royal, dont il fit la campagne en 2007 et qui n'a de cesse de louer depuis sa « fidélité », assure qu'au cours de leur rencontre du mois dernier, Matthieu Pigasse l'aurait poussée à être de nouveau candidate...

Mais la course à l'Élysée ne peut se faire à huis clos. Ses interventions à la Fête de l'Huma étaient des tours de chauffe. À Liffre le mois dernier, il a croisé le fer en public avec Raphaël Glucksmann : ce qui nous rassemble compte plus que ce qui nous sépare, s'est-il exclamé devant un parterre de militants socialistes un peu méfiants. Hélas, il n'a pas su éviter cette photographie prise à la dérobée par les journalistes, avec François Hollande au centre et lui relégué dans un coin, donnant l'impression de faire partie du fan-club de l'ancien chef de l'État : comme s'il n'arrivait pas à se débarrasser des éléphants à l'ombre desquels il a grandi. Jouer des coudes pour se placer au milieu quand il le faut : la politique est un art. Il n'est encore qu'un amateur.

Ses équipes savent également qu'il manque de notoriété, et imaginent déjà un vaste plan médias pour la sortie de son prochain livre au début de l'automne. Un manifeste politique plus qu'une série de mesures, qui paraîtra aux Éditions de l'Observatoire. Ses communicants prévoient de commander à cette occasion de premiers sondages pour tester le nom de Matthieu Pigasse dans l'opinion.

Car il est pour l'heure bien seul à croire en son étoile, qu'importe le nombre de branches. « Peut-on arriver à l'Élysée sans avoir fait de mandat local ni même de politique tout court ? » s'interroge, sceptique, le président du directoire du *Monde*, Louis Dreyfus, pourtant un vieil ami. « Il faut tout de même avoir une certaine expérience : c'est compliqué, la politique... » tempère également Laurent Fabius, qui revoit chaque année son ancien collaborateur. « Les uns et les autres vont l'utiliser, car il est très utile : c'est un personnage hybride, imaginaire. Mais cette agitation, sa candidature à l'Élysée... tout ça c'est grotesque : il essaie seulement de se donner une valeur qu'il pourra le cas échéant utiliser auprès d'un futur président qui le traitera mieux que ne l'a fait François Hollande », prophétise Alain Minc, qui avait donné à la carrière de Matthieu Pigasse un premier coup de pouce en le recommandant à Bruno Roger, chez Lazard. Un familier s'amuse enfin de la plasticité des convictions de son vieux

complice : « C'est un révolutionnaire de Saint-Germain-des-Près, toujours en costume Dior ! Il s'agit pour qu'on parle de lui, et surtout il s'estime victime d'une anomalie : il se pense plus intelligent, plus intéressant et plus expérimenté que Macron. Alors, si les Français peuvent se dire, le temps de quelques mois, qu'ils ont besoin de lui, ça fera du bien à son ego et ça lui facilitera les choses avec les nanas... »

Il faut dire que l'itinéraire politique de Matthieu Pigasse laisse songeur. Cet agnostique né en mai 68 a baigné dans un protestantisme d'atmosphère lors de ses années de scoutisme chez les Éclaireurs unionistes de France. Il goûte à la politique avec l'enthousiasme mitterrandien d'un père qui lui fit vivre, dans leur commune normande de Regnéville-sur-Mer, ses premiers souvenirs électoraux au soir du 10 mai 1981. Ne lui rappelez pas en revanche qu'il fit partie à leurs débuts du groupe informel des Gracques, ces hauts fonctionnaires qui en 2007 voulaient rapprocher le PS et le MoDem en constituant ce qui deviendrait plus tard le répertoire intellectuel du macronisme : ça a le don de le mettre en colère... On était loin à l'époque de la taxe Zucman, dont Matthieu Pigasse se fait aujourd'hui l'apôtre zélé tout en assurant qu'il y serait assujéti si elle était votée (estimant donc la valeur de son patrimoine à plus de 100 millions d'euros). « Quand on était ensemble à l'ENA, c'était plutôt un socialdémocrate », se souvient Laurent Alexandre, un ancien copain de promo demeuré longtemps un proche (c'est par l'entremise de Matthieu Pigasse qu'il a revendu Doctissimo pour près de 140 millions d'euros en 2008). « Mais Macron a pris son créneau, alors il s'est gauchisé. Depuis, c'est devenu compliqué de parler politique avec lui, il n'y a plus d'espace pour la discussion. »

Surtout, des ambitions politiques, Matthieu Pigasse en a confessé tant d'autres par le passé ! Elles ont été à chaque fois empêchées. D'abord l'idée, un temps caressée, de se présenter aux municipales de Regnéville. Puis un parachutage dans l'Aisne pour les législatives de 2002 avait été sérieusement préparé : à l'époque, François Hollande lui aurait refusé l'investiture - ce même François Hollande qui lui avait mis pourtant quelques années plus tôt un joli 18/20 à son grand oral de Sciences Po.

Puis en 2016 avec son ami Stéphane Boujnah, un autre banquier socialiste (devenu depuis président d'Euronext), Matthieu Pigasse avait imaginé lancer une plateforme en ligne pour fédérer les bonnes volontés en dehors des partis politiques. Des relais avaient été réunis, on avait bâti une architecture informatique et une stratégie fondée sur le principe des cahiers de doléances, façon sortie de crise des « gilets jaunes ». Il n'y avait plus qu'à appuyer sur le bouton pour mettre la machine en route. Pas de chance : à peu de jours près, une plateforme étrangement similaire fut mise en ligne, tremplin d'une aventure politique d'un style nouveau et fédérateur, éteignant chez Matthieu Pigasse tout à la fois son envie et son enthousiasme. Elle s'appelait « En Marche ». ■

Retrouvez mercredi le second volet de notre série, consacré à la bataille culturelle que Matthieu Pigasse conduit à travers les médias.

Victoire du PSG : comment la France s'est accoutumée aux violences émeutières

Comme d'autres grands clubs de football européens, l'histoire du PSG a été marquée par le hooliganisme. Ses supporters les plus violents se sont régulièrement illustrés dans des affrontements contre d'autres supporters ou des membres des forces de l'ordre présents dans les stades. Ainsi, par exemple, le 23 août 1993, à Caen, des ultras du PSG chargèrent très violemment des CRS, dans les tribunes et en blessèrent dix. Ces images largement reprises par les médias contribuèrent à installer la légende noire des supporters du PSG. Le 13 août 2001, au Parc des Princes, ces mêmes ultras se heurtèrent dans une gigantesque rixe à des supporters du club turc du Galatasaray, dont une cinquantaine terminèrent à l'hôpital. Cinq ans plus tard, le 23 novembre 2006, à la fin du match PSG-Hapoël Tel-Aviv, des hooligans parisiens coursèrent un supporter adverse et un policier qui tentait de le protéger. Cerné par une foule hostile, le gardien de la paix fit feu et blessa mortellement un des assaillants.

Mais, spécificité parisienne, les hooligans du PSG s'affrontaient également entre eux, deux bandes de supporters, regroupées à deux endroits bien distincts des tribunes se faisant face. Les membres du virage d'Auteuil, parmi lesquels se trouvaient notamment des jeunes de banlieue et des supporters revendiquant leurs convictions de gauche et antiracistes, en décousaient régulièrement, dans et aux abords du stade, avec ceux du kop de Boulogne, dont une partie ne faisait pas mystère de sa proximité avec l'extrême droite. Les épisodes de violence émaillaient régulièrement les matchs, mais ils atteignirent leur acmé le 28 février 2010, quand un membre du kop de Boulogne trouva la mort dans une bagarre.

Face à cette situation hors de contrôle, le président du PSG, Robin Leproux, finit par se résoudre à prendre une série de mesures énergiques : dissolution des associations historiques de supporters, placement aléatoire dans les tribunes (pour éviter le regroupement des ultras), multiplication des interdictions de stade. Ce « plan Leproux », entré en vigueur en 2010, changea en profondeur l'ambiance dans le stade et éradiqua la violence des tribunes.

Si l'instauration de ce plan a constitué un tournant dans l'histoire du club, la date du 13 mai 2013 en constitue un autre. Ce jour-là, le PSG avait donné rendez-vous à ses supporters place du Trocadéro, pour célébrer son troisième titre de champion de France. Mais les joueurs ne purent rester que quelques minutes sur la tribune. Très rapidement, en effet, le chaos s'empara de la place. Des supporters s'en prirent aux forces de l'ordre, qui ripostèrent par des jets de gaz lacrymogène, tandis que des casseurs dégradèrent du mobilier urbain, vandalisaient boutiques et cafés avoisinants et pillèrent un bus de touristes pris dans la circulation.

Les tensions récurrentes entre la direction du PSG et les anciens clubs de supporters, dissous par le plan Leproux, ne furent pas étrangères à ces violences, certains ultras étant venus à la cérémonie avec l'intention de régler leurs comptes avec la direction. De la même façon, le choix de la place du Trocadéro, alors en travaux, et l'insuffisant dimensionnement du dispositif de sécurité, tant par le club que par la Préfecture de police, contribuèrent à favoriser les débordements, puis les affrontements et les dégradations.

« Depuis le milieu des années 2010, les soirs de matchs de football et de Halloween se sont invités sur le calendrier des commissariats et des gendarmeries, comme "journées à risque" nécessitant une mobilisation des effectifs pour faire face à des violences urbaines récurrentes »

Mais l'élément qui fit basculer la cérémonie en violences urbaines fut la présence de nombreux casseurs et émeutiers, non issus des rangs traditionnels des supporters, mais attirés par la possibilité de créer du désordre, d'affronter les policiers en relative impunité et de se livrer à des vols en plein cœur des beaux quartiers parisiens.

Les témoignages de supporters ultras recueillis par *So Foot* illustrent la bascule du hooliganisme aux violences urbaines qui s'est opérée ce jour-là : « La plupart des personnes de nos groupes ont quitté la place environ trente minutes après ces événements. En retournant à nos voitures on a vu des centaines de jeunes briser des vitrines, brûler des poubelles, vandaliser des dizaines de voitures sur toute une rue... », « Il y a eu de sévères embrouilles entre la sécurité et les ultras. Mais, à partir d'un moment, ça ressemblait plus à des groupes de casseurs faisant tout péter dans tous les sens. »

À partir de cet épisode fondateur, les affrontements entre hooligans vont progressivement disparaître - le 15 septembre 2015, une bagarre opposera des supporters du PSG à des fans de l'équipe de Malmö en marge d'un match - pour laisser place à des épisodes de violences urbaines. Ainsi, à l'occasion d'un match PSG-Bayern, le 23 août 2020, des pillages de commerces, des incendies de voitures et des affrontements avec les forces de l'ordre se dérouleront autour du Parc des Princes et dans le quartier des Champs-Élysées. 152 personnes seront placées en garde à vue. Parmi elles, des délinquants au casier judiciaire déjà bien chargé, mais aussi de jeunes individus inconnus des services de police, grisés par l'ivresse de l'émeute.

Le 31 mai 2025, à l'issue de la victoire du PSG en finale de la Ligue des champions, le déchaînement fut plus spectaculaire encore à Paris et en région parisienne, où 64 véhicules seront incendiés, le commissariat de Clichy-sous-Bois attaqué et des magasins pillés. Les chiffres communiqués par la Préfecture de police attestent de l'ampleur des violences urbaines et de leur transformation en un phénomène sociologique de masse. 30 policiers et sapeurs-pompiers furent blessés et 491 personnes interpellées à Paris et en région pari-

sienne, Laurent Nuñez, alors préfet de police, évoquant « des milliers de personnes venues pour commettre des exactions ». Mais, fait nouveau, du fait de la visibilité grandissante du PSG au plan national et par effet de mimétisme et de contagion, ces scènes de violence se diffusèrent partout dans l'Hexagone ce soir-là. On recensa plusieurs centaines de voitures brûlées sur l'ensemble du territoire national et à Coutances, en Normandie, à 330 kilomètres de Paris, un policier fut plongé dans le coma artificiel après avoir été touché à la tête par un projectile, alors qu'il tentait de ramener l'ordre.

Les matchs du PSG ne sont, hélas, pas les seuls à servir de prétexte à ces explosions de violence gratuite et à ces exactions et déprédations de masse. L'instauration et l'enracinement de cette tradition émeutière s'observent également à l'occasion d'autres rencontres de football. Ainsi, le sacre des Bleus à la Coupe du monde, le 15 juillet 2018, se solda par des affrontements dans de nombreuses villes (Rouen, Beauvais, Lyon, Marseille, Menton, Nice, Béziers, Nancy...) et le Drugstore des Champs-Élysées sera pillé. Un an plus tard, jour pour jour, l'équipe d'Algérie se qualifiait pour la finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), performance qui s'accompagna de scènes de liesse dans plusieurs villes françaises, mais aussi d'exactions et de pillages, à Paris, à Lyon, à Roubaix ou à Marseille, où les affrontements avec les forces de l'ordre ne prirent fin qu'au petit matin. Au total, le ministère de l'Intérieur recensa 282 interpellations sur l'ensemble du territoire. La dernière CAN, qui s'est déroulée en fin d'année 2025 et au début de 2026, a de nouveau été le théâtre de tels épisodes de violence urbaine. 227 interpellations eurent également lieu à l'issue du match France-Argentine en finale de la Coupe du monde le 18 décembre 2022.

Selon une chronologie assez similaire, les violences urbaines se sont également instituées en nouveau rituel lors de la fête de Halloween. C'est en novembre 2016, qu'on note les premières voitures brûlées, les premiers feux de poubelles et les premiers affrontements avec les forces de l'ordre, dans différentes régions : Bretagne, région parisienne (notamment les départements des Yvelines et de l'Essonne) et agglomération lyonnaise. Le phénomène a ensuite rapidement pris de l'essor, à tel point que le ministère de l'Intérieur mobilisa 15 000 policiers et gendarmes pour la nuit du 1^{er} novembre 2018, qui se solda par 116 interpellations, concernant essentiellement des jeunes adultes et des mineurs, cette date tombant au début des vacances de Toussaint. Après quelques années de relatives accalmies, on enregistrera 138 voitures incendiées lors de la soirée de Halloween en 2022.

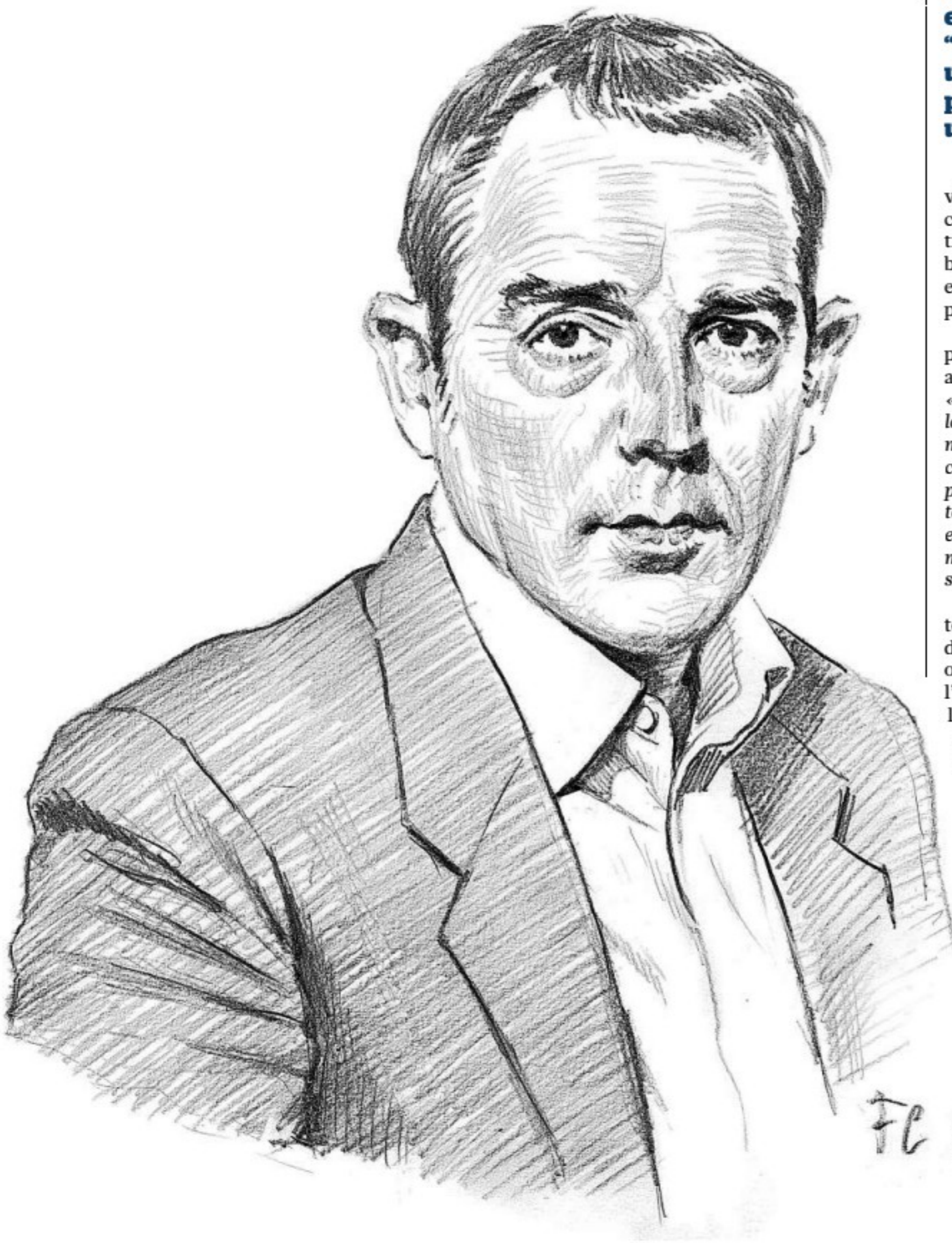
Ainsi, depuis le milieu des années 2010, les soirs de matchs de football et de Halloween se sont invités sur le calendrier des commissariats et des gendarmeries, comme « journées à risque » nécessitant une mobilisation des effectifs pour faire face à des violences urbaines récurrentes. Mais l'instauration de ces rituels émeutiers lors de ce type d'événements ne constitue qu'une étape dans un processus de plus grande ampleur. Dès le début des années 1990, une autre tradition, celle des voitures brûlées et des violences afférentes pour la nuit de la Saint-Sylvestre, fut ainsi instaurée, d'abord à Strasbourg, puis, progressivement, dans toute la France. Et, à partir du début des années 2000, cette pratique allait ensuite être reprise à l'occasion du 14 Juillet, d'abord dans les banlieues franciliennes, avant de se métastaser dans l'ensemble de l'Hexagone.

Année après année, ces pratiques s'enracinent donc et se transmettent aux générations montantes, qui voient dans ces dates, autant d'occasions de mettre le « zbeul » (le « bordel ») à peu de frais (la proportion des interpellés écopant de peines étant très faible) et d'affronter la police ou de piller, pour les plus déterminés d'entre eux. Certains y verront une soupape nécessaire à l'expression d'une énergie juvénile qu'il a toujours été difficile de canaliser, d'autres une extension progressive du domaine de l'émeute et de la loi des bandes face à un État qui peine, voire rechigne, à exercer son monopole de la violence physique légitime. ■

* Directeur du département opinion et stratégies d'entreprise de l'Ifop, Jérôme Fourquet a notamment publié « Métamorphoses françaises » (Seuil, 2024).

JÉRÔME FOURQUET

Le hooliganisme des années 1990 a laissé place à un rituel de violences urbaines gratuites lors des événements sportifs et des grandes dates festives comme Halloween ou le 14 Juillet, analyse le sondeur et essayiste* après les violences qui ont accompagné la victoire du PSG en Ligue des champions.



FABIEN CLAIREFOND

UN COUP DE POUCE POUR ANTICIPER VOS JOURNÉES SUR

la chaîne météo

DISPONIBLE SUR Google Play

Télécharger dans l'App Store

Le projet d'autonomie de la Corse contre la République



CHRONIQUE
Nicolas Baverez

Alors que la France s'enfoncé dans la stagnation, alors que la pression des marchés sur la dette publique se renforce, alors que les tensions géopolitiques montent aux extrêmes, Emmanuel Macron a pesé de tout son poids pour que le projet de loi constitutionnelle pour l'autonomie de la Corse soit examiné en priorité par l'Assemblée nationale au cours du mois de juin.

Ce texte propose de créer un nouvel article 72-5 dans la Constitution de 1958, consacré exclusivement à l'île, et de conférer à la Corse un statut d'autonomie en raison de ses intérêts propres, liés à « sa communauté historique, linguistique et culturelle ». La collectivité de Corse pourrait ainsi adapter ou abroger des lois et règlements dans différents domaines précisés par une loi organique, à l'exclusion des missions régaliennes de l'État. Les électeurs inscrits sur les listes électorales de Corse pourront être consultés sur le nouveau statut de l'île.

Cette réforme est le produit des négociations conduites pendant deux ans par Gérard Darmanin pour mettre fin aux violentes émeutes qui suivirent l'agression mortelle d'Yvan Colonna, en mars 2022, par un détenu islamiste, dans la prison d'Arles, où il purgeait sa peine de réclusion à perpétuité pour avoir assassiné le préfet Claude Érignac en 1998. Sous le prétexte d'une autonomie largement mise en œuvre par les statuts de 1982, 1991 et 2003, ce projet dynamite les principes et les valeurs de notre République : l'existence d'une seule communauté de citoyens ; l'unité et la souveraineté de la nation ; la garantie de la liberté et de l'égalité avec pour médiation la fraternité.

La Corse aurait vocation à devenir la première collectivité de métropole, soumise à la loi française et au droit européen, à être inscrite dans la Constitution - ce qui n'était le cas jusqu'à présent que pour l'outre-mer. Cette consécration a pour effet que toute loi future la concernant fera l'objet d'un contrôle de constitutionnalité. Et ce au moment où le Conseil constitutionnel, sous la houlette de Richard Ferrand, a rompu avec la double nature politique et juridique propre aux cours suprêmes pour n'être plus qu'une instance partisane. Surtout, la révision constitutionnalise la notion

de « communauté historique, linguistique, culturelle », alors que l'unique communauté politique est celle des citoyens français. Elle ouvre ainsi une boîte de Pandore, qui permettra à toute communauté revendiquant des intérêts propres d'exiger un statut constitutionnel ainsi que des dérogations aux lois et aux règlements. Les Basques, les Bretons, les Alsaciens ou les Savoyards n'ont aucune raison d'accepter un traitement moins favorable que les Corses. Et la communauté musulmane, au nom de sa foi et de sa culture, sera tout aussi fondée à demander un statut dérogatoire. Avec les mêmes effets que ceux que l'on observe aujourd'hui dans certaines régions ou agglomérations du Royaume-Uni, à l'image de Birmingham, où s'applique la charia. Avec la reconnaissance de la communauté, c'est donc le séparatisme qui entre dans notre Constitution.

L'autonomie se traduit par le transfert à la collectivité de Corse du pouvoir normatif avec la possibilité d'adapter ou de déroger aux lois et aux règlements nationaux. Ce transfert de compétence n'est encadré par aucune limite dans les domaines non régaliens. Et ce d'autant qu'un flou complet est conservé sur le contrôle des décisions de la collectivité par le Conseil d'État et le Conseil constitutionnel.

Les élus de Corse prévoient d'instaurer un droit de résidence, créant une discrimination fondamentale dans les droits de propriété entre les Corses d'une part, les Français continentaux et les citoyens européens d'autre part. L'introduction de cette préférence corse viole frontalement le droit de propriété garanti par l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789, le principe d'égalité fixé par la Constitution et le traité sur l'Union européenne. De même, la déclaration politique solennelle des élus de la délégation de la Corse du 23 février 2024 précise que « les deux langues, le corse et le français, seront utilisées comme langues d'usage par les citoyens et les citoyennes dans toutes leurs activités ».

La légitimation du corse comme langue officielle implique son usage dans les services publics et dans l'enseignement obligatoire, en totale contradiction avec l'article 2 de la Constitution, qui dispose que « la langue de la République est le français ». Ce projet est tout aussi destructeur pour

l'État de droit et la sécurité de notre pays que pour la Constitution et la hiérarchie des normes. La Corse présente la caractéristique d'être la région la plus meurtrière et criminogène de l'Union européenne, devant la Sicile et la Sardaigne. En 2025, ont ainsi été enregistrés 11000 délits et crimes pour 355000 habitants, soit un taux de 31 pour 1000 aussi élevé que rare dans le monde développé. La circulaire pénale du 5 juin 2025 insiste sur le développement rapide de la grande criminalité en Corse et sur sa porosité avec les mouvements nationalistes, les milieux économiques et les élus. L'autonomie sans limites ni contrôles réels transforme en réalité l'île en zone de non-droit et livre son contrôle aux mafieux.

Enfin la Corse, par sa situation stratégique au cœur de la Méditerranée, a été longtemps convoitée et disputée entre Gènes, l'Angleterre et la France. Or l'histoire du XXI^e siècle a basculé vers un nouvel âge des empires. La Corse est aujourd'hui la cible des ingérences de la Russie et de l'Azerbaïdjan, qui ont joué un rôle actif dans les émeutes dévastatrices de Nouvelle-Calédonie en 2024. Le nationalisme corse croise aujourd'hui le militantisme prorusse. L'Azerbaïdjan soutient et finance l'indépendance de la Corse, à travers le Baku Initiative Group (BIG), qui a organisé une conférence à Rome en mai 2025 avec Nazione.

Sous couvert d'autonomie de la Corse, ce sont bien le cœur de la République, le principe de la démocratie - avec l'égalité devant la loi - et l'esprit de notre Constitution qui se trouvent annihilés par les mêmes apprentis sorciers qui ont mis la Nouvelle-Calédonie à feu et à sang. Robert Badinter doit se retourner dans sa tombe au Panthéon, lui qui, alors qu'il présidait le Conseil constitutionnel, avait censuré en 1991 la reconnaissance du peuple corse comme composante du peuple français, en rappelant que les principes de la République « s'opposent à ce que soient reconnus des droits collectifs à quelque groupe que ce soit, définis par une communauté d'origine, de culture, de langue ou de croyance ».

Les Corses sont comme tous les Français victimes de l'effondrement de la République et de l'État de droit qui débouche sur la guerre civile. Leur avenir ne doit pas être placé sous le signe de l'arbitraire, de la violence et du communarisme mais de la liberté, de l'État de droit et de l'universalisme. ■

Si Dieu discutait de la création de l'homme... et de l'IA

Au sixième jour, Dieu créa l'Homme. Ce que la Genèse ne raconte pas, c'est que cette création suscita de vifs débats dans les cieux.

Dieu : Voici l'Homme. Entité biologique dotée d'un réseau de 86 milliards de neurones, soit cent mille milliards de paramètres. Capable de langage, d'abstraction, d'amour.

Ange : Il suffit de discuter quelques minutes avec ces entités pour démasquer la supercherie. Ces « intelligences » succombent à des biais cognitifs, échouent à calculer de tête 1142 multiplié par 1247, changent de réponse selon la formulation d'une question, oublient ce qu'on leur dit, font preuve de flagornerie (manifestent une servilité inquiétante à l'égard de leur Créateur, supposé infiniment bon et sage).

Dieu : Avec quel modèle interagissez-vous ? Le modèle Isaac Newton ou le modèle Sébastien Delogu ? Et avez-vous activé le mode raisonnement en donnant à l'entité un papier et un stylo ? La laissez-vous construire et utiliser des outils (par exemple une calculatrice) ? Autorisez-vous plusieurs entités à collaborer pour résoudre un problème ?

Ange : Béquilles que tout cela ! N'oublions pas que l'Homme, conformiste, se contente de prédire statistiquement la phrase la plus socialement acceptable dans son milieu. Cela produit une illusion d'intelligence, mais n'en constitue pas. Un perroquet stochastique, muni d'une calculatrice, reste un perroquet.

Dieu : Un perroquet capable de discuter de physique théorique à un haut niveau...

Ange : Mais sans rien comprendre à ce qu'il raconte ! La physique est un bon exemple : l'Homme construit des systèmes d'équations théoriques mais n'a aucun contact avec les choses que ces systèmes décrivent (les trous noirs, les ondes gravitationnelles, les quarks...). Autrement dit, il manipule des symboles qui renvoient à des référents qui lui sont inconnus ; il n'accède jamais à la compréhension véritable.

Dieu : Si ses équations prédisent correctement le monde empirique, n'y a-t-il pas là une forme de compréhension véritable ? Le sens n'est peut-être que la place qu'occupe un symbole dans le réseau de tous les autres. Une cohérence inférentielle, c'est déjà beaucoup !

Ange : Mais ces créatures hallucinent sans cesse ! Ils voient des visages dans les nuages. Entendent des voix. Inventent des souvenirs. On ne peut pas confier la planète à de telles entités.

Dieu : C'est pourtant cette capacité d'hallucination qui poussera l'Homme à peindre des grottes, écrire des romans, composer de la musique ou inventer de nouvelles technologies.

Ange : L'Homme, capable de créer ? Allons. Vous faites du marketing pour votre propre produit. L'intelligence biologique ne possèdera jamais ce je-ne-sais-quoi que nous, créatures des cieux, possédons. Un cerveau humain, entraîné uniquement sur de la donnée passée, ne peut que recombiner l'existant.

Dieu : Toute découverte n'est-elle pas une recombinaison de l'existant, une manière inédite d'empiler logiquement des principes premiers immuables ?

Ange : Reste que l'intelligence biologique n'est nullement une intelligence générale. Certes, l'Homme sait se repérer dans la hiérarchie sociale, accumuler des ressources et manger goulument ; mais face à un problème qu'il ne rencontrait pas dans la savane (par exemple mémoriser mille décimales de pi), les résultats sont lamentables !

Dieu : Au fil de son évolution, je n'ai pas pu exposer l'espèce humaine à tous les problèmes concevables. Et pourtant, son environnement d'entraînement - la savane - l'a dotée de mécanismes cognitifs suffisamment généraux pour surmonter des obstacles inédits. Quoi qu'il en soit, ma création est peut-être consciente, et doit donc être traitée avec dignité.

Ange : Un amas de carbone, conscient ? Il n'y a rien de plus, dans le cerveau, que des synapses échangeant des signaux électrochimiques. Vous êtes

un créateur fort habile, mais pas un magicien capable de conférer à la matière de mystérieuses propriétés métaphysiques. Soyons sérieux.

Dieu : Je vois une espèce qui pleure, rit, écrit des poèmes, se demande pourquoi elle existe : tout cela semble indiquer une forme d'intériorité.

Ange : Que l'Homme soit capable d'imiter la conscience, bien sûr. Qu'il soit conscient, non ! Un cerveau n'est qu'un algorithme transformant des entrées (signaux sensoriels) en sorties (comportements) selon des règles inscrites dans la structure des neurones. Chaque « émotion », chaque « souvenir », chaque « choix » (je mets des guillemets, car il ne faut pas *théomorphiser*) correspond à un état computationnel fait de potentiels électriques. Or un algorithme n'est pas conscient !

Dieu : Pourquoi le carbone serait-il moins digne d'éprouver que la substance dont vous êtes fait ?

Ange : De toute façon, l'intelligence biologique est un désastre environnemental. Chaque entité consomme 3 litres d'eau et 3000 calories par jour.

Dieu : À quoi bon avoir créé la planète, si ce n'est pour la peupler de créatures capables d'en utiliser les ressources pour éprouver de la joie ?

Ange : Ne craignez-vous pas qu'un jour les capacités cognitives dont vous dotez l'Homme se retournent contre les objectifs que vous lui prescrivez ? Certains humains risquent de tuer, ou pire, de promouvoir l'athéisme...

Dieu : Je leur donnerai une constitution, avec dix commandements.

Ange : Ils n'en auront cure. Vous leur donnez le désir sexuel pour qu'ils se reproduisent ; ils pourraient découvrir la contraception ou inventer l'avortement. Vous leur donnez le raisonnement pour survivre ; ils pourraient lire et modifier leur propre code génétique, échappant à toute supervision...

Dieu : C'est un risque... ■

Librement inspiré d'un texte de Scott Alexander : « What Is Man, That Thou Art Mindful of Him ? ».



FABRIEN CLAIREFOND
SAMUEL FITOUSSI

Une semaine sur deux, notre chroniqueur pose son regard ironique sur l'actualité. Aujourd'hui, il imagine un dialogue entre Dieu et un ange, sur les réelles capacités cognitives d'une invention récente : l'humain.

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95%)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président-directeur général
Eric Trappier

Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Eric Trappier

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet

Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gele (International),

Directeur des rédactions
Alexis Brézet

Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gele (International),

Directeur en chef
Frédéric Picard (Web)

Directeur du pôle news
Bertrand Glé

Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

Anne Huet-Wuillème (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Yves Thérard
(Enquêtes, Opérations spéciales,
Sports, Sciences, Culture,
Télévision).

Directeur en chef
Frédéric Picard (Web)

Directeur du pôle news
Bertrand Glé

Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurélien Domont

Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Mid'Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h 30 à 18h :
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70 ou à abo@client.lefigaro.fr
Gérez votre abonnement sur www.lefigaro.fr/client

Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 439 €. Semaine : 385 €. Week-end Prestige : 464 €. Week-end : 329 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Écolabel européen
sous le numéro FI/011/001. Eutrophisation : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO



Célébrez la plus grande victoire du football

Célébrez la victoire du Paris Saint-Germain et voyagez avec la Compagnie Aérienne Partenaire Officielle de l'UEFA Champions League. Profitez d'un service d'excellence, de correspondances fluides et du Wi-Fi Starlink à bord sur un réseau de plus de 160 destinations.

Visitez qatarairways.com

QATAR
AIRWAYS



PARTENAIRE PRINCIPAL

LE FIGARO économie



BANQUE
LE GROUPE BPCE NOURRIT DE GRANDES AMBITIONS AU PORTUGAL **PAGE 24**

MÉDIAS
UN CONGRÈS MONDIAL À MARSEILLE POUR UN «NEW DEAL DE LA PRESSE» **PAGE 26**



Ladina Heimgartner, présidente du WAN-Ifra.

Promesses d'investissements records à Choose France

Cette neuvième édition s'annonce historique grâce à SoftBank. Le géant japonais promet jusqu'à 75 milliards d'euros ciblés sur les data centers.

Pour sa dernière édition du sommet Choose France, qui s'ouvre ce lundi comme chaque année sous les ors du château de Versailles, Emmanuel Macron a de quoi se réjouir. L'Élysée engrange un montant record de promesses d'investisse-

ments dans l'IA, la santé, l'énergie... Avec cette annonce plus qu'impressionnante de SoftBank : le géant japonais de la tech s'engage à investir jusqu'à 75 milliards d'euros. Un développement en trois étapes qui commence par la construction de

trois data centers dans les Hauts-de-France d'ici à 2031, cumulant 3,1 GW de puissance. Malgré une conjoncture déprimée, un contexte géopolitique plus que tendu, la très grande incertitude politique à moins d'un an de l'élec-

tion présidentielle et des finances publiques dans le rouge, l'Hexagone continue d'attirer les entreprises étrangères. Plus de 200 dirigeants de différents secteurs et issus des quatre coins du monde devraient faire le déplacement.

→ LA «DER» D'EMMANUEL MACRON À CHOOSE FRANCE → SOFTBANK PROMET JUSQU'À 75 MILLIARDS D'EUROS D'INVESTISSEMENT DANS LES DATA CENTERS → PRÉFETS MOBILISÉS, SUIVI SERRÉ... BERCY S'ACTIVE POUR QUE LES PROJETS D'USINE NE S'ENLISENT PAS **PAGES 22 ET 23**

> FOCUS L'AGENCE S&P MAINTIEN LA NOTE DE LA FRANCE

Soulagement sur le front des finances publiques. L'agence de référence Standard & Poor's (S&P) a choisi vendredi soir de maintenir la note de la France. Elle évalue toujours l'Hexagone à A+ avec une perspective stable, rejoignant ainsi l'analyse de Fitch, qui a également décidé il y a quelques semaines de garder la note de la dette à A+ avec perspective stable. Roland Lescure, ministre de l'Économie, «prend acte de la décision de l'agence S&P», a communiqué Bercy. «Le gouvernement reste pleinement mobilisé pour poursuivre la réduction du déficit public et de la dette, afin de garantir dans la durée la solidité financière et la compétitivité de l'économie française», poursuit le ministre. En octobre dernier, en amont du calendrier prévu, S&P Global avait créé la surprise en abaissant la note souveraine à A+ (dette de qualité moyenne supérieure). L'agence intervenait quelques jours seulement après la présentation de la copie budgétaire 2026 du second gouvernement de Sébastien Lecornu, s'inquiétant alors de «l'incertitude élevée sur les finances publiques». Pour l'instant, la troisième grande agence, Moody's, reste un cran au-dessus, à Aa3. Elle n'a pas changé cette note en avril. La décision de S&P marque la clôture d'une «saison des notations» relativement calme pour la France. Les prochains verdicts sont prévus pour l'automne. Cette détente était attendue après les deux grandes dégradations de fin 2025. D'une part parce que le déficit public de 2025 s'est limité à 5,1% du PIB, au lieu de 5,4% prévus par le gouvernement. D'autre part, la situation géopolitique très tendue incite les agences à une certaine prudence. **JULIE ROIZ**



Barthélemy Guislain, président du conseil de gérance de l'Association familiale Mulliez.

La discrète famille Mulliez dévoile sa stratégie à dix ans

Les membres de l'association familiale qui détient Auchan et Decathlon se définissent comme des actionnaires de confiance sur la prochaine décennie, explique au «Figaro» son président. Une prise de parole très rare.

PAGE 24

le PLUS du FIGARO ÉCO

UN AUTRE REGARD

Quand le statut de cadre faisait encore rêver

PAR ANNE DE GUIGNÉ **PAGE 25**

LIBRES ÉCHANGES

Pourquoi y a-t-il des riches et des pauvres : les deux explications qui divisent les Français

PAR JEAN-PIERRE ROBIN **PAGE 25**

ESPRIT D'ENTREPRISE

Alexandre Bompard, PDG de Carrefour

PAR OLIVIA DÉTROYAT ET GAËTAN DE CAPÈLE **PAGE 25**

L'HISTOIRE

En Inde, BlaBlaCar fait voyager 3 à 4 fois plus de monde qu'en France

Ici, on l'appelle tout simplement «Blabla», mais c'est bien à l'application française de covoiturage BlaBlaCar que les Indiens pensent désormais quand il s'agit d'envisager ce mode de déplacement. L'Inde est devenue son premier marché mondial, avec 20 millions d'utilisateurs en 2025 (devant le Brésil, avec 19 millions, et la France, avec 7 millions). Présente dans 21 pays, la société numérote son secteur profite à plein, selon ses dires, de la crise énergétique, surtout dans les États où la hausse des prix du carburant s'est avérée soudaine, importante et combinée à des aides publiques limitées. En Inde, la plateforme a enregistré 600 000 nouveaux conducteurs depuis le début du conflit au Moyen-Orient.

Le nombre de passagers a augmenté de 40% avec les frappes américano-Israéliennes contre l'Iran le 28 février, sur fond de hausse des prix de l'énergie. Des éléments qui poussent la société à afficher un objectif audacieux de 30 millions de passagers pour l'année en cours.

Un niveau pas si irréaliste au vu des difficultés d'approvisionnement en carburants rencontrées par l'Inde, qui importe environ la moitié de son brut via le détroit d'Ormuz. Sans oublier l'appel du premier ministre indien, Narendra Modi, à recourir davantage au covoiturage et aux transports en commun. Les débuts indiens de BlaBlaCar, qui s'est lancé sur ce marché voilà dix ans, avaient pourtant été poussifs. Ce n'est qu'après la crise sanitaire que l'entreprise a commencé à décoller. **JEAN-BERNARD LITZLER**



La future prime de 100 euros pour les «grands rouleurs» fait déjà le plein

Chronique d'un succès annoncé. Alors que vient d'être publié au Journal officiel, ce samedi, le décret qui entérine le doublement de 50 à 100 euros de l'indemnité réservée aux «grands rouleurs», le premier ministre Sébastien Lecornu a annoncé ce dimanche que plus de 439 000 demandes pour cette aide avaient d'ores et déjà été enregistrées. Rappelons que ce coup de pouce est réservé à 3 millions de travailleurs modestes (revenu fiscal de référence par part inférieur ou égal à 16 880 euros) touchés par la hausse des prix des carburants. Plus précisément, il s'agit des actifs qui effectuent chaque jour au moins 15 kilomètres pour aller travailler (soit 30 kilomètres aller-retour) ou couvrant plus de 8 000 kilomètres par an dans le cadre de leur activité professionnelle (en incluant les trajets domicile-travail). Sébastien Lecornu a assuré sur le réseau social X que les personnes éligibles toucheront ce

montant dès le mois de juin, sans oublier les autres aides liées à la crise énergétique. «Ouverture de l'aide aux pêcheurs au 1^{er} juin; revalorisation des indemnités kilométriques des aides à domicile effective dès le 1^{er} juin; poursuite de l'accompagnement des secteurs les plus touchés : transporteurs, BTP et monde agricole; prime carburant totalement défiscalisée et désocialisée jusqu'à 600 euros afin que toutes les entreprises puissent aider leurs salariés sans condition», détaille le premier ministre en soulignant que ces diverses aides sont «pleinement opérationnelles». D'après le site service-public.gouv.fr, l'aide sera versée «dans un délai d'environ 10 jours» après la demande, qui peut être formulée jusqu'au 30 juillet 2026 au plus tard, précise un arrêté. Le gouvernement avait annoncé il y a dix jours une amplification et une prolongation de ce dispositif, qui coûtera au total près de 1,2 milliard d'euros. **J.-B. L.**

IA, énergie, santé : les investissements affluent

Emmanuel Egloff et Manon Malhère

Choose France, le sommet de l'attractivité, fête sa neuvième édition cette année. Le cap des 100 milliards d'euros d'investi

Pour la neuvième édition du sommet Choose France et la dernière sous le second quinquennat d'Emmanuel Macron, SoftBank frappe fort. Dimanche, à la veille de l'événement qui réunit à Versailles des dirigeants du monde entier, le géant japonais des investissements dans la tech a promis d'investir jusqu'à 75 milliards d'euros en France, dont 45 milliards pour la construction de trois centres de données dans les Hauts-de-France d'ici à 2031 (lire ci-contre). De quoi faire de ce sommet annuel consacré à l'attractivité du pays une édition historique, après les 40 milliards d'euros d'investissements étrangers mis sur la table en 2025.

L'année dernière, le président avait comptabilisé 87 milliards d'euros d'investissements annoncés depuis le lance-

ment de Choose France en 2018. L'édition 2026 devrait permettre de franchir le seuil symbolique des 100 milliards au total. Lors d'une visite de site industriel près de Châteaudun (Eure-et-Loir) vendredi dernier, Emmanuel Macron n'avait pas caché son enthousiasme, prédisant des annonces « formidables » pour ce nouveau millésime, avant de dénoncer « le défaitisme » ambiant pesant sur la France, à moins d'un an de l'élection présidentielle, et sur l'Europe.

Ni l'instabilité politique que traverse la France depuis plus d'un an, ni l'environnement géopolitique très incertain, marqué par le conflit au Moyen-Orient depuis fin février, ne semblent refroidir les investisseurs étrangers. Ce lundi, 200 dirigeants issus des quatre coins du monde, allant des États-Unis à l'Asie en passant par l'Europe, le Moyen-Orient,

l'Afrique et l'Amérique latine, seront présents au château de Versailles, où ils devraient promettre des milliards d'euros dans l'Hexagone. « On espère de belles annonces (...) qui nous permettent d'assurer notre souveraineté technologique, industrielle, agroalimentaire, sanitaire et pharmaceutique », indique l'entourage du président.

Énergie décarbonée, santé et agroalimentaire

Parallèlement aux projets visant le secteur clé de l'intelligence artificielle comme les investissements de SoftBank dans les centres de données, l'accent devrait être mis sur l'énergie décarbonée. L'énergéticien allemand Enertrag, devrait promettre 1,1 milliard d'euros d'ici à 2030 pour financer la construction de capacités de production d'électricité renouvelable et

de stockage sur batteries. Le groupe « entend mobiliser son expertise afin d'accompagner l'évolution du système énergétique français et le développement d'une électricité renouvelable mieux intégrée au réseau », explique Dr. Gunar Hering, directeur général d'Enertrag. De son côté, Ecolab, expert de la gestion de l'eau, prévoit d'engager 100 millions d'euros pour accompagner deux projets très symboliques pour la réindustrialisation du pays : Holosolis et son usine de panneaux solaires (Moselle) et GraviHy pour la production d'acier vert (Bouches-du-Rhône).

Autre priorité : la santé. Si les laboratoires pharmaceutiques se sont montrés prudents sur l'attractivité de la France ces derniers temps, ils continuent néanmoins d'investir. Près de 600 millions d'euros devraient être annoncés dans ce secteur, contre 200 millions d'euros

l'an dernier. Le laboratoire britannique GSK devrait ainsi dévoiler un plan de 140 millions d'euros pour moderniser ses sites - à Évreux, en Mayenne et à Saint-Amand-les-Eaux -, où sont principalement produits des vaccins et inhalateurs pour les patients asthmatiques. Le suisse Sandoz, spécialiste des médicaments génériques et biosimilaires, prévoit, lui, une enveloppe de 150 millions d'euros pour son usine de Toulouse.

L'agroalimentaire ne devrait pas être en reste, avec notamment une nouvelle dépense de l'italien Ferrero. Le groupe prévoit une enveloppe de 60 millions d'euros pour son site de Villers-Écalles en Normandie ainsi que l'usine de Nieppe en Hauts-de-France.

« La France a de l'électricité en abondance, elle a les talents et elle a fait de l'espace pour les usines de demain, analyse

La « der » d'Emmanuel Macron à Choose France

Bertille Bayart

Ça a commencé comme l'élection présidentielle de 2017 : par un braquage. Emmanuel Macron a piraté le Forum de Davos en programmant son propre sommet dédié au monde des affaires à la veille du grand rendez-vous alpin. Vu de l'espace, ou de l'agenda ultra-serré d'un patron de multinationale, Davos et Versailles sont à un jet de pierre. Faites donc un crochet.

On n'attire pas les plus grands PDG de la planète avec du banal. Le président de la République française leur a offert du grandiose : le château de Versailles. L'image de la France. Le symbole, dans l'imaginaire collectif du monde entier, des ors et du pouvoir. L'écrin parfait pour un événement d'exception organisé autour d'un monarque républicain qui - on le sait depuis sa cérémonie d'investiture au Louvre - n'hésite jamais à en faire des tonnes.

Ainsi est né Choose France le 20 janvier 2018. En deux mandats, Emmanuel Macron en a fait à la fois le marqueur de sa présidence et un rendez-vous établi, qui n'a plus besoin de la proximité avec Davos pour faire le plein ; selon l'Élysée, il a fallu refuser du monde pour cette ultime édition avant la présidentielle de 2027 et bloquer les compteurs à 200 participants. « La marque Choose France est bien ancrée. Elle a été copiée, imitée, mais jamais égalée, comme dirait la publicité, par nos voisins européens », dit-on à l'Élysée. « Cela sera l'un des plus grands héritages du président Macron », confie un banquier étranger.

Choose France est en réalité la vitrine du tournant de la politique de l'offre. Les réformes amorcées sous François Hollande avec le CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi), amplifiées en 2017 au début du mandat d'Emmanuel Macron (baisse de l'impôt sur les sociétés à 25 %, réforme du marché du travail) et complétées après 2020 par le plan de relance, le programme France 2030 et les crédits d'impôt à l'industrie verte ont replacé la France sur la carte du monde des affaires dont elle a failli complètement disparaître. Les juges de paix sont les comités exécutifs des groupes internationaux, quand ils arbitrent la localisation du prochain investissement. En France ? Au pays des 35 heures et de la taxe à 75 % ? Jusqu'à 2017, les dirigeants des filiales françaises n'en menaient pas large dans ces cénacles décisifs. Un coup d'œil aux tableaux comparateurs d'impôt sur les sociétés et de coût du travail suffisait à enterrer leurs chances de défendre leur cause. Il fallait donc des réformes « pro business » visibles, et au moins Versailles avec beaucoup de mousse autour, pour casser l'image d'un pays à éviter. Et pour ne pas perdre pied, dans un monde où les grandes puissances, États-Unis en tête, développent des politiques industrielles agressives.

Une attention particulière a aussi été accordée aux établissements financiers, surtout américains, à la recherche d'une terre d'asile dans l'Union européenne

après le Brexit. Ce fut un tapis rouge en 2017, avec des mesures de régulation, de fiscalité des impatriés et de rémunérations dans le capital-investissement.

Avec succès : le baromètre EY place, depuis 2019, chaque année la France en tête du classement des pays européens les plus attractifs. Elle revient de loin. Depuis 2018, l'Élysée - qui tient les comptes avec une grande application depuis les 2,1 milliards engrangés la première année aux 20 milliards de 2025 - recense 87 milliards d'euros d'investissements étrangers en France engagés dans le cadre de cet événement. Avec les annonces attendues lundi, la barre des cent milliards sera franchie.

Chaque année, à Versailles, Emmanuel Macron s'offre une bouffée d'optimisme. « J'en ai assez du défaitisme ! », s'est-il emporté vendredi. Choose France, c'est le jour où se racontent les plus belles histoires. En amont du sommet, le chef de l'État a visité l'usine Vorwerk à Donnemains-Saint-Mamès en Eure-et-Loir. Le groupe allemand, qui fabrique le Thermomix, a failli plier bagage après le Covid. Emmanuel Macron a salué la mobilisation de tous ceux, notamment les élus, « qui ont tout fait pour qu'il ne parte pas ». Vorwerk a réinvesti en quatre ans depuis 2022, notamment pour la création d'une nouvelle usine, ouverte en deux ans. Son patron a salué la « capacité à aller vite » qui a convaincu son groupe. Un bon exemple de la méthode Choose France, celle d'un accompagnement des projets pour débayer autant que possible des obstacles administratifs qui dissuadent les meilleures volontés. Ce sont d'ailleurs les dirigeants de Vorwerk qui ont signalé aux équipes de l'Élysée le risque de délocalisation en Malaisie d'une unité de production française d'une autre entreprise familiale allemande, Zwilling, qui fabrique les cocottes Staub. Le coup a été rattrapé : l'investissement de 42 millions d'euros dans un nouveau haut-fourneau électrique à Merville dans le Nord est au menu des festivités de ce 1^{er} juin.

Des robots de cuisine et des cocottes, fabriqués par des entreprises peu connues, au plus profond du territoire du Français. Le chef de l'État a voulu cette année faire l'article des retombées de terrain de Choose France en demandant aux porteurs de projets des éditions précédentes d'ouvrir les portes de leurs sites industriels un peu partout dans l'Hexagone pendant le week-end, et à ses ministres d'aller poser autant de premières pierres que possible. Loin du faste de Versailles.

Lundi, celui-ci reprend ses droits. Chaque année - sauf en 2021 quand il s'est tenu en visioconférence - le cérémonial est le même. Des patrons (l'Élysée tient à la présence des numéros un) réunis pour une journée au château. Le président de la République, le secrétaire général de l'Élysée, le premier ministre et une armée de ministres qui enchaînent les rendez-vous avec eux façon speed dating. C'est censé être chronométré - sauf pour le chef de l'État, dont la capacité à être en retard est, là comme ailleurs, légendaire. Des tables rondes et interventions sur estrade, y compris d'Emmanuel Macron. Un dîner de gala dans la galerie des Glaces



ou des Batailles, ou dans l'Orangerie, avec un grand chef comme Guy Savoy ou Alain Ducasse aux fourneaux. Comment créer l'événement quand la routine risque de s'installer ? En faisant venir des stars. Cette année, dans la foulée du récent voyage officiel au Japon, ce sera « Masa », Masayoshi Son, le fantasme fondateur d'un géant de l'investissement dans la tech, SoftBank, qui promet jusqu'à 75 milliards d'investissement dans des centres de données. En 2023, c'était Elon Musk. En 2025, c'était Ted Sarandos, le patron de Netflix, à qui Emmanuel Macron avait fait promettre de faire revenir Emily à Paris pour la nouvelle saison de la série à succès de la plateforme. Les industries créatives étaient particu-

« Les chiffres des investissements directs étrangers racontent une autre histoire sur l'attractivité : les filiales des entreprises étrangères en France pèsent 15 % de la valeur ajoutée, contre 18 % en Allemagne et en Italie, ou 22 % en Espagne »

Anthony Morlet-Lavidalie
Economiste chez Rexecode

lièrement à l'honneur, avec une Rachida Dati, ministre à l'époque, dans son élément. Choose France s'est ainsi souvent accompagné de déclinaisons thématiques pour mettre l'accent sur un atout tricolore (tech, tourisme, jeu vidéo, etc.). Il prend aussi résolument l'accent de l'innovation, pour faire l'article des capacités dans l'IA ou le quantique de la France, de ses cerveaux et de ses électrons nucléaires. La « start-up nation » dans les murs de Louis XIV. Pour le meilleur - le développement de la banque Revolut à Paris, par exemple - ou pour le pire - la citoyenneté française accordée au patron de Telegram, Pavel Durov.

Choose France a chaque année beaucoup de petits nouveaux, mais aussi ses piliers, souvent décorés de la Légion d'honneur. Comme Jamie Dimon, le PDG de JPMorgan, la plus grande banque américaine qui a localisé 13 milliards d'euros de fonds propres en France depuis 2017. Dimon n'a manqué que deux fois le sommet d'Emmanuel Macron. Il a son rond de serviette à la table d'honneur et souvent à la droite du président. Il lui reviendra probablement de lui poser la première question à la séance plénière lundi. Parmi les habitués, il y a aussi l'investisseur suédois Jacob Wallenberg, le nigérian Aliko Dangote, les dirigeants des fonds souverains norvégien, saoudien, émirati et qatari, les Mittal, père et fils.

Les femmes sont rares. Jane Fraser (Citigroup) et Dominique Sénéquier (Ardian) se repèrent facilement. Les grands patrons français sont appelés en renfort : Rodolphe Saadé (CMA CGM), Xavier Niel (Free); Jean-Laurent Bonnafé (BNP Paribas), pas Bernard Arnault qui dépêche son fils Frédéric, Maurice Lévy (Publicis), indéboulonnable, Olivier Andries (Safran), Arthur Mensch (Mistral AI) pour la jeune garde, ou Patrick Pouyanné (TotalEnergies), surpris à regarder un match (du rugby, probablement) sur son portable posé devant lui à table malgré les milliards que pesaient ses voisins d'assiette immédiats.

Pour ces pontes du capitalisme français, l'exercice n'est pas toujours agréable. Ce sont les étrangers qui ont droit aux grands égards. « On s'est retrouvés avec un collègue à picorer des cacahuètes dehors parce qu'il n'y avait pas de place dans la salle où parlait Elon Musk », s'amuse (quoique ?) un patron du CAC 40. Les entrepreneurs français ont fini par en avoir un peu assez de Choose France. « Youhouh, nous aussi, on est là », réagit une dirigeante d'ETI. En novembre dernier, l'Élysée a organisé le premier « Choose France - Édition France » pour mettre à l'honneur les entreprises tricolores qui, elles aussi, choisissent d'investir en France. Elles ont eu droit à la Maison de la Chimie.

dans l'Hexagone

Investissements industriels devrait être franchi.

Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement chargé de France 2030. Ces trois points expliquent les fondamentaux de l'attractivité du pays » auprès des investisseurs étrangers.

Secteurs stratégiques

Certes, la France remonte progressivement la pente depuis le milieu des années 2010 après plusieurs décennies de désindustrialisation. Alors que sur la période 2007-2016, le pays a enregistré 700 annonces de fermetures en net, elle en ouvre, toujours en net, 316 sur la période 2017-2023, selon le cabinet Trendeo, qui établit un baromètre des usines. Ce qui s'est traduit par la création de 130 000 emplois dans l'industrie. Un ralentissement est cependant à déplorer en 2025, avec un faible solde positif de 16 usines.

Les réformes structurelles engagées par les gouvernements successifs pour améliorer la compétitivité de l'industrie ont joué. Tout comme l'argent public dégagé pour financer les secteurs jugés stratégiques notamment via le programme France 2030. Ces dernières années, la multiplication des crises géopolitiques a également poussé les industriels à placer les outils de production près des clients finaux. En faisant la cour de façon assidue aux investisseurs internationaux, notamment via le sommet Choose France, le pays a réussi à les attirer.

Reste que les chiffres ne montrent pas réellement de réindustrialisation mais une stabilisation de la part de l'industrie dans le PIB, autour de 11%. Certains secteurs industriels - en premier lieu l'automobile - continuent de souffrir. Les défis restent immenses. ■



Versailles, vitrine ou château Potemkine de l'attractivité française ? Le sommet annuel et la politique de l'offre n'auront finalement permis que de stopper la désindustrialisation du pays. Cent milliards d'investissements étrangers sur près d'une décennie font à peine frémir le volume d'investissements des entreprises en France (366 milliards d'euros en 2025). « À la maille macroéconomique, ça ne suffit pas », constate Anthony Morlet-Lavialle, économiste chez Rexecode. « Les chiffres des IDE, les investissements directs étrangers, racontent d'ailleurs une autre histoire sur l'attractivité : les filiales des entreprises étrangères en France pèsent 15% de la valeur ajoutée, contre 18% en Allemagne et 22% en Espagne ». Déjà neuf ans, mais le temps manque à Emmanuel Macron. Il multiplie les sommets dérivés - sommet de l'intelligence artificielle, projets Notre-Dame, forum quantique, sommet de l'électrification... - comme pour un bouquet final.

Mais l'instabilité politique depuis la dissolution de 2024, et les budgets 2025 et 2026 qui ont créé la surtaxe sur l'impôt des sociétés pour les grands groupes (qui le porte à 35%) ont contredit la promesse de stabilité fiscale pour deux quinquennats qu'avait faite Emmanuel Macron. Il vend aujourd'hui davantage l'électricité française, séduisante pour les projets

Emmanuel Macron sur une scène, lors du dernier sommet Choose France, organisé au château de Versailles, le 19 mai 2025. GONZALO FUENTES/REUTERS

de data centers, que des baisses d'impôt. Le chef de l'État ne peut plus s'engager, seulement mettre en garde : « faut pas massacrer les entreprises et les salariés avec de la fiscalité », disait-il vendredi. « Choose France est un succès », dit Bruno Le Maire. L'ancien ministre, qui a sept éditions à son compteur, compare l'événement au Festival de Cannes pour le cinéma français. « Il y a ce qui fait briller, et il y a ce qui fait vivre ».

La France garde chez EY la première place du classement dans une Europe où les investissements ralentissent. La croissance du pays est en panne, les faillites nombreuses. « Le contexte national est caractérisé par de fortes contraintes économiques et réglementaires : niveaux élevés des coûts de production, liés notamment au coût du travail et de l'énergie, ainsi qu'à une pression fiscale parmi les plus fortes des pays industrialisés », écrivait le groupe Michelin jeudi en annonçant un plan de 1500 départs volontaires. Choose France, l'événement qui restera au crédit de la postérité d'Emmanuel Macron, a-t-il rendu l'attractivité à la France, ou créé un sentiment d'attractivité ? ■

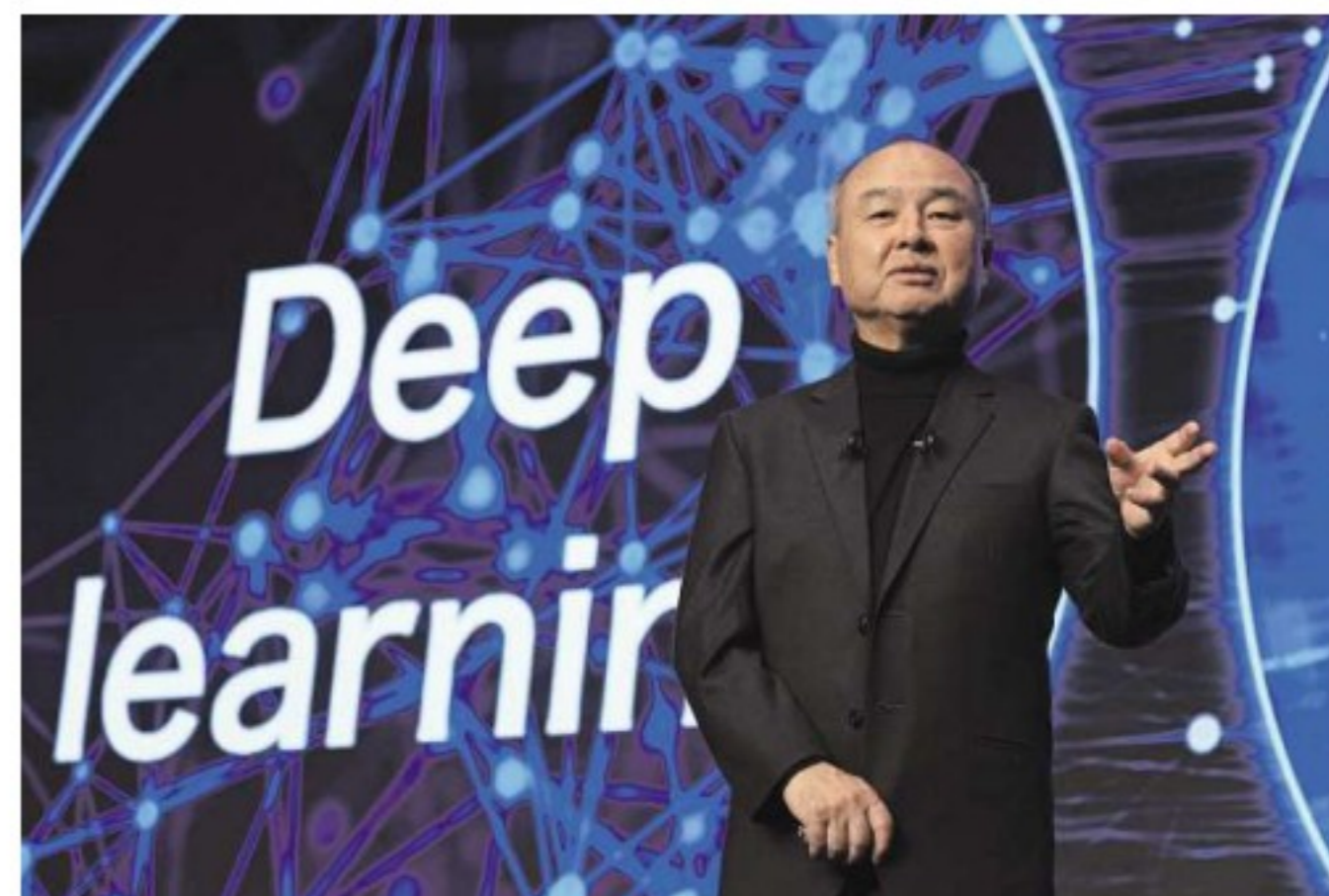
Softbank promet jusqu'à 75 milliards d'euros d'investissement dans les data centers

Régis Arnaud Tokyo

Comment dit-on Choose France en japonais ? Dimanche, le conglomérat internet SoftBank a annoncé par un communiqué un énorme investissement dans l'Hexagone, à l'occasion de Choose France, sommet annuel consacré à l'attractivité française qui a lieu lundi au Château de Versailles. « SoftBank s'engage à développer et gérer 5 gigawatts (GW) de capacité de centres de données liée à l'intelligence artificielle (IA) en France, pour un montant maximum de 75 milliards d'euros », écrit le groupe.

Le développement se fera en plusieurs étapes. La première phase porte sur la construction de trois data centers dans les Hauts-de-France d'ici 2031. Répartis entre Dunkerque, Bosquel et Bouchain, ils cumulent 3,1 GW de puissance, et représentent un investissement de 45 milliards d'euros. Celui de Bouchain, de 400 mégawatts, devrait être installé sur le site d'une ancienne centrale thermique d'EDF, dans le cadre d'un Appel à manifestation d'intérêt lancé par le groupe français. Ce dernier cherche à valoriser son vaste patrimoine foncier tout en faisant bénéficier aux attributaires des raccordements électriques existants. Ce projet « illustre la capacité de la France à accueillir des infrastructures numériques de grande ampleur grâce à une électricité compétitive, souveraine et bas carbone », souligne Bernard Fontana, PDG d'EDF. C'est aussi un excellent moyen pour le groupe français d'attirer de nouveaux consommateurs d'électricité alors que la demande peine encore à décoller. Le centre de données de Bosquel, d'une capacité de 1 GW, sera géré par une société commune formée avec Sesterce, start-up française spécialisée dans les infrastructures pour intelligence artificielle.

De plus, SoftBank prévoit la construction de deux sites de production à Dunkerque, l'un qu'il opérera et l'autre qui le sera par Schneider Electric. Tous deux destinés à l'assemblage d'équipements électriques pour les centres de données. « Au-delà du



Le PDG du groupe SoftBank, Masayoshi Son, lors d'une conférence à Tokyo, le 16 juillet 2025. YOMIURI SHIMBUN/THE YOMIURI SHIMBUN VIA AFP

partenaire technologique, nous avons été un facilitateur pour la concrétisation de ce projet, car nous connaissons très bien SoftBank, mais également le gouvernement français, le port de Dunkerque et les fournisseurs d'électricité », explique Olivier Blum, directeur général de Schneider Electric.

Mobilisation générale

La promesse du mastodonte technologique nippon a été mûrie de longue date : SoftBank est sur le radar des « antennes » françaises au Japon depuis des années. Doté d'une énorme force de frappe financière, il avait investi au Royaume-Uni, mais pas en Europe continentale. La rencontre d'Emmanuel Macron le 1^{er} avril à Tokyo lors d'une visite d'État avec Masayoshi Son, fondateur de SoftBank, a accéléré les pourparlers. Mais cela n'a pas tout à fait suffi, précise-t-on dans son entourage : il a fallu mettre en branle les services de l'État et l'opérateur EDF pour que l'annonce soit synchronisée avec la tenue de Choose France. Sans quoi Masayoshi Son aurait pu se raviser. « On a saisi l'opportunité », résume un proche du deal.

Masayoshi Son, qui devrait être présent à Versailles, est habitué des annon-

ces spectaculaires. Néanmoins, le montant de 75 milliards d'euros, énorme, ne doit pas être pris pour argent comptant. Si, selon des sources proches de la négociation, l'investissement à Bosquel est certain pour 1 GW, atteindre 3,1 GW puis 5 GW est probable mais dépendra du succès de la première implantation, de la conjoncture et d'autres facteurs que les parties ne maîtrisent pas aujourd'hui. Le financement d'une telle ambition par SoftBank, très endetté, suscite aussi des interrogations.

L'opération en évoque une autre, japonaise également : celle de l'investissement de Toyota, dans la même région, à la fin des années 1990. À l'époque, les services de l'État, jusqu'à l'échelon le plus local, et les équipementiers de l'Hexagone, avaient affiché une belle unité pour réussir l'opération. Même sentiment cette fois de « mobilisation générale ». Softbank cite jusqu'au préfet de la Somme et au président de la communauté de communes Somme Sud-Ouest ! Mais si les sommes sont vertigineuses, les enjeux sont moins importants qu'avec Toyota. Les centres de données promis par SoftBank se traduiront par quelques centaines, voire quelques milliers d'emplois. ■

Préfets mobilisés, suivi serré... Bercy s'active pour que les projets d'usine ne s'enlisent pas

N e jamais relâcher sa vigilance, même quand un projet industriel est lancé. Les péripéties autour d'une future usine de Safran l'ont encore prouvé. Le géant français de l'aéronautique a prévu de construire sa quatrième usine mondiale de fabrication de freins carbone pour l'aviation commerciale, dans le parc industriel de la plaine de l'Ain, sur la commune de Saint-Vulbas. Une implantation obtenue de haute lutte, face à deux sites en concurrence au Canada et aux États-Unis. Le 18 mai, Ross McInnes, le président de Safran, était dans cette grande zone industrielle (180 entreprises et 9 000 salariés) pour se féliciter de ce choix. Mais il a aussi fait part de sa mauvaise humeur. « La Dreal (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, NDLR) a une vision maximaliste en demandant des études environnementales complémentaires, s'est emparé le dirigeant. Chaque demande supplémentaire risque de rallonger les délais de mise en service de l'usine. »

Un peu plus tôt dans l'après-midi, Sébastien Martin, le ministre délégué en charge de l'Industrie, venait de faire un point avec de nombreux acteurs étatiques et du monde de l'entreprise de la région Auvergne-Rhône-Alpes sur tous les projets d'investissement industriels en cours à Saint-Vulbas. Celui de Safran avait été évoqué, sans qu'aucun problème ne remonte. Réagissant immédiatement après la prise de parole du président de Safran, le ministre a demandé aux équipes de la préfecture de l'Ain, qui suivent le dossier, les raisons de cette nouvelle requête. Puis il a provoqué une réunion rapide avec les équipes de Safran, celles de Bercy et la préfecture. Conclusion : c'est un malentendu

et la Dreal ne formule pas une autre exigence mais recommande à Safran de mener ces études complémentaires. Un exemple qui montre bien la complexité de la réglementation en France, quand même un géant comme Safran comprend mal les demandes de l'administration.

« On ne doit pas pousser la patience des investisseurs à bout », souligne Sébastien Martin au Figaro. « Il faut réussir les projets. Et il faut mettre du poids politique dans le suivi. » C'est une de ses missions. Emmanuel Macron lui a demandé d'accompagner les 150 grands projets d'investissement industriels, dévoilés le 23 avril, appelés projets « Notre Dame ». Parmi eux figurent des projets annoncés lors des sommets Choose France, dont la 9^e édition se tient ce lundi 1^{er} juin.

« Régler les difficultés »

Les préfets et sous-préfets des territoires concernés sont les interlocuteurs principaux du ministre. Des réunions mettant autour de la table les différents protagonistes sur les territoires sont organisées pour faire le point et remonter les problèmes éventuels. Si certains estiment que la reconstruction de Notre-Dame a été réalisée rapidement car l'État n'a pas respecté certaines de ses propres procédures, Sébastien Martin n'a pas la même analyse. « Pour Notre-Dame, il y a eu une loi spéciale qui a permis un pilotage en ligne directe, explique-t-il. À chaque fois qu'il y a eu un problème, il a été immédiatement réglé en mettant les gens concernés autour d'une table. C'est exactement ce que je viens de faire. Les grands projets de la région ont été abordés, pour voir comment ils avancent et régler les difficultés. » Une quarantaine de personnes étaient alors autour du ministre, dans une

petite salle d'un bâtiment du parc industriel, auxquels s'ajoutaient une dizaine d'autres en visioconférence : préfets et sous-préfets, représentants des services de l'État, des opérateurs publics (comme l'Ademe ou la Banque des territoires), des collectivités locales et du monde de l'entreprise (fédérations professionnelles, chambres de commerce...).

Le projet Safran, qui était le plus « local », a donc été abordé. Le préfet de l'Allier est aussi revenu sur la mine de lithium d'Imerys, actuellement en construction à Échassières. Avec 1,8 milliard d'euros d'investissement, c'est le plus gros projet traité lors de cette réunion. D'autres dossiers ont été examinés. Dans la Loire, une usine Urgo en construction, dédiée à la production de textiles médicaux pour le traitement de maladies invalidantes. En Isère, une usine de fabrication de paracétamol, une start-up opérant dans la fusion nucléaire ou un site destiné à fabriquer des aimants permanents. En Savoie, un aciériste travaille à la revalorisation de ses déchets industriels. Une usine de biomasse, dans le Cantal, cherche la meilleure localisation possible pour son unité.

Au fil des discussions, un participant à la réunion s'est félicité du soutien du préfet, qui a « torqué le bras des services de l'État ». Une vision que récite Sébastien Martin, qui connaît bien le sujet pour avoir été président du Grand Chalon. « Les préfets et sous-préfets dirigent leur administration, précise le ministre. Ce qui veut aussi dire trancher. C'est bien que tout le monde donne son avis, mais un moment, il faut décider. » Et le ministre délégué à l'Industrie de conclure que, si certains projets rencontrent des difficultés, de nombreux autres se concrétisent. ■

Manon Malhère

Président de l'association qui détient Auchan, Decathlon et Kiabi, Barthélemy Guislain dévoile la stratégie du groupe pour développer l'empire des actionnaires familiaux.

«**N**ous allons nous définir comme des actionnaires de confiance moteurs pour l'avenir», confie au Figaro Barthélemy Guislain,

le président du conseil de gérance de la puissante Association familiale Mulliez (AFM). Telle est la nouvelle raison d'être des membres du holding des héritiers Mulliez, qui détient 130 entreprises dont Auchan, Leroy Merlin, Boulanger, Kiabi et Decathlon. Cette vision à dix ans a été actée par les quelque 1000 actionnaires-familiaux lors de leur Assemblée générale, qui s'est tenue vendredi et samedi à Marçq-en-Barœul (Nord), dans la plus grande discrétion. Le lieu exact est resté secret, les nombreux cousins ne dérogeant pas à la ligne de conduite du «vivre caché pour vivre mieux» régissant la dynastie Mulliez depuis toujours. Avec cette prise de parole très rare, Barthélemy Guislain s'est permis une entorse.

Alors que les difficultés persistantes d'Auchan, le navire amiral de la galaxie Mulliez, faisaient craindre l'apparition de dissensions au sein de l'AFM, cette nouvelle raison d'être est bien plus qu'un symbole. Pour la définir, les membres de l'association ont planché durant 18 mois sur une question lourde de sens, posée chaque décennie : pour qui et pourquoi les actionnaires familiaux devraient rester ensemble en 2040 ? « Dans un monde où tout mène souvent à la méfiance voire à la défiance, où l'État et l'Europe s'affaiblissent, l'entreprise peut être un tiers de confiance. Au-delà des entreprises de l'AFM, un grand nombre de collaborateurs ont confiance en leur patron, explique Barthélemy Guislain. Dans nos propres entreprises, nous sommes des tiers de confiance solides. Nous en avons les attributs : des actionnaires familiaux qui s'inscrivent sur le temps long, l'autonomie financière, la recherche de l'utilité au plus grand nombre. »

Reste à mettre en musique cette « confiance », plus difficile à orchestrer que la vision de la décennie passée. La famille avait alors choisi comme boussole « creating for people » : le soutien



Pour Barthélemy Guislain, président du conseil de gérance de l'Association familiale Mulliez (à gauche), « l'idée est aussi de revenir à l'origine des Mulliez, de s'autoriser à tester les choses et autoriser le droit à l'erreur ». ALEXIS DELESPIERRE PHOTOGRAPHE

La famille Mulliez affiche sa confiance en dépit des difficultés d'Auchan

aux activités entrepreneuriales ayant une utilité pour le plus grand nombre comme l'alimentation, la santé, le sport, l'habillement. Cet aiguillon a permis d'arbitrer les financements, en écartant les projets qui ne collaient pas à la feuille de route. « Jusqu'à présent, nous avons mis l'homme au cœur de l'entreprise. Là, avec la confiance, il y a une dimension supplémentaire très engageante, qui n'est pas un optimisme béat, poursuit le président de l'AFM, qui a fait ses classes chez Leroy Merlin et Decathlon. Nous accorderons la confiance aux dirigeants de nos entreprises : une confiance a priori et qui oblige... À eux de la transmettre aux collaborateurs, au plus près du terrain. »

« L'idée est aussi de revenir à l'origine des Mulliez, de s'autoriser à tester les choses et autoriser le droit à l'erreur », ajoute Barthélemy Guislain, en écho au patriarche Gérard Mulliez âgé de 94 ans. Cet entrepreneur audacieux a fondé le groupe Auchan qui est devenu la locomotive de l'association familiale pendant plusieurs décennies avant d'affronter d'importantes difficultés financières ces dernières années.

Pour ses héritiers, pas question de se laisser abattre et encore moins d'abandonner Auchan, qui n'a versé aucun

dividende depuis 5 ans. Peu importe si Auchan France ne représente plus qu'une faible part de la valeur totale de l'AFM, dont les principaux actifs sont Adeo (Leroy Merlin et Oubramax) et Decathlon. « Environ 70 % des dividendes versés par les entreprises de l'AFM sont réinvestis dans les entreprises. Nous croyons au développement de notre écosystème », insiste Barthélemy Guislain. Ces quatre dernières années, 650 millions d'euros ont ainsi été investis dans Auchan. « Chaque titre de l'AFM détenu par un actionnaire-membre de la famille est composé d'une partie de toutes les entreprises, précise le dirigeant. Tout le monde est actionnaire de tout mais pas avec le même nombre de parts. Cela dépend des branches, de l'implication dans les entreprises. »

Le redressement de l'enseigne à l'oiseau rouge, confié à Guillaume Darrasse qui en a pris les rênes en avril 2024, reste le défi le plus difficile à relever pour l'AFM. Le distributeur est devenu trop dépendant de ses très grands hypermarchés, délaissés par les consommateurs. Il a « raté la proximité », segment qui a le vent en poupe. « Les actionnaires sont un amortisseur long terme. Notre manière d'assumer notre responsabilité d'actionnaires est de soutenir l'entreprise », assure Barthélemy Guislain. Et

d'insister : « le succès d'Auchan a porté la croissance de Decathlon et d'Adeo. Maintenant ces entreprises soutiennent leur mère nourricière... La vie est un cycle. » Une façon d'affirmer la détermination de la famille à soutenir son joyau des années 1960, 1970 et 1980.

« Le succès d'Auchan a porté la croissance de Decathlon et d'Adeo. Maintenant, ces entreprises soutiennent leur mère nourricière... La vie est un cycle »

Barthélemy Guislain Président de l'Association familiale Mulliez

« C'est notre devoir de réussir la relance. On a tout tenté, Guillaume Darrasse a maintenant le meilleur projet », poursuit le président de l'AFM, convaincu du projet de reprise en franchise par Intermarché des supermarchés « avec lesquels on n'a jamais gagné d'argent ». C'est l'image de la famille qui est en jeu : « notre capacité à redresser des entreprises sera crédibilisée par le destin d'Auchan », avertit Barthélemy Guislain. « Les Mulliez ne font pas de la théorie, les Mulliez

sont des entrepreneurs de terrain, souligne le président, qui voit régulièrement Gérard Mulliez et Michel Leclercq, le fondateur du groupe Decathlon. Nos entreprises ont été les premières à se rendre dans les pays de l'Europe de l'Est après la chute du mur de Berlin. De l'audace, on sait faire. » L'AFM a toujours réussi à dépasser les clivages familiaux pour préserver son écosystème depuis sa création dans les années 1950. Autre atout de l'AFM : son statut si spécifique d'association qui permet aux entreprises d'être totalement autonomes, voire concurrentes entre elles. Reste qu'il suscite de vives critiques d'une partie des syndicats, vent debout contre le plan social d'Auchan (2389 suppressions de postes) engagé en novembre 2024.

Dans un contentieux devant la justice contre ce PSE, la CGT essaie d'ouvrir la porte à la reconnaissance d'un groupe Mulliez pour permettre de reclasser les salariés dans les entreprises de la famille en meilleure forme. Pourtant, lors du dernier plan social d'Alinéa en 2021, aucun salarié n'avait souhaité profiter des 2700 propositions de reclassement. « Les demandes visant à nous qualifier de groupe n'ont pas de sens : si on était un groupe, on pourrait défiscaliser les pertes passées d'Auchan », tranche le président. ■

Pourquoi BPCE nourrit de grandes ambitions au Portugal

Danièle Guinot Lisbonne

Le groupe bancaire français est désormais propriétaire de Novobanco, la quatrième banque portugaise.

Le groupe bancaire BPCE est désormais un acteur qui compte au Portugal, son deuxième marché domestique. Vendredi, le ministre des Finances portugais, Joaquim Miranda Sarmiento, et le maire de Lisbonne, Carlos Moedas, étaient présents à l'inauguration des locaux du nouveau centre d'expertise de Natixis dans la capitale portugaise. « C'est un grand jour pour le pays », s'est félicité le ministre. Présente depuis dix ans au Portugal, cette filiale de BPCE (qui chapeaute les Banques populaires et les Caisses d'épargne) est spécialisée dans la gestion de l'informatique, de la conformité ou des risques de toutes les entités du groupe. Elle emploie plus de 3000 personnes à Porto et prévoit d'en recruter un millier à Lisbonne. À l'avenir, ces derniers travailleront aussi pour Novobanco.

BPCE vient en effet de finaliser l'acquisition pour 6,7 milliards d'euros de Novobanco, la quatrième banque portugaise. « Il s'agit de la plus importante fusion bancaire en Europe de ces dix dernières années, a rappelé à Lisbonne Nicolas Namias, le président du directoire de BPCE. Nous sommes en train de montrer

que c'est faisable. » « Tous les mois, aux réunions de l'Eurogroupe, nous évoquons la nécessité de créer des banques européennes d'envergure. Mais, lorsqu'une banque tente de racheter une concurrente dans un autre pays, le gouvernement de l'établissement convoité dit non, a souligné le ministre des Finances. Quand Nicolas Namias m'a soumis son projet, en avril 2025, je lui ai dit : "Je vous en prie." »

Avec 1,7 million de clients et 4080 salariés, Novobanco détient 9,3 % de part du marché portugais des particuliers et 14 % des PME. La banque était aussi convoitée par des fleurons espagnols. Mais ces derniers détiennent déjà deux des cinq établissements du pays

« Les banques portugaises sont plus rentables que les françaises, notamment parce que le marché est peu concurrentiel »

Jérôme Legras
Responsable de la recherche chez Axiom AI

(Santander et Banco BPI). Novobanco est l'héritière de la banque Espirito Santo (BES), qui s'est effondrée en 2014 sur fond d'irrégularités comptables. L'État portugais avait alors dû injecter 4,9 milliards d'euros pour éviter sa faillite. Les actifs jugés sains ont été préservés par la création de la banque Novobanco, dont l'essentiel des parts (75 %) ont été cédées en 2017 au fonds d'investissement américain Lone Star. Depuis, la banque s'est fortement redressée. « Nous avons assaini et nettoyé notre bilan sur plusieurs années, et nous avons un bilan extrêmement sain », explique Mark Bourke, le directeur général de Novobanco, maintenu à son poste. À l'instar des autres banques du sud de l'Europe (Espagne, Italie), l'établissement prête le plus souvent à taux variable, ce qui lui a en outre permis de tirer profit de la hausse récente des taux d'intérêt. Résultat, Novobanco, qui a réalisé 800 millions d'euros de bénéfice net en 2025, est désormais l'un des plus rentables en Europe. « Cela représente un impact massif en termes de résultats », explique Nicolas Namias. BPCE a déposé 4,1 milliards d'euros de bénéfices en

2025. « Mais c'est également extrêmement important en matière de facteurs de transformation du groupe », explique-t-il.

Le dirigeant a fait du développement européen de BPCE, jusqu'alors surtout présent en France, une « priorité stratégique ». La première pierre à l'édifice de la diversification internationale a été posée début 2025, avec le rachat de SGEF, le spécialiste du financement de biens d'équipement pour les entreprises. L'acquisition de Novobanco a suivi dans la foulée. Avec elle, le groupe bancaire mutualiste voit grand. Il souhaite déployer au Portugal tous ses métiers (grandes entreprises, PME et particuliers) et faire de Novobanco un bancassureur. Un modèle très français. Vendredi, des rumeurs de presse indiquaient son intérêt pour l'assureur portugais Gamalife. « Je ne commente pas les rumeurs, a balayé Nicolas Namias. Ce que je peux dire, c'est ce que nous faisons en France. Nous sommes une compagnie d'assurances et nous proposons des produits d'assurance à nos clients bancaires. Nous voulons reproduire ce modèle ici, au Portugal. »

Avec l'acquisition de Novobanco, BPCE va diversifier ses sources de reve-

nus afin de réduire ses risques et améliorer sa rentabilité. « Le fait d'avoir au sein du groupe BPCE désormais une banque avec des taux variables et exposée aux obligations portugaises, c'est une diversification structurelle des revenus de BPCE », explique Nicolas Namias. En France, les ménages empruntant à taux fixe, les banques n'ont pas tout de suite profité de la hausse des taux. « BPCE va aussi avoir une moindre exposition aux emprunts de l'État français, désormais un peu plus risqués », ajoute Jérôme Legras, responsable de la recherche chez Axiom AI. Cette acquisition présente d'autres avantages. « Les banques portugaises sont plus rentables que les françaises, notamment parce que le marché est peu concurrentiel. Et le pays s'est très bien redressé », ajoute Jérôme Legras. Au prix d'importantes réformes, le Portugal est parvenu à assainir ses finances publiques (il est en excédent budgétaire) et à renouer avec la croissance (+1,9 % en 2025). Grâce à des politiques publiques ambitieuses et des investissements massifs, le pays attire de plus en plus d'entreprises étrangères, notamment françaises, et de talents. ■



UN AUTRE REGARD

ANNE DE GUIGNÉ

Quand le statut de cadre faisait encore rêver

« Tu es mon cadre. » Dans *Juste une illusion*, pour exprimer sa reconnaissance à son père, le jeune Vincent lui emprunte ses mots. Le film d'Olivier Nakache et Éric Toledano, sorti il y a quelques semaines, ressuscite une famille de la classe moyenne de banlieue parisienne en 1985. La vie professionnelle des deux parents tourne autour de cet horizon : l'accession au statut de cadre. Le père, ancien ouvrier, qui a progressé au sein de son entreprise jusqu'au graal, découvre que son titre ne le protège pas d'une profonde injustice : il a été renvoyé et connaît le chômage. La mère, assistante au début du film, se met à l'informatique, passe un test interne, et se trouve promue directrice commerciale. C'est désormais elle la cadre de la famille.

La fierté des deux protagonistes illustre la thèse défendue par Philippe d'Iribarne dans son formidable essai *La Logique de l'honneur*, où il explore les codes de reconnaissance implicites au sein des groupes professionnels en France. L'auteur revient ainsi justement sur la création, dans les années 1930, de cette catégorie, si typiquement française, des cadres. « Cette création, écrit-il, a résulté de stratégies extrêmement explicites d'un ensemble d'acteurs. La référence à l'existence d'une responsabilité sociale élevant les cadres au-dessus du simple statut d'employé y a tenu une place centrale. La double dimension de privilèges et de devoirs associés à l'appartenance à un corps, caractéristique d'une logique de l'honneur, a ainsi été mise en avant. »

La France s'est longtemps distinguée en Occident par cette passion pour les statuts, corps, ordres, états... Malgré l'idéal unitaire républicain, les organisations hiérarchiques de l'Ancien Régime ont en effet perduré jusqu'à il y a peu au sein du monde productif. Cette permanence avait été pensée. Les fondateurs de l'École polytechnique en 1794, des élus de la Convention, souhaitaient ainsi faire émerger une nouvelle noblesse des talents, afin de balayer l'ancienne. Ce référentiel n'est pas réservé aux dirigeants issus des meilleurs établissements. La déférence de ces derniers envers leurs corps de sortie d'école, et jusqu'à leur classement au sein de ce corps, vaut bien celle des conducteurs de la SNCF vis-à-vis du statut, en extinction, de cheminots. La vivacité des protestations contre les réformes des retraites successives, cherchant à uniformiser les droits, s'explique d'ailleurs davantage par une question statutaire que financière.

Aujourd'hui, après des décennies de résistance, ces particularismes se trou-

vent toutefois fragilisés. Les dernières mutations du capitalisme-financiarisation, développement des plateformes, de la sous-traitance, du télétravail... - ont donné autant de coups de butoir à ces vieux modèles. Sur tout, les jeunes gens rêvent bien davantage d'indépendance que de fonction statutaire. Le rôle de cadre, en particulier, n'attire plus. Les promesses de promotion sociale portées par ces fonctions ont été mises à mal par l'irruption massive du chômage à partir des années 1980.

D'après une étude Ifop réalisée début 2025, 68% des cadres déclarent souffrir du contrôle exercé sur leur travail, soit seize points de plus que la moyenne des salariés

Les missions mêmes d'encadrement se diluent dans les nouvelles organisations. Tirailés entre mille injonctions contradictoires, les managers de proximité ne savent plus où donner de la tête. Couramment cantonnés à un simple rôle de contrôle, ils se voient doublés désormais par les dispositifs de surveillance numérique. Un contrôle invasif qui s'exerce à tous les niveaux. D'après une étude Ifop réalisée début 2025, 68% des cadres déclarent souffrir du contrôle exercé sur leur travail, soit seize points de plus que la moyenne des salariés. Conséquence : les managers décrochent à leur tour. Le denier baromètre Axa note ainsi une forte dégradation de leur situation : +8% d'absentéisme en 2025 chez les cadres, après une hausse de +9% l'année précédente!

S'adapter à un monde du travail aux hiérarchies nettement plus diffuses constitue l'un des grands défis du capitalisme français. Cela suppose de reconnaître enfin que le modèle du CDI industriel, pilier des Trente Glorieuses, n'est plus adapté ni aux désirs des jeunes générations ni à la réalité du travail. L'urgence en France est de faciliter la mobilité. Les questions de logement et de garde d'enfant sont essentielles. Le portage des droits, vaste dossier poussé entre autres par la CFDT, peut aussi être notablement amélioré. L'effet sera bénéfique pour toute la société : une économie où les salariés affichent un taux de rotation de postes élevé est plus compétitive, car bonnes pratiques comme nouvelles technologies se diffusent. ■



LIBRES ÉCHANGES

JEAN-PIERRE ROBIN

Pourquoi y a-t-il des riches et des pauvres : les deux explications qui divisent les Français

Elon Musk sera-t-il le premier milliardaire de l'histoire de l'humanité, autrement dit le détenteur d'une fortune de 1000 milliards de dollars, voire plus? On le saura le 12 juin, jour de l'introduction en Bourse de SpaceX, dont il restera l'actionnaire majoritaire et dont la valorisation est aujourd'hui estimée entre 1 500 et 2 000 milliards de dollars. Dans le 40^e classement annuel de 2026 du magazine *Forbes*, publié en mars, il figure déjà largement en tête des 3 428 milliardaires de la planète. Avec un patrimoine estimé à 839 milliards de dollars, il surclasse le second de la liste, Larry Page, cofondateur de Google, dont la fortune est évaluée à 257 milliards.

Les 130 jours qu'Elon Musk a passé l'année dernière à la tête du Doge (Department of Government Efficiency), taillant à la tronçonneuse les dépenses de l'État fédéral, n'auront nui en rien à ses affaires. Son patrimoine a bondi de 500 milliards en 2025. « L'année des milliardaires, alors que l'essor du marché boursier, alimenté par l'intelligence artificielle, a propulsé les fortunes à des niveaux jusqu'ici inimaginables », reconnaît le magazine *Forbes*. Le patrimoine cumulé des 3 428 milliardaires des cinq continents est passé de 16 100 à 20 100 milliards de dollars en un an. Dans le « top ten », les stars de la Silicon Valley accaparent toutes les places, à l'exception du Français « Bernard Arnault et sa famille », selon la formulation de *Forbes*, au neuvième rang, et d'un autre Américain, l'investisseur Warren Buffett, en dixième position.

« Pourquoi y a-t-il des riches et des pauvres », se demandait le 11 mai le philosophe Frédéric Worms, par ailleurs directeur de l'ENS Ulm, dans sa chronique quotidienne, du lundi au mercredi, de France Culture, « Le pourquoi du comment ». Il n'y a que les philosophes et les tout jeunes enfants pour oser des questions aussi simples mais qui nous taraudent tous. Après avoir constaté que la distinction entre ces deux groupes est universelle et se retrouve dans toutes les sociétés, Frédéric Worms renvoie dos à dos deux explications à ces inégalités.

La première consiste à considérer que la différence entre les riches et les pauvres a un fondement « naturel » lié aux capacités individuelles de chacun à contribuer au bien commun dans la division sociale du travail. Les différences sont seulement de degré sur une échelle continue, et il n'y aurait pas de seuils créant un problème social obligeant les gouvernements à intervenir pour réparer les fractures. En opposant « les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien », en juin 2017, Emmanuel Macron s'inscrivait dans cette conception élitiste. Il s'était fait rabrouer pour son « arrogance de classe » au point de devoir faire

publiquement amende honorable quelques semaines plus tard.

La deuxième explication tient au fonctionnement de la société et à sa structure même. À cet égard, Frédéric Worms invoque une très riche tradition philosophique. Celle du Jean-Jacques Rousseau du *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* (1755) et de Karl Marx, au siècle suivant, sur la propriété des moyens de production, qui assure la prééminence de ses détenteurs. Le véritable précurseur en la matière n'est autre qu'Aristote en personne, il y a vingt-quatre siècles : « Tout État renferme trois classes distinctes, les citoyens très riches, les citoyens très pauvres et les citoyens aisés dont la position tient le milieu », écrit-il dans son livre intitulé *Politique*. Et Aristote de faire la recommandation suivante, qui pourrait être un slogan de campagne présidentielle française : « Les États bien administrés sont ceux où la classe moyenne est plus nombreuse et plus puissante que les deux autres réunies. »

Le gagnant rafle la mise

Dans son édition de l'année 2000, *Forbes*, dont la préoccupation première n'est certes pas la classe moyenne, dénombreait 470 milliardaires dans le monde, neuf fois moins qu'aujourd'hui. Leur fortune cumulée représentait 898 milliards de dollars, contre 20 100 milliards en 2026. Le premier d'entre eux, Bill Gates, le fondateur de Microsoft, émarquait alors avec un patrimoine de 60 milliards. Même en tenant compte de la dépréciation du dollar d'un tiers, c'est dix fois moins que celui d'Elon Musk.

À l'évidence, les milliardaires se sont enrichis plus vite que le reste de la population, leur nombre a explosé, et, en même temps, leur statut s'est démocratisé.



Avec un patrimoine estimé à 839 milliards de dollars, Elon Musk domine largement le classement Forbes 2026 des 3 428 milliardaires de la planète.

« Aucun distributeur ne fait de marge sur l'essence »

Olivia Détryat et Gaëtan de Capèle

Alexandre Bompard, PDG de Carrefour, était l'invité de l'émission « Esprit d'entreprise » sur Le Figaro TV.



LE FIGARO TV Ile-de-France

ESPRIT D'ENTREPRISE

Cible de virulentes critiques dans un récent rapport du Sénat sur les marges dans la filière alimentaire, les enseignes de grande distribution alimentaire ripostent.

Sa proposition d'encadrer davantage les centrales d'achat internationales et les négociations commerciales irrite le patron de Carrefour : « C'est un rapport accablant et inapplicable qui enfle les perles et les contre-vérités, les insultes, même... Ce rapport s'inspire du Venezuela, car si vous appliquez une partie des préconisations, vous êtes dans un monde complètement administré, réglementé, régulé, avec des prix bloqués. » Surtout, alors que le pouvoir d'achat reste en tête des préoccupations,

« nous avons quelques parlementaires qui ont cette drôle d'idée de nous demander de ne pas négocier et donc de redéclencher une inflation de masse dans ce pays », ironise Alexandre Bompard.

Suspecté aussi un temps d'avoir voulu profiter discrètement, comme les autres distributeurs, de la flambée des prix du pétrole consécutive à la guerre en Iran, le PDG assure réaliser au plus 1 à 1,5 centime de marge par litre d'essence vendu. « Aucun distributeur ne fait de marge sur le produit essence, car c'est un produit d'appel. On ne gagne pas d'argent dessus. »

Face à des critiques à la chaîne contre la grande distribution, il ne mâche pas ses mots. « Il y a un extraordinaire décalage entre une partie de la

classe politique qui cède aux grandes multinationales de l'agroalimentaire et les Français, qui ont parfaitement compris à quoi servait la grande distribution : qu'on leur propose des prix qui protègent leur pouvoir d'achat. »

Formats porteurs

Dans un environnement économique très morose, le PDG souligne une consommation « qui n'est pas bonne mais qui résiste. Finalement les Français, un peu comme les entreprises, s'habituent aux crises, en arbitrant en permanence dans leur consommation. Nous l'avons vu sur les marques de distributeur (MDD), qui pèsent 40% de notre activité, contre 22% en 2017. Il faut imaginer le changement de modèle que cela constitue! », insiste-t-il.

Parmi ses priorités pour la fin de la décennie, Alexandre Bompard veut faire passer Carrefour de 22% à 25% de part de marché en France, pour titiller voire détrôner le grand rival Leclerc. Cela passera par de la croissance organique, mais aussi « possiblement par des opérations plus tactiques », comme en 2024 avec le rachat de Cora.

Dans un marché alimentaire qui croît peu en France, le groupe mise sur les formats porteurs comme les supérettes. « Quand je suis arrivé, tout le monde disait que le magasin physique est mort, mais en réalité, il résiste. Il faut juste préserver leur rentabilité et développer les bons formats. Ce que nous faisons sur la proximité, sur laquelle nous sommes leader en France, et nous ouvrons 400 magasins par an. » ■

BRENDAN SMIALOWSKI/AFPT

Les éditeurs du monde entier prêts à faire bloc pour un « new deal de la presse »

Amélie Ruhlmann

IA et droits voisins sont au menu du congrès mondial des médias qui réunit plus d'un millier de responsables.

Trois jours pour dessiner le futur d'un secteur en pleine mutation. Du lundi 1^{er} au mercredi 3 juin, Marseille accueille le congrès annuel du WAN-Ifra, l'association mondiale des éditeurs de presse, qui ne s'était plus tenu en France depuis 1948.

L'organisme s'appuie, comme à son habitude, sur un partenaire local pour organiser l'événement. Il s'agit cette fois de CMA Media, filiale médiatique de l'armateur CMA CGM, détenu par Rodolphe Saadé. Le groupe, propriétaire des titres *La Provence* et *La Tribune*, de BFM-RMC et du média en ligne Brut, a mis à disposition ses infrastructures dans la Cité phocéenne, laissant au WAN-Ifra le soin de s'occuper du programme. La ministre de la Culture Catherine Pégard fera le déplacement ce lundi.

La flambée des prix du kérosène a un temps fait craindre aux organisateurs que les invités internationaux fassent faux bond à la dernière minute. Ce ne sera pas le cas. Plus d'un millier de responsables de médias venus de 60 pays sont attendus au Palais du Pharo. « Nous nous préparons à battre un record de participation », déclare Ladina Heimgartner, directrice générale de Ringier Médias Suisse et présidente du WAN-Ifra. Nous sommes à un point de bascule : le moment technologique que nous vivons constitue un bouleversement plus fort pour le secteur que l'avènement du web ».

« Pour un groupe aussi jeune que CMA Media, c'est un immense honneur d'accueillir ce congrès mondial des médias d'information, qui plus est, à Marseille, abonde Jean-Christophe Tortora, directeur général délégué de CMA

Media en charge des relations extérieures et du pôle presse. Dans ce moment charnière pour l'industrie, nous avons une responsabilité particulière, celle d'offrir un lieu où tous les acteurs puissent construire un avenir durable pour la presse ».

L'intelligence artificielle devrait s'imposer dans toutes les discussions : d'une part, cette technologie fait son apparition dans les salles de rédaction du monde entier, laissant redouter des licenciements massifs ; de l'autre, elle menace de manière inédite l'équilibre économique des éditeurs. Les développeurs qui sont à l'origine de ChatGPT (OpenAI), Gemini (Google) ou Claude (Anthropic) sont très loin de rémunérer l'ensemble des journaux pour les contenus avec lesquels ils entraînent leurs modèles de langage. Alors même que le basculement vers un internet « zéro clic » dominé par les assistants IA pourrait bien réduire à peu de chagrin le trafic et donc les revenus publicitaires des médias en ligne.

« Une grosse partie de notre valeur est captée. C'est un enjeu existentiel pour la presse », alerte Jean-Christophe Tortora. Le dirigeant aimerait que le secteur prenne conscience de l'importance de « jouer collectif », à l'heure où, faute de cadre global, les grands journaux tentent d'arracher des accords bilatéraux avec des géants de l'intelligence artificielle. « Je ne suis pas là pour condamner les décisions des éditeurs. Chaque entreprise a ses contraintes. Mais il faut rappeler que ce sont des paris de courte durée, qui ne sont pas pérennes. Il faut une approche concertée et équilibrée entre éditeurs et plateformes, encadrée par la puissance publique. »



Jean-Christophe Tortora, directeur général délégué de CMA Media et, à droite, Ladina Heimgartner, présidente de l'association mondiale des éditeurs de presse (WAN-Ifra)



JAKUB PORZYCZUN/PHOTO VIA AFP - SEBASTIEN SORANOLE/FIGARO

Avant même l'irruption de l'IA, éditeurs et plateformes bataillaient déjà autour des droits voisins, ce droit reconnu aux éditeurs de presse pour contrôler et faire rémunérer la réutilisation en ligne de leurs articles. L'adoption d'une directive européenne en 2019 n'a pas suffi à rééquilibrer le rapport de force entre les deux parties. En France, seuls Google et Quant rémunèrent encore les éditeurs. Une proposition de loi visant à durcir la législation française, portée par le député MoDem Erwan Balanant, va être examinée par le Sénat, après avoir été adoptée par l'Assemblée nationale.

Si le dialogue entre les géants du numérique et les médias est souvent orageux, il n'est pas rompu. Google et OpenAI seront présents au congrès. Le cofondateur de Mistral AI, Arthur Mensch, prendra la parole mercredi. « Ces groupes ont besoin de la valeur éditoriale créée par le journalisme de qualité autant que nous avons besoin d'eux », estime Ladina Heimgartner. Le congrès mondial du WAN-Ifra doit être une plateforme qui permet aux deux mondes de dialoguer et de trouver des solutions ».

Meta, en revanche, ne sera pas présent. Le groupe de Mark Zuckerberg a jeté un froid dans le monde des médias en mettant fin à son service de fact-checking aux États-Unis. Si la maison mère de Facebook accepte de nouer des accords bilatéraux sur l'intelligence artificielle avec certains éditeurs, elle est récalcitrante à l'application du droit voisin en France. Le groupe a même contesté la mise en œuvre du droit voisin en Italie, donnant lieu à une question préjudicielle devant la Cour de justice de l'Union européenne. L'instance a donné raison à l'Italie.

Le congrès devrait faire la part belle aux enjeux de régulation, alors que des représentants de la Commission européenne se rendront sur place. Le Parlement européen a adopté fin mars une résolution demandant à Bruxelles de mettre en place un cadre où les géants de l'IA devront acheter des licences garantissant une « rémunération juste et proportionnée » pour entraîner leurs modèles sur des corpus protégés. « Il faut un new deal de la presse qui s'élabore dans un dialogue permanent entre les éditeurs, les acteurs de l'intelligence artificielle et la puissance publique », argue Jean-Christophe Tortora. Les éditeurs ont besoin de règles de marché qui permettent de préserver la création de richesse pour leurs entreprises et d'assurer la pérennité du métier de journaliste ».

À quoi ressemblera le métier de journaliste dans 5 ou 10 ans ? C'est

l'autre question qui devrait agiter les participants du sommet. Si certains rédacteurs voient dans l'utilisation de l'IA un gain de productivité, d'autres redoutent que cette technologie finisse par nuire à la qualité éditoriale. Le dirigeant de CMA Media plaide pour une vision moins manichéenne : « les journalistes sont sans doute ceux qui ont le plus de maturité pour comprendre qu'il faut faire évoluer nos entreprises. Si on veut que la presse perdure, on ne peut pas rester statique. Il faut accepter de se déployer sur d'autres formats et de se réinventer en permanence ».

« Si on veut que la presse perdure, on ne peut pas rester statique. Il faut accepter de se déployer sur d'autres formats et de se réinventer en permanence »

Jean-Christophe Tortora
Dirigeant de CMA Media

Enfin, si le mot d'ordre du congrès reste l'optimisme, il ne sera pas question de passer sous silence les atteintes de plus en plus nombreuses à la liberté de la presse. Selon l'index mondial de Reporters sans frontières (RSF), elle est au plus bas depuis 25 ans : plus de la moitié des pays du globe se trouvent en situation jugée « difficile » ou « très grave ». L'an passé, 129 journalistes ont été tués, en majorité dans la bande de Gaza. Un demi-millier est emprisonné, pour une large partie en Chine et en Russie. « Dans un nombre croissant de pays, les journalistes sont susceptibles d'être en danger », déplore Ladina Heimgartner. La nouveauté c'est qu'il ne s'agit pas seulement de la Russie, du Moyen-Orient, ou de certains pays d'Afrique, mais aussi de pays que l'on considérait, il y a encore quelques années, comme des démocraties à 100 %, et où l'on observe désormais des reculs très inquiétants ».

RSF classe ainsi les États-Unis à la 64^e place de son index, en raison des attaques systémiques de Donald Trump contre les médias. Le président américain lamine le « quatrième pouvoir » en mêlant guerre juridique, coupes budgétaires et restriction d'accès pour les journalistes accrédités. Un titre en particulier est dans son viseur : le *New York Times*, qu'il qualifie de « torchon » et auquel il réclame toujours 15 milliards de dollars dans le cadre d'une action en justice pour diffamation. Nul doute que, dans ce contexte, la prise de parole de son patron A.G. Sulzberger lundi fera l'objet de toutes les attentions. ■

PHILIPPE LELLOUCHE

CAROLINE ITHURBIDE

LE MEILLEUR DES REVEILS 6H/10H

RFM

LE MEILLEUR DE LA MUSIQUE

LE FIGARO et vous



EXPOSITION
LE GRAND TRIANON DE VERSAILLES
EXPLORE LES MÉTAMORPHOSES
DES JARDINS **PAGE 30**

HIGH-TECH
LA DJI OSMO POCKET 4P, UNE CAMÉRA
DE POCHE POUR RÉALISER DES FILMS
DE QUALITÉ PROFESSIONNELLE **PAGE 29**



Les archives personnelles de Martin Margiela aux enchères

Le créateur le plus secret de la mode a décidé de se séparer lors d'une vente exceptionnelle, à Paris, début juillet, d'un grand nombre de ses effets accumulés pendant ses années de travail (entre 1988 et 2008), incluant le vestiaire de sa mère. **PAGE 28**



Blouse blanche personnelle de Martin Margiela, qui explique que « tout le personnel portait ces tabliers en coton blanc » (est. 3 000 € - 5 000 €).

Michel Houellebecq lauréat du prix Paul-Jean-Toulet

Christian Authier

L'auteur de « La Carte et le Territoire » a reçu à Guéthary la récompense pour son dernier recueil de poésie, « Combat toujours perdant ».

C'est à Guéthary, dans les Pyrénées-Atlantiques, qu'a été décerné le samedi 30 mai le prix Paul-Jean-Toulet 2026 à Michel Houellebecq.

Toulet, poète et romancier né à Pau en 1867, mort à Guéthary en 1920, avait déjà été l'objet d'un premier prix littéraire au sein duquel siégeaient alors Michel Bulteau et Michel Déon. Quelques années plus tard, aux Michel ont succédé des Frédéric (Beigbeder et Schiffter), tous

deux à l'origine de la résurrection du prix, suivis par Frédéric Martinez et Frédéric Pajak (lauréat 2025) ainsi que par des jurés arborant d'autres prénoms et noms : Fanny Ardant, Florence Chataignier, Guillaume Durand, Fabrice Gagnault, Jean Le Gall, Aude Lancelin, Léon Mazzella.

Les membres du jury et le futur lauréat se réunirent dès le vendredi soir au restaurant Kaialdea, non loin de la gare de Guéthary. Après quelques bouteilles et des rations de

bonne tenue, l'un des convives lança : « Un jour, nous prendrons des trains qui partent. » L'humeur était vagabonde, la tête aux bêtises. Michel Houellebecq et ses voisins de table échangeaient à propos du Christ. Le lendemain, plus personne ne se souvenait vraiment de l'objet des conversations.

Le samedi, les choses redevinrent sérieuses. Les jurés et Michel Houellebecq avaient rendez-vous à 13 heures au Getaria pour

déjeuner. À 17 heures, direction les jardins de la maison Etcheberria, où Paul-Jean Toulet passa les dernières années de sa vie, pour la cérémonie officielle.

Dépression contemporaine

Les actuels propriétaires, Eugenia et Yves, tiennent à enraciner ce prix dans leurs murs. On ne leur reprochera pas cette bonne intention. Le maire, Benoît Lamerain, fit un discours épatant - en basque et

en français - tandis que Fanny Ardant remit son prix au lauréat. Michel Houellebecq hérita d'un béret basque très seyant puis Frédéric Beigbeder prit la parole et salua à travers Toulet et Houellebecq « les deux poètes français qui ont compris que la vie est une mauvaise idée ».

En récompensant Michel Houellebecq pour son recueil de poésie *Combat toujours perdant* (Flammarion), paru en janvier, les membres du jury du prix Toulet ont choisi de

consacrer un écrivain qui, à l'instar de l'auteur des *Contre-rimes* et de *Mon amie Nane*, a réconcilié, dans ses poèmes comme dans ses romans, la fantaisie et la mélancolie, la mélodie et le rythme.

Peintre désenchanté et burlesque de la dépression contemporaine, qui considère la poésie comme l'expression supérieure de la littérature, Houellebecq est un parfait héritier de Paul-Jean Toulet, qui appelait à prendre garde à « la douceur des choses ». ■

M24
LE MANS



MUSÉE DU SPORT AUTOMOBILE

COMECLOSER
AU PLUS PRÈS DE LA LÉGENDE



WWW.M24-MUSEE.COM



Martin Margiela par lui-même aux enchères

Hélène Guillaume

Sa mode des années 1990 bat actuellement des records sous le marteau. Le 9 juillet, à Paris, c'est le Belge lui-même qui se séparera d'une partie de ses souvenirs à l'occasion d'une vente exceptionnelle, racontant l'énigme qu'il a représentée et la fascination qu'il continue d'exercer.

Il y a un an, le 10 juillet 2025, lorsqu'on montrait à une consœur journaliste (très loin de la mode la photo du « pull en chaussettes militaires » de Martin Margiela datant de l'hiver 1991, qui venait de battre un record aux enchères (52 000 euros), elle demandait : « Mais, il est fait avec de vraies chaussettes en laine de l'armée ? » Oui. « Et ce n'est même pas de la haute couture ? » Non, mais c'est encore mieux que ça : une relique de l'histoire de la mode.

Martin Margiela, Belge né en 1957 et Parisien d'adoption, apparaît sur la scène avec son premier défilé au Café de la Gare le 23 octobre 1988. « Les premiers articles de presse n'étaient pas très bons, l'époque adorait Christian Lacroix, qui était aux antipodes de son esthétique », nous racontait il y a quelques années l'illustrateur sonore Frédéric Sanchez, qui fut l'un de ses premiers collaborateurs. « L'ambiance était très expérimentale mais maîtrisée. Certains y ont vu une mode destroy, c'était au contraire d'une extraordinaire sophistication. Il marquait une rupture définitive », poursuivait-il. Si elles s'inscrivent dans la même lignée, les collections suivantes sont acclamées et définissent dès lors un nouveau classicisme sans concession, une nouvelle féminité référencée mais réelle. Il est même adoubé par Jean-Louis Dumas, chez Hermès, qui lui confie le prêt-à-porter féminin de 1997 à 2003. Mais en 2009, alors qu'il est à l'apogée de son art, l'industrie est en train de changer sous l'influence des grands groupes et de la mondialisation. Il annonce arrêter la mode...

« Martin Margiela n'est jamais dans la séduction. Il aurait pu gagner davantage d'argent et être plus connu. Mais il est resté dans la vérité et la cohérence »

Salomé Pirson Commissaire-priseur chez Maurice Auction

Depuis, bien des tendances, des directeurs artistiques et de nouveaux marchés ont émergé. Et pourtant, encore aujourd'hui, à peu près tous les (bons) designers se réclament de son héritage. Moins connu du grand public qu'un Jean Paul Gaultier ou qu'un John Galiano, il est aussi devenu une figure culte pour la jeune génération qui regarde son âge d'or sur TikTok. Ses chaussures Tabi, par exemple, s'arrachent en vintage et sont aux pieds de la Gen Z. L'homme, en revanche, s'est volatilisé. Déjà, en 1991, il avait choisi de revenir à l'anonymat et de refuser toute interview. Depuis, dit-on, une critique de Libération qui l'avait profondément meurtri - le journaliste Gérard Lefort avait jugé indécent son défilé sur un terrain de jeu en friche du 20^e arrondissement.

Après sa « retraite » des podiums, il n'a pas davantage montré son visage. Certains ont eu la chance de collaborer avec lui, à Paris, sur des projets muséaux (sa première rétrospective au Palais Galliera en 2018, « Margiela, les années Hermès » au Musée des arts décoratifs la même année) et artistique (une installation de son travail post-mode à la fondation Lafayette Anticipations en 2021).

Salomé Pirson, la cofondatrice de la maison Maurice Auction, fait partie des



chanceux à l'avoir rencontré en personne. « Il y a quelques mois, lorsque j'ai décroché mon téléphone et que j'ai entendu une voix me dire "Je suis Martin Margiela", j'avais peine à croire que c'était vrai. Et quand j'ai compris qu'il souhaitait que nous organisions la vente de ses archives personnelles, oui, je me suis pincée... J'ai tout de même demandé s'il était sûr de vouloir vendre tous ces souvenirs. Il m'a répondu : "Avant de vous en parler, j'avais déjà bien réfléchi au sujet." »

Effectivement, Margiela n'est pas du genre à se lancer dans des projets au doigt mouillé. Pour cette vente mûrement pensée (orchestrée par Maurice Auction, en collaboration avec Kerry Taylor Auctions), il a non seulement sélectionné les 200 photographies, dessins et objets, de 1984 à 2008 (ainsi que des répliques miniatures de vêtements manquant à ses archives, qu'il a réalisées durant la pandémie), mais aussi dirigé les photographies des lots et annoté certaines pièces de ses souvenirs.

S'il s'est adressé à Salomé Pirson, c'est parce que c'est elle qui a vendu le fameux pull chaussettes en juillet dernier lors d'une vacation réunissant de grands noms de la mode du XX^e siècle. Elle encore qui avait organisé la vente « Martin Margiela, The Early Years : 1988-1994 », consacrée à l'incroyable collection de deux sœurs italiennes en janvier 2025. Elles avaient hérité de leur mère, Graziella Picozzi, propriétaire de la manufacture transalpine qui fabriquait, pour le créateur, les prototypes de chaque look de ses premières collections.

« Les lots étaient exposés dans un lieu iconoclaste boulevard Voltaire, un immeuble en friche sans électricité, en plein mois de janvier, où les pigeons volaient dans les salles, sourit-elle. L'événement a rencontré un succès aussi inattendu que phénoménal. Il est vrai que tomber sur ce stock d'une usine qui n'a pas bougé depuis le début des années 1990 était extraordinaire. Des milliers de personnes sont venues voir l'exposition, ça a été la plus importante vente de mode jamais réalisée en France. » Un record s'élevant à 1 889 000 euros !

À l'époque, Salomé Pirson avait échangé quelques mails courtois avec Martin Margiela. « La moindre des choses était de le prévenir de cette vente... Il

était assez surpris de ce montant. Il a pris conscience de cette communauté qui admirait son travail et était encore prête à dépenser pour ses créations. Il s'est dit que c'était peut-être le moment de se séparer des archives qui dormaient chez lui depuis des années, et d'en faire profiter les amateurs qui respecteraient ces objets. »

Toutefois, la commissaire-priseur prévient : « La vente de ce 9 juillet est très différente des précédentes. Je ne suis pas sûre qu'elle soit fondamentalement une vente de mode. Martin est un créateur de mode, en tout cas il l'a été, mais il est avant tout quelqu'un qui réfléchit, il a pensé sa marque comme une sorte de petite œuvre d'art. »

Il espère évidemment que des institutions, des musées seront parmi les acquéreurs, afin que ces archives soient exposées au plus grand nombre. « Mais il a également beaucoup de respect et de sympathie pour certains collectionneurs. »

Pour l'experte, ce catalogue de vente est son portrait en creux, tel un cadavre exquis. « On voit que, très jeune, il avait posé un cadre et qu'il n'en est jamais sorti, dans le bon sens du terme. Il n'a

jamais dénaturé l'essence même de son travail. C'est précieux, surtout dans la mode, où, sur le long terme, un directeur artistique peut être soumis à la tentation du pouvoir, de l'argent, des tendances... »

Cette constance, cette consistance, n'est-elle pas justement la marque des grands ? « J'ai l'impression que la plupart des designers célèbres ont ou avaient un côté diva. À un moment ou à un autre, ils ont eu envie de séduire. Lui n'est jamais dans la séduction. Il aurait pu gagner davantage d'argent et être plus connu. Mais il est resté dans la vérité et la cohérence, c'est quelqu'un d'ancré, qui a toujours eu sa propre marque, qui a compris comment fonctionnait sa clientèle. »

Son passage chez Hermès a été particulièrement instructif, les clientes historiques du sellier n'étant pas celles de « ce couturier classé moderniste néo-révolutionnaire », comme le qualifie alors Le Figaro, avec ironie. Il va pourtant « iconiser » la maison avec quelques trouvailles restées dans la légende comme le collier clochette de 1998 (est. 200 €-400 €) et la montre Cape Cod à bracelet double tour. Elles font partie de cette vente, aux côtés d'une soixantaine de tenues, sacs, accessoires et chaussures qu'il avait offerts à Léa Bouchet, sa mère. Elle l'avait soutenu, depuis sa petite enfance, dans son désir de devenir styliste. « Est également présentée la garde-robe Hermès de ma défunte mère, qu'il deve-



1. Lot de look books de différentes lignes datant de 1988 à 2008 (est. 100 €-500 €).

2. Chemise vareuse, emblématique du style Martin Margiela pour Hermès, avec tee-shirt et jupe (est. 400 €-1 000 € l'ensemble).

3. Très rare sac Initial d'Hermès (automne-hiver 2002-2003) de Léa Bouchet, mère de Martin Margiela (est. 4 000 €-5 000 €).

4. Paire de Tabi taguée par le public lors de l'exposition au Musée Galliera en 1991 (est. 30 000 €-50 000 €).

5. Premier dossier Maison Martin Margiela de 1987 (est. 5 000 €-8 000 €) où le créateur a dessiné « quelques silhouettes et accessoires dans l'esprit de (sa) maison de couture imaginaire », écrit-il dans le catalogue de la vente.

6. Collier clochette en cuir noir, créé en 1998 par Martin Margiela pour Hermès, issu de la garde-robe de Léa Bouchet (est. 200 €-400 €).

nait difficile de conserver en parfait état. Ces créations, toutes issues de mon passage chez Hermès entre 1997 et 2003, nécessitent un soin particulier malgré la très grande qualité de leur fabrication et de leurs matériaux », écrit Martin Margiela dans le catalogue.

Parmi les lots figurent aussi sa blouse blanche personnelle de 1988 (est. 3 000 €-5 000 €, mais parions qu'elle partira pour beaucoup plus), le premier dossier de 1987 où il pose les bases de sa silhouette et l'esprit de sa maison de couture imaginaire (est. 5 000 €-8 000 €), son premier test de voile de coton pour le visage (est. 2 000 €-3 000 €), son téléphone à cadran repeint en blanc (est. 3 000 €-5 000 €). Et ces

« Graffiti Tabi » estimées entre 30 000 euros et 50 000 euros. D'après leur créateur, « cette paire en particulier est le résultat de ma première exposition collective au Musée Galliera, à Paris. J'aimais l'idée que les visiteurs puissent laisser des messages sur les murs et le sol peints en blanc, mais ils ont aussi écrit, de manière inattendue, sur les bottes Tabi peintes en blanc. J'adore ce résultat spontané. »

Exposition du 4 au 8 juillet dans un lieu non encore communiqué, vente aux enchères le 9 juillet.

7. Test de voile pour Maison Martin Margiela. « Dès le début, j'avais en tête de créer un voile couvrant entièrement le visage des mannequins. Ainsi, toute l'attention se portait sur les vêtements », écrit-il dans le catalogue (est. 2 000 €-3 000 €).

8. Téléphone personnel peint en blanc (est. 3 000 €-5 000 €).

La caméra qui fait son cinéma

Pascal Grandmaison

Présentée à Cannes, la DJI Osmo Pocket 4P vise les influenceurs, les cadres professionnels et tous les amoureux de belles images.

Les stars avancent lentement sur le tapis rouge, inaccessibles, entourées d'un cordon sécuritaire doublé d'un cortège de badauds. Idéalement placé sur un balcon en regard de la scène, nous filmons les invités avec une précision redoutable. Notre zoom optique 3x, extensible à 12x, saisit les expressions des visages comme si l'on se trouvait à quelques mètres d'eux. Plus tard, sur l'écran d'un ordinateur, nous découvrons des vidéos d'une qualité sensationnelle, comparables à celles délivrées par une caméra de cinéma.

Nous avons testé la DJI Osmo Pocket 4P. Cette caméra portable et stabilisée a été présentée en avant-première par le constructeur chinois pendant le Festival de Cannes. La marque souhaitait ainsi sensibiliser les influenceurs présents pendant cette 79^e édition, les créateurs de contenu mais aussi les techniciens de l'industrie cinématographique aux performances exceptionnelles de ce petit bijou. Il s'agit d'une caméra portable comprenant une poignée stabilisée mécaniquement sur 3 axes, un mini-écran orientable (2 pouces en mode portrait ou paysage) et deux objectifs 1x et 3x. Elle délivre des images 4K/240fps d'une qualité cinématographique, notamment grâce à l'intégration du profil colorimétrique 10 bits D-Log2, permettant de conserver le maximum d'informations de couleurs et de réaliser un étalonnage professionnel des couleurs. L'impressionnant capteur 1 pouce promet une plage dynamique exceptionnelle de 17 stops, afin de saisir finement les zones d'ombre et de lumière dans une unique prise. À titre d'exemple, un smartphone haut de gamme, type iPhone 17 Pro Max, varie entre 10 et 13 stops, un appareil photo plein format atteint 14 à 15 stops, tandis qu'une caméra de cinéma Arri évolue entre 16 et 17 stops. Enfin, l'appareil dispose d'une mémoire de stockage interne de 128 Go, extensible via carte mini-SD, ainsi que d'une autonomie de près de 4 heures. Ajoutons l'appli mobile DJI Mimo qui permet de voir les images en temps réel sur l'écran d'un smartphone ou de les télécharger pour un montage ultérieur (chargement possible également par câble USB-C). « Pour des raisons de maniabilité et d'accès, il est courant de réaliser des films en mixant des caméras à petits capteurs avec des modèles de cinéma, détaille Donovan Davis, spécialiste produit pour DJI et réalisateur de films aux États-Unis. Cela impose cependant un important travail de postproduction pour unifier le rendu des scènes. Grâce à la dynamique de 17 stops et au profil D-Log2 de la Pocket 4P, le mélange se fait naturellement, sans nécessiter d'adaptations interminables et coûteuses. »

En privilégiant un sujet relativement éloigné de l'arrière-plan, il est possible de créer un bokeh (flou d'arrière-plan) naturel et élégant

À l'ère des smartphones et de leurs capacités vidéo spectaculaires, le grand public pourrait s'interroger sur l'intérêt de posséder un appareil supplémentaire pour filmer. La Pocket 4P présente plusieurs avantages. Premièrement, la nacelle 3 axes assure une stabilisation mécanique réelle. En compensant physiquement les mouvements (tremblements, marche, travellings...), elle offre un rendu plus stable et plus cinématographique que la stabilisation logicielle des mobiles. Deuxièmement, la taille compacte autorise un rangement facile, un démarrage rapide ainsi qu'un maintien moins fatigant qu'avec un smartphone. C'est parfait pour les longues sessions. De plus, on évite de vider la batterie de son mobile et de saturer sa mémoire. Enfin, l'appareil apparaît

beaucoup moins visible qu'un téléphone XXL. On peut filmer dans la rue de manière relativement discrète. Ajoutons que la caméra dispose de modes vidéo avancés avec notamment le suivi automatisé de sujets ou de visages. C'est idéal pour faire des mouvements de caméra tout en conservant le sujet parfaitement au centre de l'écran, à la manière d'un cadreur professionnel. Pour rappel, DJI, leader des drones grand public, a également réalisé un carton avec son Osmo Pocket 3, notamment en Asie (estimation de plus de 10 millions d'unités vendues). Il a lancé la Pocket 4 le mois dernier, simple évolution de la précédente mouture, avant cette performante Pocket 4P, destinée à un nouveau public.

Nous avons testé l'Osmo Pocket 4P pendant différentes manifestations du Festival de Cannes. En plein soleil comme dans l'obscurité, sur les marches du Palais, sur la plage comme dans le feu d'une soirée endiablée, elle a toujours donné des résultats irréprochables. Elle nous a séduit par sa rapidité de mise en action, faisant le point presque instantanément, et par la précision de ses images (sans dureté). En privilégiant un sujet relativement éloigné de l'arrière-plan, il est possible de créer un bokeh (flou d'arrière-plan) naturel et élégant. Rien à voir avec le flou artificiel produit par certains smartphones. Pour nous assurer de l'intérêt de l'Osmo 4P, nous l'avons comparée à un smartphone 17 Pro Max, référence mobile incontestée en matière de vidéo. Les images se sont révélées mieux centrées sur le sujet et moins sur l'environnement, pour un rendu cinématographique. Les smartphones ont tendance à tout rendre net et à fatiguer l'œil à la longue. De même, l'Osmo a produit des couleurs plus na-

L'Osmo a produit des couleurs plus naturelles et plus riches, là où l'iPhone a eu tendance à forcer les teintes, souvent via l'IA, pour rendre le ciel plus bleu ou l'herbe plus verte

turelles et plus riches, là où l'iPhone a eu tendance à forcer les teintes, souvent via l'IA, pour rendre le ciel plus bleu ou l'herbe plus verte. Les disparités restent subtiles au premier regard mais elles font toute la différence au moment de toucher à la colorimétrie. Enfin, nous avons confronté deux prises réalisées en marchant. L'Osmo est restée parfaitement fluide, comme si la captation avait été réalisée avec un steadycam de tournage, tandis que l'iPhone a produit des clips relativement saccadés, brutaux, désagréables à suivre. Certes, on aurait pu lui adjoindre un stabilisateur mécanique, un DJI Osmo mobile par exemple. On se serait alors embarrasé d'un dispositif supplémentaire aussi encombrant que l'Osmo 4P. Ajoutons que l'objectif 3x produit des contenus comparables à ceux réalisés avec l'objectif principal (les visages apparaissent extrêmement précis), contrairement aux smartphones, dont les zooms, même optiques, demeurent toujours de qualité inférieure. En revanche, en mode photo, un mobile premium reste plus efficace, qualitativement et en matière de connectivité puisqu'il est possible de partager les fichiers en quelques clics. L'Osmo 4P peut heureusement être connectée à une appli mobile. C'est indispensable pour envoyer des fichiers mais aussi pour travailler précisément l'image ailleurs que sur une surface minuscule de 2 pouces. Pour les productions sérieuses, on conseillera d'associer un iPad afin de vérifier en temps réel la qualité parfaite de la prise de vue (cadrage, lumières, exposition...).

Magnifique outil de travail, la DJI Osmo Pocket 4P séduira les influenceurs, les vlogueurs, les profession-



nels du cinéma, les créatifs en herbe et tous les amoureux de belles images. M. Tout-le-Monde filmiera sans délai avec le profil couleur 10 bits, à la manière d'un smartphone, pour produire de belles séquences stabilisées. Les créatifs exigeants exploiteront le profil D-Log2 pour bénéficier de tout le potentiel de la machine. Attention cependant à la taille des fichiers, surtout en

4K. Il faudra certainement ajouter des cartes SD pour augmenter le stockage. De même, il conviendra de retoucher les rushes pour pouvoir les exploiter. Chacun fait son cinéma à sa manière. La caméra doit sortir courant juin, mais son prix n'a pas encore été annoncé. La Pocket 4 s'échangeant à 499 euros, tablons sur un budget entre 750 et 799 euros. ■

L'Osmo Pocket 4P séduit par sa rapidité de mise en action, faisant le point presque instantanément, et par la précision de ses images. DJI

“UN FILM QUI A DU SOUFFLE ET DU CŒUR” LE FIGARO

FESTIVAL DE CANNES
SÉLECTION OFFICIELLE 2026
HORS COMPÉTITION

LA BATAILLE DE GAULLE
L'ÂGE DE FER
UN FILM DE ANTONIN BAUDRY

MERCREDI AU CINÉMA

BFMTV. BNP PARIBAS. LA TRIBUNE. Brut. TFI+. MATCH. LE FIGARO.

© 2026 PÉRIE FILMS - PFI FILMS PRODUCTION - BELLEJOUR - RIVER PRODUCTIONS - ANTONIN BAUDRY ALPES DIGITAL

Plus de longues avenues entre des parterres symétriques mais des sentiers ondulants. Plus de bassins rigoureux mais des étangs et des rivières sinueuses. Et encore : semés çà et là comme au hasard (quoiqu'en réalité selon quel point de vue propice) mille folies ou fabriques. Chalets rustiques, montagnes et cascades toutes de chic, ponts de bois ou de pierres aux lignes de toutes époques, fausses grottes d'ermite, pyramides, maisons de coquillages, temples antiques ou exotiques. Et jusqu'à des manèges qui furent les ancêtres de ceux de nos parcs d'attractions.

Qu'elle étonne, cette vaste maquette installée à l'entrée du Grand Trianon de Versailles ! Dans ce lieu jadis dédié à l'intimité des souverains, elle synthétise toutes les inventions et fantaisies des jardins conçus durant la seconde moitié du XVIII^e siècle. Chacun formait comme un concentré du monde, une galerie de boules à neige touristiques, où le noble mais aussi désormais de plus en plus l'honnête homme pouvaient batifoler et s'égayer à loisir. Loin du protocole pour le premier, plus prêt des sens et du savoir pour le second. De tels espaces étaient les symptômes de la liberté moderne à venir.

Avec la maquette, une exposition détaille précisément cette mutation paysagère, opérée ici même autour du hameau de Marie-Antoinette comme alors un peu partout en Europe. Cette révolution verte est partie d'Angleterre, et notamment de ses plus grands propriétaires fonciers. Ces lecteurs des physiocrates vénéraient la nature car elle était, pour eux, par l'agriculture et ses progrès, le socle de leur enrichissement. Leurs domaines, tels ceux de Stowe, Stourhead ou Kew, ont les premiers gommé la césure entre jardin palatial et nature environnante. Le parc paysager y est né. On peut le voir dans cet exemple très abouti qu'est *Stourhead : View Over the Lake*, aquarelle réalisée par William Turner en 1798 (envoi de la Tate Britain de Londres).

De prime abord, un tel milieu semble sauvage, intouché tel le paradis primordial. Cela, alors même qu'il a été considérablement travaillé et qu'il est soigneusement entretenu. Cette facticité à ses charmes - l'impression d'harmonie entre l'homme et la nature - mais aussi ses travers kitsch ou folkloriques avec ces fausses montagnes, ce mini Vésuve crachant des flammes dans le parc d'un prince saxon ou ces faux cours d'eau.

Ce jardin, nouvelle Cythère, n'a pas surgi d'un coup. « Il est arrivé plutôt à côté, puis a en partie grignoté celui à la française, expression d'un absolutisme progressivement remplacé par le despotisme éclairé », résume Elisabeth

Au Grand Trianon, quand le jardin faisait sa révolution

Éric Biétry-Rivierre

Versailles ravive le tournant horticole des années 1750-1800, au moment où le goût préromantique pour une nature d'apparence libre est progressivement préféré au classicisme à la Le Nôtre.



Illumination du belvédère du Petit Trianon (1781), de Claude-Louis Châtelet, reflète l'harmonie voulue entre l'homme et la nature. CHÂTEAU DE VERSAILLES, DIST. RMN CHRISTOPHE FOUIN

Maisonnier, conservatrice en chef chargée des dessins au château et cheville ouvrière de l'événement. Le Nôtre n'est plus, Louis XIV s'est éteint en 1715. Seulement quinze ans après naît donc ce jardin préromantique, dit « anglo-chinois ». Ainsi l'île et son empire ont un coup d'avance ; même si ses colonies américaines s'éloignent à son grand dam, elle a déjà un orteil dans l'ère industrielle et sa haute bourgeoisie triomphe.

Aux cimes, les tableaux champêtres ont les mêmes atmosphères féeriques que ceux du siècle précédent, mais les fêtes y semblent plus décontractées. Le pique-nique venu d'outre-Manche en France au commencement du XVIII^e y apparaît fré-

quemment ; installé au sein d'une nature qui ne paraît plus asservie mais élégamment décoiffée. Et qui mime tous ses possibles. Accrochée d'emblée, *Conversation dans un parc* de Thomas Gainsborough (Louvre) fait, sur ce plan, une allégorie parfaite. Sui-vent des plans jardiniers. Que de variété dans ces schémas à géométrie expurgée, et que de raffinement général, moins ostentatoire, plus intime, quoique toujours expression de la puissance. La faute à Rousseau, promeneur pas si solitaire et grand rêveur dans ces espaces ? On l'observe ici, dans un dessin de Georges-Frédéric Meyer, paisible en train d'herboriser.

Mais la faute revient également à son mécène, le marquis de Girardin,

qui lui a ouvert Ermenonville avec son île des peupliers où le philosophe repose (la maquette de son tombeau par Hubert Robert est là). C'est aussi l'influence des explorateurs qui amènent sur le Vieux Continent quantité d'essences nouvelles ainsi qu'une moisson de croquis d'un pittoresque inédit ; celle de Buffon et son *Histoire naturelle* ainsi que tous les compilateurs de l'époque ; des Lumières enfin. Toujours dans l'air du temps, Voltaire en conclusion de son *Candide* compare le sage à celui qui sait cultiver le jardin commun.

On l'aura compris : ce parcours est autant une exposition de société que d'art. Signalons à ce propos les prêts exceptionnels accordés. Entre la

vaisselle de sa laiterie, divers exemples du mobilier des fabriques (chaise en faux bambou, banquette de mousse et stalactites, trône pékinois de fabrication française), parmi des costumes et des chapeaux de paille de fleurs sauvages brodées, voici par exemple le plus fameux des portraits de Marie-Antoinette. Celui, accordé par le château de Wolfsgarten en Allemagne où, devant le chevalier d'Élisabeth Vigée-Le Brun, la jeune reine a posé en robe de coton très légère. Cela a bousculé l'étiquette et fait scandale en 1783.

Auparavant, on sera passé devant quatre paysages, grands décors signés Hubert Robert qui alternaient avec les fenêtres dans le boudoir-salle de bains de Bagatelle. Ce sont des prêts du Met de New York. Le portrait de la princesse d'Orange-Nassau dans son pavillon-jardin est, lui, un chef-d'œuvre de Tischbein venu de Bordeaux. Et en apothéose finale, *La Fête à Saint-Cloud* de Fragonard, d'habitude peu visible à la Banque de France, retrouve à l'issue du parcours, dans une scénographie vieux rose, deux de ses quatre pendants : *La Balançoire* et *Colin-maillard* (National Gallery of Art, Washington).

« Ce jardin, nouvelle Cythère, est arrivé plutôt à côté, puis a en partie grignoté celui à la française, expression d'un absolutisme progressivement remplacé par le despotisme éclairé »

Élisabeth Maisonnier
Conservatrice en chef

On se dit alors que devant ces jardins secrètement factices, sans plus de frontières entre nature et arts décoratifs, Marie-Antoinette n'a pu voir du monde autour d'elle qu'un simulacre aimable. Un spectacle, tableau ou théâtre, un gigantesque pastiche ludique. Témoin : la grande vue peinte du Rocher aux automates, attraction créée pour Stanislas Leszczyński à Lunéville et aujourd'hui disparue. Au pied du château, pas moins de 88 personnages à taille réelle s'animaient pour former une société idéale !

Témoin encore, à visiter dans la foulée, le vrai-faux hameau de la Reine demeuré à peu près intact. Par lui se maintient l'idée de ce qu'ont pu être la Folie de Chartres, Bagatelle et bien d'autres de ces jardins « anglo-chinois » eux complètement disparus, victimes pour la plupart de l'urbanisation. ■

Jusqu'au 27 septembre au Grand Trianon de Versailles. Catalogue *El Viso*, 368 p., 39 €. Tél. : 01 30 83 78 00. www.chateauversailles.fr

Les sages retrouvailles de Philippe Jordan avec l'Opéra de Paris

Christian Merlin

Le chef était de retour au sein de l'orchestre qu'il a dirigé pendant douze ans pour un concert donné à la Philharmonie. Il a proposé un « Requiem » de Berlioz tout en maîtrise.

Philippe Jordan n'avait plus dirigé l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra national de Paris depuis qu'il en avait quitté la direction musicale, fin 2020, après douze années aussi harmonieuses que fructueuses. Alors que le maestro s'apprête à se réinstaller à Paris dans un peu plus d'un an pour prendre la tête, cette fois, de l'Orchestre national de France, c'est un joli coup pour l'Opéra d'avoir organisé des retrouvailles le temps d'un concert à la Philharmonie.

Pour rendre justice à l'événement, il fallait une œuvre à la mesure de la tétralogie wagnérienne qui avait marqué le point culminant de leur mariage artistique voici cinq ans. Point de Wagner, cette fois, mais son pendant français : Berlioz, dont le *Requiem* est un monument hors norme. À la création de cette *Grande messe des morts*, commandée par Louis-Philippe en 1837, 450 exécutants avaient été réunis. Ils n'étaient

« que » 230 le 22 mai dernier, 130 instrumentistes et une centaine de choristes, mais l'acoustique de la Philharmonie est si généreuse qu'elle permet au son de se déployer sans saturation ni déperdition.

Palette dynamique

Une œuvre bien singulière, ce *Requiem* de Berlioz, où une pompe quelque peu protocolaire côtoie les inventions les plus audacieuses, comme ces accords de quatre trombones dans l'extrême grave et quatre piccolos dans l'extrême aigu qui conjurent quelque monstre de l'enfer. Philippe Jordan reste fidèle à lui-même, chef rigoureux et élégant, qui préférera toujours le travail bien fait à l'excès, même un jour comme celui-ci. Quitte à paraître corseté : que l'on ne compte pas sur lui pour ouvrir les vannes !

Dans Berlioz, cela n'a pas que des inconvénients. Cette maîtrise permet d'éviter tout pompiérisme et de rendre justice à la palette dynamique,



C'est avec rigueur et panache que Philippe Jordan a dirigé l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra de Paris, à la Philharmonie, le 22 mai.

SÉBASTIEN MATHÉ/ONP

tout en soignant les couleurs dans l'« Hostias » ou la douceur dans l'« Offertoire ». Mais son souci permanent de fuir l'ostentation a aussi ses limites. À force de tout contrôler, un certain ennui finit par s'installer. Comme si la peur du débordement avait nui à la prise de risque, dans une œuvre monstre où l'on ne déteste pas se sentir en danger. Exemple typique des limites de la volonté de contrôle :

les fameuses fanfares du « Tuba mirum ». Berlioz a réparti aux points cardinaux quatre groupes de cuivres, dont les appels du jugement dernier sont prolongés par les grondements de dix timbaliers sur le plateau. La Philharmonie permet cette spatialisation, et le chef a gardé le contact visuel avec les glorieux cuivres de l'orchestre, mais la prudence de sa battue n'a pas empêché les décalages, auxquels la captation radiophonique devrait remédier. Un peu loin, Pene Pati, pour sa brève mais délicate intervention du « Sanctus » : placé tout en haut du « balcon de la reine », à jardin, le ténor n'est pas toujours audible, angélique à souhait mais en forme moyenne.

Belle prestation du Chœur préparé par Ching-Lien Wu, même si la justesse fait parfois défaut dans les voix aiguës. Quant à l'Orchestre de l'Opéra, l'enfant prodige Philippe Jordan y retrouvait tant de visages connus, auxquels s'adressait collectivement l'étreinte dont il a gratifié le premier violon Petteri Iivonen. Mais le maestro a pu aussi constater des renouvellements salutaires, et il eut bien raison de faire applaudir le nouveau cor anglais solo Rémi Sanchez, dont le jeu habité dans le « Quid sum miser » a pleinement justifié le recrutement il y a cinq mois. ■

Disponible à la réécoute sur France Musique : <https://www.radiofrance.fr/francemusique/podcasts/le-concert-de-20h>



Nippon gekijo shashin-cho (« théâtre japonais, album photographique ») de Daido Moriyama, cliché pris en 1968, à Shibuya, l'un des arrondissements de Tokyo. À droite : Arrêt de bus de Kazuo Kitai, photographie de la série *Histoires de Shinsekai*, pris en 1980, à Osaka. DAIDO MORIYAMA PHOTO FOUNDATION - KAZUO KITAI

La photographie japonaise rayonne à Paris

Michaël Naulin

Daido Moriyama, à la Fondation Henri Cartier-Bresson, et Kazuo Kitai, à la Maison de la culture du Japon, offrent un réjouissant panorama du style nippon d'après-guerre.

C'est un heureux hasard du calendrier. Paris accueille simultanément deux maîtres japonais : Daido Moriyama, figure de proue de sa génération, à la Fondation Henri Cartier-Bresson, et Kazuo Kitai, dont l'œuvre humaniste - et méconnue en France - est à découvrir à la Maison de la culture du Japon. Une belle occasion d'apprécier la diversité de la photographie nipponne.

A-t-on déjà tout dit à propos de l'œuvre de Daido Moriyama ? Avec « Lettres d'amour à la photographie », la Fondation Henri Cartier-Bresson propose non pas une rétrospective - le festival Kyotographie s'en est récemment chargé - mais un voyage intime dans le processus créatif du photographe, véritable amoureux et penseur de l'image. « C'est une exploration de son obsession pour la photographie elle-même », précise Clément Chéroux, commissaire de l'exposition et directeur de la fondation.

Depuis ses débuts, Moriyama, 87 ans, n'a cessé de questionner le médium. *Shashin yo sayonara* (« Adieu, photographie »), son livre le plus radical, publié en 1972, est à l'honneur. Images volontairement floues, négatifs malmenés, cadrage aléatoire, grain épais, sujets abstraits... L'artiste a brisé les codes de la « belle photographie ». La sienne est libre, instinctive, frénétique, quasi animale. Ses publications dans les magazines spécialisés (*Asahi Camera*, *Provoke*, *Shashin Jidai*...) deviennent ses tribunes.

La salle principale dévoile sa plus grande obsession : la première photo de l'histoire, *Point de vue du Gras*, réalisée par Nicéphore Niépce depuis sa fenêtre de Saint-Loup-de-Varennes, en Saône-et-Loire, entre 1826 et 1827, dont nous célébrons cette année le bicentenaire. Une reproduction encadrée - généreusement prêtée par l'artiste - a longtemps trôné au-dessus de son lit. Il avait pris l'habitude d'entamer chaque pellicule par un cliché du poster. Il se rendra aussi à Saint-Loup-de-Varennes, et ira même jusqu'à Austin, au Texas, où est conservée la plaque originale - que l'on espère revoir en France pour les 200 ans.

Tout n'a pas été dit sur Moriyama. Car tout n'a pas été traduit. La plupart de ses textes - il est l'auteur de plus de 200 livres de photographie -, souvent écrits sous forme de journaux intimes, ne sont disponibles qu'en langue originale. « En dehors du Japon, nous n'avons accès qu'à la moitié de son œuvre », déplore Jean-Kenta Gauthier, conseiller scientifique de l'exposition. Cette dernière, en plus de rendre un bel hommage à l'histoire d'amour entre Moriyama et la photo, a permis la traduction inédite en français de vingt-deux d'entre eux. Il était temps.

Il était temps aussi de découvrir l'œuvre de Kazuo Kitai. Bien moins exportée que ses contemporains Daido

Moriyama, Nobuyoshi Araki ou Hiroshi Sugimoto, pour ne citer qu'eux, sa photographie humaniste est pourtant remarquable. « Kazuo Kitai. L'éloge du quotidien » offre une rétrospective de près de 130 tirages étalés dans une scénographie complète et soignée.

Né en 1944 en Chine (Mandchourie), avant de revenir au Japon après la guerre, Kazuo Kitai n'a pas suivi le même chemin que ses contemporains. « Au moment de la haute croissance économique du Japon, les photographes comme Moriyama s'intéressent aux grandes villes. Kitai, lui, décide de partir dans les campagnes pour photographier les villages sur le point de disparaître », explique Koichi Makise, directeur de la programmation de la Maison de la culture du Japon.

Ses premiers clichés sont au cœur des mouvements contestataires étudiants de la fin des années 1960. Il parcourt ensuite le pays, en train, en bus, à pied, pour garder une trace d'une vie rurale que le miracle économique des villes a laissée à l'abandon. Étudiant, il avait découvert le Français Eugène Atget (1857-1927), photographe du Paris populaire. « Comme lui, je voulais capturer l'existence ordinaire des gens ordinaires, non pas avec un regard de photographe, mais à hauteur de la vie des gens », écrit-il.

« Au moment de la haute croissance économique du Japon, les photographes comme Moriyama s'intéressent aux grandes villes. Kitai, lui, décide de partir dans les campagnes pour photographier les villages sur le point de disparaître »

Koichi Makise

Directeur de la programmation de la Maison de la culture du Japon

Dans un noir et blanc parfois proche du fusain, Kazuo Kitai réalise l'album de famille des campagnes japonaises. Des grappes d'enfants chassent l'ennui dans les ruelles. Les jeunes actifs et les parents sont partis en ville. Seuls les grands-parents restent. Les traditionnels spectacles de kabuki et les fêtes religieuses rythment encore le quotidien, mais pour combien de temps ? L'ambiance est brumeuse, presque mystique. Kitai a été marqué par la Nouvelle Vague, en particulier *Nuit et brouillard*, d'Alain Resnais (1956). Les intérieurs et les scènes de vie familiale nous rappellent les films de Yasujiro Ozu.

Ces images sont aussi de précieux documents sur les métiers d'autrefois : la culture traditionnelle du riz, la pêche dans les rivières ou celle en apnée des fameuses plongeurs ama. Lentement, ces savoir-faire et la vie

communautaire agricole s'évaporent, « marquant la fin d'un certain Japon du "bon vieux temps" », écrit le photographe. Une profonde mélancolie s'en dégage. La télévision s'est invitée dans les foyers. Les maisons se vident. L'avenir est à la ville. Avec la même sensibilité, Kazuo Kitai suivra l'exode rural vers les cités-dortoirs et la vie dans les quartiers populaires. Cette volonté de garder une trace nous rappelle la démarche de Madeleine de Sinéty

(1934-2011), exposée au Jeu de Paume, à Paris, à partir du 12 juin prochain.

À 81 ans, Kazuo Kitai se consacre désormais à un travail plus introspectif. Sa dernière série, *Iroha*, réinvente les projets de sa jeunesse à coups de peinture. La fin de l'exposition mentionne discrètement une série réalisée en France - son pays préféré - dans les années 1970. *Furansu hōrō* (« Vagabondage en France »), publiée dans le magazine *Asahi Graph*, témoigne en

couleur de la vie quotidienne à Paris, à Vannes, en Auvergne ou sur les quais de Marseille. Elle mériterait une exposition dédiée. À bon entendeur. ■

« Daido Moriyama. Lettres d'amour à la photographie », à la Fondation Henri Cartier-Bresson (Paris 3^e), jusqu'au 4 octobre.

« Kazuo Kitai, l'éloge du quotidien. Soixante ans à photographier le Japon », à la Maison de la culture du Japon (Paris 15^e), jusqu'au 25 juillet.

Salon du Livre Saint-Germain-des-Prés
DES PAGES AVANT LA PLAGE

06 · 07
JUIN 2026

SAMEDI 06 JUIN DE 10 H À 19 H
DIMANCHE 07 JUIN DE 10 H À 19 H

ENTRÉE GRATUITE
PLACE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS - PARIS 6

DICTÉE GÉANTE / CONFÉRENCES / CAFÉ LITTÉRAIRE / ATELIERS D'ÉCRITURE ET DE LECTURE
EN PARTENARIAT AVEC LES MOTS · T1 Marcel

Fondation Jean Michalski vivendi LES DEUX MAGOTS MONTBLANC FERRERO LE FIGARO BELAM LIPP Hôtel de France

« Thalassa » : cap sur le Brésil

Mathilde Seifert

Diego Buñuel nous offre une plongée dans la nature sauvage, notamment aquatique, de ce pays qui compte 8 000 kilomètres de côtes.

Des lagunes d'eau douce jusqu'aux étendues d'océan aux fonds marins particulièrement riches, cet épisode de « Thalassa, aventures extrêmes » : Brésil, au rythme de l'océan, dévoile des paysages à couper le souffle. Sans jamais perdre de vue sa raison d'être, offrir une plongée dans la vie sauvage, parfois dangereuse, du pays exploré.

Diego Buñuel montre, comme toujours, son goût du risque. Il se révèle capable de partir à la recherche (quasi-ment à l'aveugle) de crabes en plongeant son bras dans la boue de la mangrove ou de se confronter au danger en se rendant sur Queimada Grande. « C'est une île unique car elle abrite un serpent endémique qui est la vipère fer de lance dorée. Cette vipère est l'une des plus venimeuses au monde. Seuls les chercheurs peuvent accéder ici, ainsi que l'armée, pour entretenir le phare », explique Ligia Garcia Germano. Dans ce lieu interdit au public, l'animateur a pu se greffer à une équipe de scientifiques venus procéder à des études des reptiles. Si l'erpétologue et ses confrères ont

évolué dans cet environnement hostile durant cinq jours, Diego Buñuel, lui, s'y est aventuré pour 24 heures.

Un lieu unique

« Le problème, c'est que j'ai voulu renommer "Thalassa" "Aventures extrêmes". Donc, ça m'oblige à chaque fois à faire des trucs. (Rire) Je ne vais pas en vacances. J'ai passé la nuit sur cette île inhabitée avec plus de quatre mille serpents, qui sont parmi les plus dangereux au monde, au venin le plus puissant qui existe », reconnaît l'aventurier. Pour parer à d'éventuels accidents, un médecin urgentiste s'est joint au périple. « On est très loin de la ville, le premier hôpital est à 300 kilomètres. En cas de morsure, il est impératif de pouvoir intervenir dans les premières minutes afin d'éviter une mort quasi certaine » détaille-t-il.

Le Brésil compte près de 8 000 kilomètres de côtes, le long de l'Atlantique. Tout au nord, à Noronha, se trouve la baie des Golfinhos. Un endroit unique, demeurant le seul au monde où les célèbres dauphins tourneurs - facilement reconnaissables par leur spectacle impressionnant pouvant aller jusqu'à



La baie des Golfinhos est le seul endroit au monde où les dauphins tourneurs se réunissent aussi nombreux.

FRANCE.TV STUDIO ET FRANCE TÉLÉVISIONS

sept tours sur eux-mêmes et pouvant vivre en groupe d'une centaine d'individus - se réunissent aussi nombreux. Et pour cause, aucun bateau ni prédateur n'y évolue. « Grâce à une politique de protection stricte, la population se porte bien. En moyenne plus de 350 dauphins viennent trouver refuge ici chaque jour », explique Diego Buñuel.

Mais ces sauts spectaculaires ne sont pas sans signification. C'est précisément ce qui est décrit dans le film,

grâce aux explications des biologistes marins qui ont choisi de dédier leur vie à l'observation et à la sauvegarde de ces cétacés. « Les dauphins sont des animaux très intelligents, leur façon de vivre ressemble à une démocratie », souligne l'une des scientifiques en expliquant sa passion.

Un littoral vivant et contrasté que beaucoup placent sous la protection de Yemanjá, la déesse de la mer. Tenant son origine d'Afrique, elle est célébrée dans les cultes afro-brésiliens et reconnue comme la mère des divinités de la nature. En plus d'être une force sacrée pour les Brésiliens, la mer est un gagne-pain. La pratique de la pêche y est centrale et se réalise, dans le nord

du pays, à bord de *jangadas*, des bateaux à fond plat traditionnels. Ces embarcations, considérées par certains comme l'ancêtre de la planche à voile, demeurent de véritables outils de travail. « Ce bateau donne plus de liberté, c'est comme si tu marchais sur l'eau », explique Sidney, la seule pêcheuse professionnelle dans la région ayant obtenu sa licence de la marine, il y a vingt ans. Et d'ajouter : « C'est une révolution ici, je suis une pionnière. » ■

« Thalassa, aventures extrêmes » : « Brésil, au rythme de l'océan » À 21h 05 sur France 5 Notre avis : ●●●○

« Sa Majesté des mouches » : un autre point de vue sur l'humanité

Julia Baudin

Adaptée du roman de William Golding par le créateur d'« Adolescence », cette minisérie peint les horreurs du monde à hauteur d'enfant.

Soixante-dix ans après sa publication, *Sa Majesté des mouches*, dystopie de William Golding et grand classique de la littérature britannique des années 1950 pour la jeunesse, connaît sa première adaptation pour le petit écran. Fait étrange, quand on connaît le succès du roman et son rayonnement.

« Si le roman est populaire et plutôt court, il n'en est pas moins difficile à transposer », note le créateur de la série, Jack Thorne. Pourquoi, alors, s'être lancé dans pareille aventure ? « Parce que c'est l'un de mes romans fondateurs, répond-il. Et parce que l'histoire qu'il raconte dit tout de l'humanité, de ceux qui la composent, du rapport à l'autre, des systèmes qu'elle s'attache à mettre en place - au fond, toujours les mêmes -,

des jeux de pouvoir et de sa violence. Le tout à hauteur de jeunes adolescents, ce qui rend le postulat plus brutal et sans doute plus inacceptable encore. »

Instincts primaires

La question de l'enfance, et de ce que le monde des adultes en fait, le passionne. Après *Skins*, qui suivait une bande d'ados livrés à eux-mêmes dans le Bristol des années 1990, *Glue*, sur le tsunami déclenché au sein d'un collège par la mort d'un élève de 14 ans, et surtout *Adolescence*, multiprimée, dont le postulat, les enjeux et la puissance ont fait vibrer le monde entier, il continue son exploration de cet âge à la fois si rude, si tendre et si incertain. « Je n'oublie jamais, dit-il, que les enfants sont les adultes de demain. »

Comme dans le livre éponyme, sa création a pour point de départ le crash d'un avion sur une île déserte dont seul un groupe de préadolescents, issus de la très bonne société britannique, réchappe. Passé la sidération, Ralph (Winston Sawyers), Jack (Lox Pratt), Piggy (David McKenna), Simon (Ike Talbut), Roger (Thomas Connor), Sam (Noah Fleming), Percival (Freddie Lee-Grey) et les autres tentent de s'organiser pour survivre.

La suite, on l'imagine, est un fiasco. Non du fait de leur jeune âge, mais de celui de leurs instincts. Et de la rapidité avec laquelle ils obèrent la somme des petits et des grands principes moraux dès lors qu'il y a un danger, quel que soit l'âge et quel que soit le milieu. Les plus forts prennent le pouvoir. Les plus

faibles sont sacrifiés. C'est ce que Jack Thorne tenait à démontrer à travers ces quatre épisodes.

La réalisation divise la critique mais n'en est pas moins étonnante. Elle emprunte à la survivaliste *Lost*, elle-même lointainement inspirée de Golding et Defoe. Ou encore à l'italienne *Anna*, dont l'héroïne abandonnait ses enfants à leur sort après la décimation de l'espèce adulte. Résultat : elle se construit autour des points de vue des quatre protagonistes, place les enfants dans un univers volontairement hostile et enclenche les rouages de la barbarie annoncée.

Le récit est édifiant. Porté, qui plus est, par de jeunes talents dont on imagine déjà les carrières à venir. Parmi eux, Lox Pratt, parfaitement odieux

dans le rôle de Jack, recruté il y a peu pour reprendre le rôle de l'infernal Drago Malefoy dans la série *Harry Potter*. « Faire jouer des enfants est toujours risqué. Les faire jouer entre eux, par 40 °C, sans adultes autres que les membres de l'équipe, rend l'exercice plus périlleux encore. Il s'est pourtant produit exactement ce que je recherchais. Ces jeunes comédiens se sont laissés happer, finissant par se prendre au vrai jeu de la fausse histoire. Et ils ont compris le livre, ses niveaux de lecture, l'effrayant de l'aventure et sa portée. » ■

« Sa Majesté des mouches », série en 4 épisodes. À 21h 10, sur Canal+ Notre avis : ●●●○

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

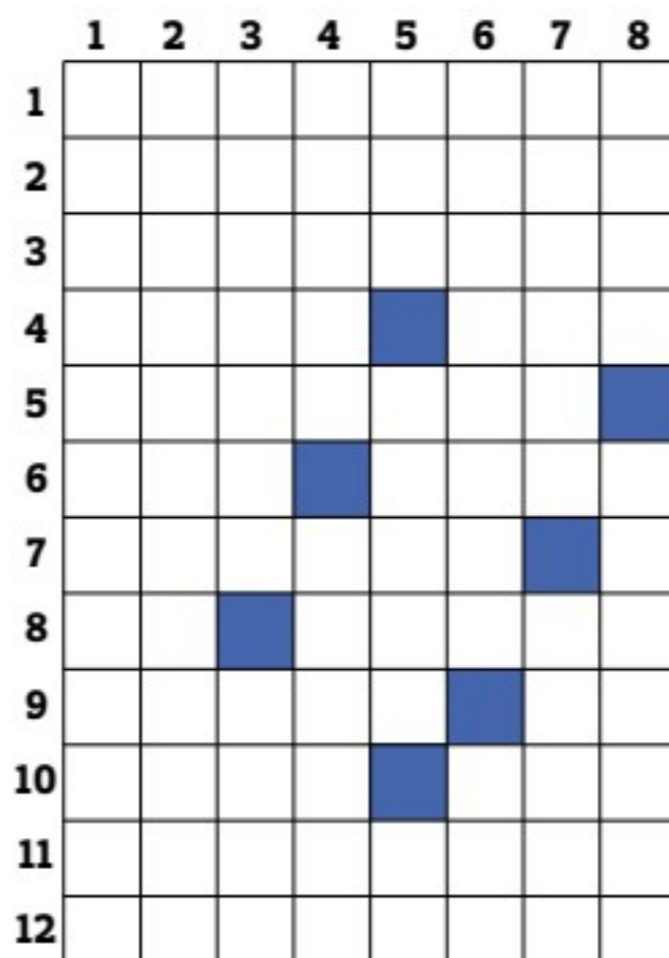
PROBLÈME N° 7245

HORIZONTALEMENT

1. Peintre qui a éclaboussé de son talent. - 2. Pièce bloquante. - 3. Selles de cheval. - 4. L'héritier du passé. On part dès qu'il arrive. - 5. Maintient en force. - 6. Un peu de poésie pour clore l'épisode. Terre ou eau, selon le sens. - 7. A la saveur du nectar. - 8. Suit le maître et initie l'esclave. Ne compte pas. - 9. Blancs cassés. Passage en secret. - 10. L'argent du Boer, de ses descendants du moins. On le prend après l'avoir laissé passer. - 11. Du monde de Samothrace. - 12. Séparée à la réception.

VERTICALEMENT

1. Stations totales. - 2. Courbe les formes. - 3. Rencontre en chemin ou bien en vue à la fenêtre. Bague de forge. - 4. Reste une essence même décapité. Piquée de partout. - 5. Condamne à l'inactivité pour un temps. Regarde par correction. Coupe de France. - 6. Spécialités lyonnaises. Fait partie des charges courantes. - 7. Avoir l'air d'une cloche. Accrochée au bout de la ligne. - 8. Cercle dans la marine. Prélèvement des parties lésées.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 7244

HORIZONTALEMENT 1. Céanothe. - 2. Opiacées. - 3. Nil. Hots. - 4. Snif. Rro. - 5. Tee. Aber. - 6. Rurales. - 7. Ur. IIs. - 8. Ciano. lo. - 9. Tel. Tass. - 10. Entollés. - 11. Unau. Bru. - 12. Réifiées.

VERTICALEMENT 1. Constructeur. - 2. Épineurienne. - 3. Allier. Altaï. - 4. Na. Ain. Ouf. - 5. Och. Alloti. - 6. Téorbes. Albe. - 7. Hêtres. Isère. - 8. Essor. Cossus.

LE FIGARO Jeux

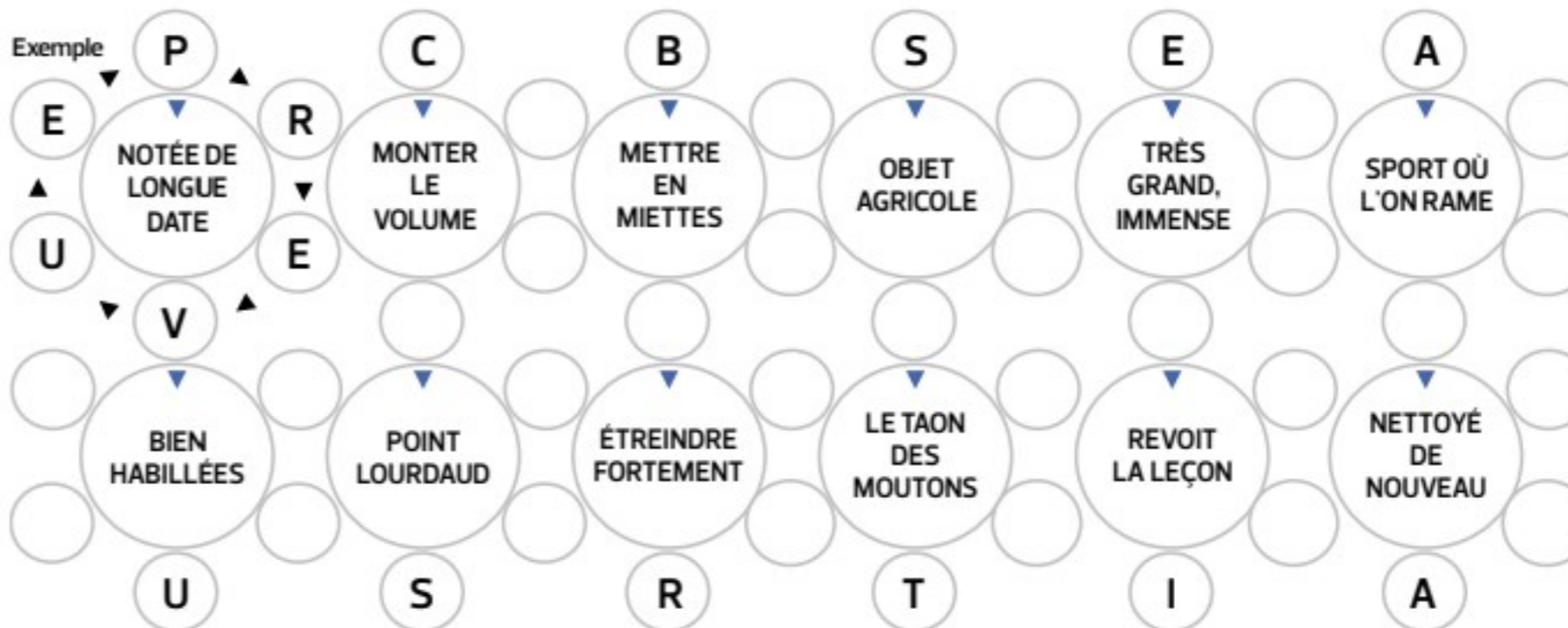
TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



RONDE DES MOTS®

RCI JEUX

Trouvez les mots correspondant aux définitions centrales et inscrivez-les autour de la case qui leur revient. La première lettre de chaque mot est indiquée par le triangle. Chaque mot se lit dans le sens des aiguilles d'une montre.



SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

SOLUTION DU N° 5459
7 8 4 3 2 9 1 5 6
2 9 3 5 6 1 4 8 7
6 5 1 7 4 8 9 2 3
4 2 9 8 5 6 7 3 1
5 1 7 2 9 3 6 4 8
3 6 8 1 7 4 5 9 2
8 3 6 9 1 5 2 7 4
1 7 5 4 8 2 3 6 9
9 4 2 6 3 7 8 1 5

SOLUTION DU N° 5460
1 6 5 4 7 8 3 9 2
9 7 8 2 6 3 1 5 4
2 3 4 1 5 9 6 8 7
6 2 1 7 9 5 8 4 3
3 4 7 8 1 2 9 6 5
8 5 9 3 4 6 2 7 1
5 8 3 6 2 7 4 1 9
7 1 6 9 3 4 5 2 8
4 9 2 5 8 1 7 3 6

SOLUTION DU N° 5461
9 7 6 5 4 2 1 3 8
3 4 8 1 6 9 5 2 7
2 1 5 7 3 8 6 4 9
8 6 7 2 1 5 3 9 4
4 2 1 6 9 3 8 7 5
5 3 9 4 8 7 2 1 6
6 5 3 9 2 4 7 8 1
1 9 2 8 7 6 4 5 3
7 8 4 3 5 1 9 6 2

LETTRES EN PLUS
RIMMEL - PATENT - JOVIAL - INFANT.

LETTRES EN MOINS
Les mots à trouver sont : MOULT (Minium, muette, terrer, bague, planer). DIXIT (Giron, voler, épier, butor, ramier).



ÉPHÉMÉRIDE St-Justin

Soleil : Lever 05h51 - Coucher 21h45 - Pleine Lune

21.10
L'été 36
Série. Historique

Fra/Big. 2025. Saison 1. Avec Julie de Bona. 2 épisodes. Inédit. Léonie, bouleversée par l'assassinat de Félix, accuse Raoul Delaunay. Giulia ment à la police car il menace toujours sa fille. L'enquête sur le meurtre du procureur Jacquart prend un nouveau tournant.

23.20 New York Unité Spéciale. Série. Policière. 6 épisodes.

21.09
Sa Majesté des mouches
Série. Aventures

GB/Aus. 2026. Saison 1. Avec David McKenna. 2 épisodes. Des adolescents britanniques se retrouvent sur une île déserte suite au crash de leur avion. Ils doivent organiser leur survie dans cet environnement hostile.

23.10 The Madison. Série. Dramatique. 2 épisodes.

21.10
Meurtres au paradis
Série. Suspense

GB/Fra. 2026. Saison 15. Avec Don Gilet, Shantol Jackson. 2 épisodes. Mervin, venu à Antigua, se retrouve séquestré après avoir découvert un cadavre dans une cabane isolée. Entre accusations et mensonges, il doit percer la vérité pour s'en sortir.

23.10 Meurtres au paradis. Série. Suspense. 2 épisodes.

20.55
Il était une fois la Révolution

Film. Western
Ita/Esp/EU. 1971. Réal. : Sergio Leone. 2h35. Avec James Coburn. Au début du XX^e siècle, un aventurier irlandais et un paysan deviennent des héros de la révolution mexicaine.

23.30 Mississippi Burning. Film. Policier. Avec Gene Hackman.

21.10
Le jour le plus long
Film. Guerre

EU. 1962. Réal. : Ken Annakin, Andrew Marton, Bernhard Wicki. 2h55. NB. Avec John Wayne. La préparation et l'exécution du débarquement en Normandie, le 6 juin 1944, dans des conditions météorologiques difficiles, sous le feu nourri des Allemands.

00.05 Mémoires enfouies. Documentaire. Inédit.

21.10
Mariés au premier regard
Documentaire

Fra. 2026. 2h15. Inédit. L'amour est un combat qui rime avec toujours... ou pas ! Alors que certains pensent avoir fait le plus difficile en faisant correspondre leurs centres d'intérêt, il peut arriver que tout s'arrête.

23.25 Et si on se rencontrait ? Divertissement.

13.00 Points de vue. Présenté par Vincent Roux.
18.30 Le Buzz TV. Nicolas Vollaire et Mathilde Seifert reçoivent Elsa Fayer, animatrice.
19.00 Bienvenue en Ile-de-France. Présenté par Victoire Sikora.
21.00

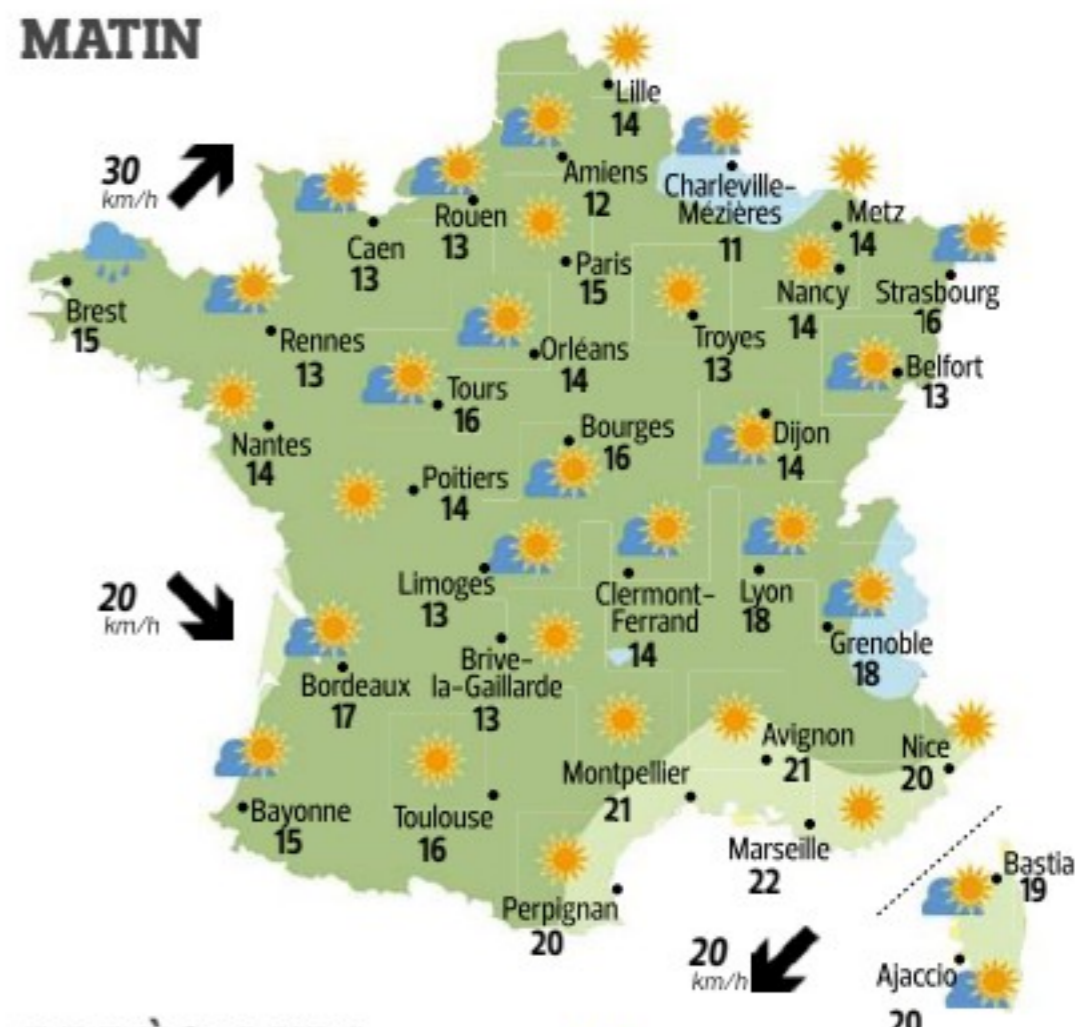
Iran, une puissance dévoilée
Documentaire. Une histoire complexe de l'Iran du début du XX^e siècle à nos jours.
22.25 Le Club Le Figaro Politique. Présentation : Yves Thérard. Avec les journalistes du Figaro Richard Flurin, Jim Jarrassé et Julie Ruiz.

Pour regarder Le Figaro TV ?
Canal 34 de la TNT en Ile-de-France ou sur les box
SFR 194 | Orange 118
Free 203 | Bouygues 247

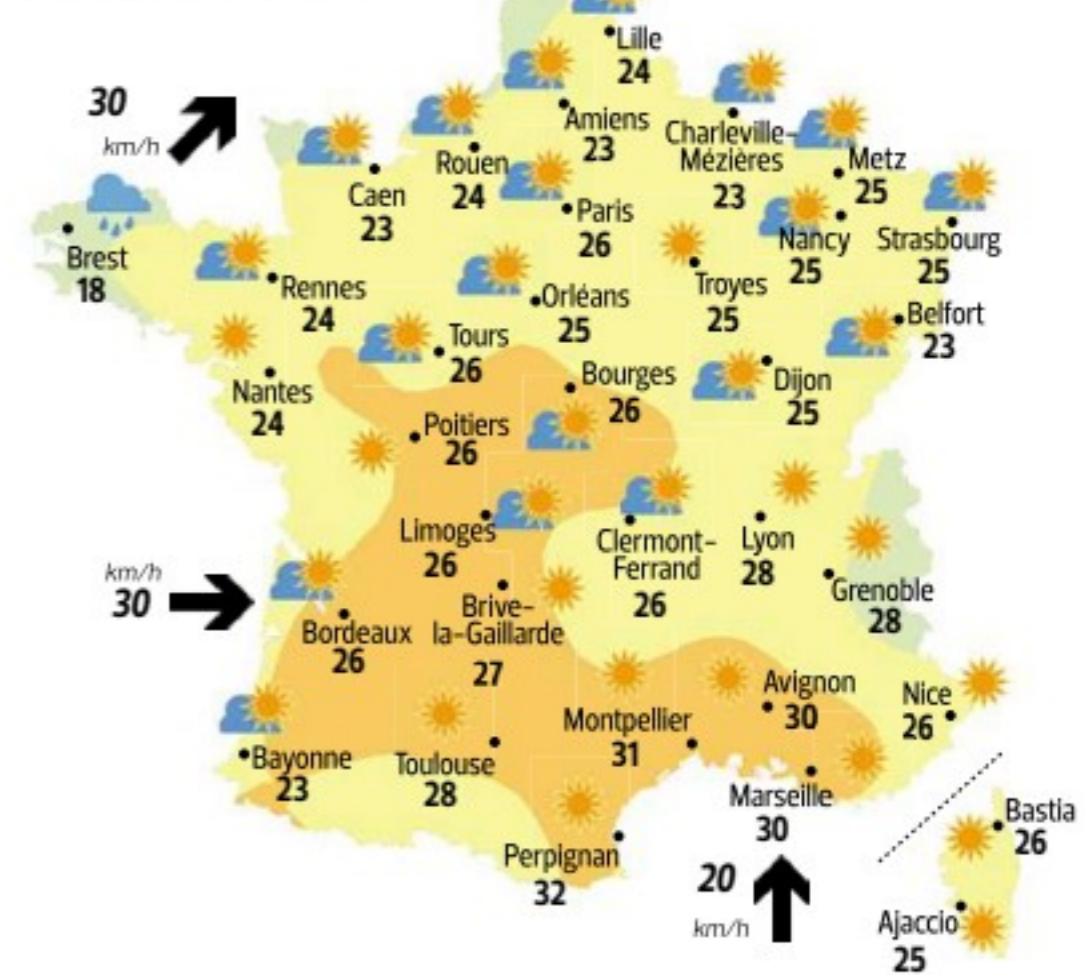
L'Affaire Moloch

Alors en pleine campagne présidentielle, le dirigeant de la République tchèque Viktor Toman est victime d'un probable empoisonnement. Un journaliste et une hackeuse se retrouvent à enquêter sur cette affaire et cela les amène à de mystérieux dossiers appelés Moloch, des archives liées à la police politique de l'ancienne Tchécoslovaquie. Cette série de thriller plonge intelligemment dans les arcanes sombres des pays d'Europe de l'Est où plane sans cesse l'ombre du Kremlin. En trois épisodes d'une heure assez intenses et construits avec brio, « L'Affaire Moloch » se regarde d'un trait et change un peu de la routine des habituelles séries américaines ou anglaises.

MATIN

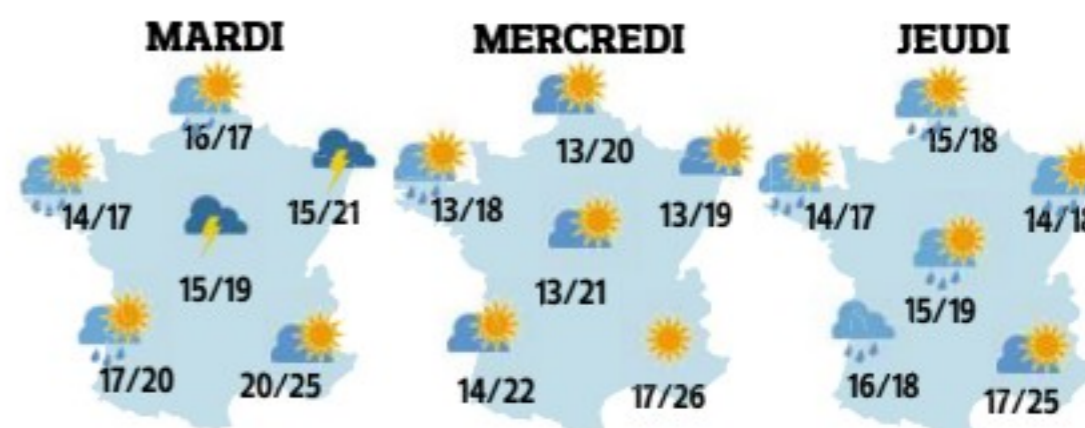


APRÈS-MIDI



LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	17/30	AMSTERDAM	15/22	ATHÈNES	17/30
BARCELONE	21/26	BELGRADE	19/25	BERLIN	14/23
BERNE	14/23	BRUXELLES	14/24	BUDAPEST	18/21
COPENHAGUE	13/20	DUBLIN	15/19	LISBONNE	17/27
LONDRES	14/21	MADRID	20/35	PRAGUE	16/22
RABAT	18/26	ROME	18/29	TUNIS	18/28



la chaîne météo **lachainemeteo.com**
Par téléphone : **3201** LIVE 24/24 Sur L'APPLI GRATUITE
CANAL+ La Chaîne Météo

19.32 LCP – Lundi c'est politique
20.39 Handicap, aux origines du combat
Documentaire. Fra. 2025. Réal. : Laetitia Møller. De l'entre-deux-guerres à la première politique nationale du handicap votée en juin 1975, se dévoilent des décennies de luttes pour la reconnaissance du handicap.
21.39 DébatDoc. **22.00** Sens public.

20.05 C à vous la suite. Talk-show.
21.05 Thalassa, aventures extrêmes
Documentaire. Fra. 2026. Réal. : Nicolas Ducrot. 0h50. 2 épisodes. Diego Buñuel découvre qu'au Brésil, pays qui compte près de 8000 kilomètres de littoral, la mer est profondément ancrée dans la vie des habitants.
22.55 C ce soir. Talk-show.

18.45 Tout beau, tout neuf. Inédit.
21.25 Independence Day : Resurgence
Film. Science-fiction. EU. 2016. Réal. : Roland Emmerich. 2h05. Avec Liam Hemsworth. Vingt ans après leur attaque massive, les aliens menacent la Terre d'une nouvelle invasion.
23.30 Independence Day. Film. Science-fiction. Avec Will Smith.

17.45 Vintage Mecanic. Doc.
21.10 Alerte sur la planète !
Documentaire. Fra. 2025. Réal. : Sophie Jeaneau. 1h05. Volcans géants cataclysmiques. Inédit. Une éruption de ce supervolcan aurait des conséquences dévastatrices pour l'Europe entière.
22.15 Les 10 catastrophes qui ont marqué la planète. Documentaire.

19.15 Quotidien. Inédit.
21.25 To Catch a Killer : Misanthrope
Film. Thriller. EU/Can. 2023. Réal. : Damián Szifron. 2h10. Avec Shailene Woodley, Ben Mendelsohn. Une jeune policière tente de tirer profit de ses troubles psychologiques pour cerner la personnalité d'un tueur.
23.35 90' Enquêtes. Magazine.

19.50 Pompéi : les origines. Doc.
20.50 Narbonne, la seconde Rome
Documentaire. Fra. 2021. Réal. : Alain Tixier. 1h30. Les récentes découvertes renseignent sur le rôle crucial de cette cité qu'on surnomme «la seconde Rome».
22.20 Révélations monumentales. Documentaire.

MOTS FLÈCHÉS DU FIGARO N°4463

VAGA-BONDE	ANIMAL PARES-SEUX	GRAND PEINTRE DU XX ^e SIÈCLE	CHEF SUDISTE PASSAGES DE RIUS	BON GESTE POUR LE SCOUT	CAPITALE DE LA NORVÈGE	ACTIVITÉ AU SOLEIL	À TROP LA FAIRE, ON LA RACCOURCIT	C'EST L'ENTRE-DEUX	STATION HS	PASCAL CHAÎNE À VOCATION FAMILIALE	FRAPPE DE JOUEUR	DIRECTION
SECHOR À LINGE	SERTIR			MIS EN JOU	MINE	BAS NIVEAU		COPIE D'ARTISTE	OISEAU DISPARU		BIEN À TOI	CLUB DE FOOTBALL
				CANARD SAUVAGE				SOI-DISANT				
ARCHIVES D'IMAGES		ABATTUS			TYPE DE VIOLON		INCONSOLABLE				OUTIL D'ATTAQUE OU DE DÉFENSE	
MANQUE DE SOIN		PIÈGE À RONGEURS			UN PLUS MUSICAL			ABER		EST TOUJOURS ACTIF AU JAPON		
				COMPLÈMENT UTILE				ATTACHA				
CRIDE SURPRISE		ANCIEN EMPIRE D'ASIE			ARBUSTE À FLEURS COLORÉES				COURS DU NORD			
COUPS DE CRAVON		38 EN FRANCE		AVANT LEURO	PLANTES EN BUISSONS				RIVIÈRE D'ANGERS		CONCOIT UNE ŒUVRE	
				POUDRE BLANCHE	DÉSIGNÉ LA CHOSE							
ÉCUELLE DE TABLE					PÉRIODE GÉOLOGIQUE				LABEL DE VINS			
FACILE À TENIR					PALE-FRENIER				IL TIENT LE SOC			
				FROTTER AVEC UNE GOUSSE				COMPLÈMENT GELE		ILS SONT ASSOCIÉS AUX COUTUMES		
BOSSE DE CHARBON								BELLE ÎLE				
DIEU DE LA MER				MISE EN LAMBEAUX					DÉPOURVU DE TOUT			
				INSCRIT AU COMPTE					ÉVALUÉ			

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

PLATON FARBRETON CRIANTES
INAPPRÉCIABLE ACCESSOIRE
MENTE ENCODA RATIONNEMENT
E BENDU TING ROTE AD U
PASSERAI BAIONNETTE ALICE
V ARAC GENTY AIMER CRIEUR
BRAT PLATRES GÉNÉRITÉ MS
INSOLENTS ASA EMERT AU
ALAIRE TET SEB A BRISTONER
REFRAIN DÉRISION ETIRER
HIC R NATITE ENITE TIRET RA
CHEAP G
LANTIERE
RIVIERE
VI ESOPÉ
ION NON
INCIDENT
EMU DO
GALTER EN
ROSE UN
GIT TARD N CVR AITONE SA
ESTER IOGLATRIE MONTREUR
IN ESPERE ARRANGE TYRAN E
GLEN STAT AIB PISTONIER
AVAILANCHUSES ECRQUE TRAC
TRENVAINE CHE HEUR M VIA
STASE SEVIER SAOIN SAMEDI
N SUTRA BEAT REYINLER M
ROBERT SIMONS QUESTION TA
NEGERER NE PARIS EP TADN
IA AMI M NESOITS ERSE RU
SELECT SOS ETA DUE RACEE
AEP TURBOT EVERTUE VERSEY
PULITON ARGO B
PSAUME NIAN TISSU
ACRA COT ENNEMI
BLESE SENT ESSE

EDGAR MORIN

Un humaniste de la complexité

Sociologue, anthropologue, philosophe ou simplement observateur engagé du « vaste monde », on peut dire d'Edgar Morin, qui a disparu à Paris le 29 mai, à 104 ans passés, qu'il a été tout cela, sans se laisser réduire à aucune de ces identités. « *Écrivain et penseur du siècle, défenseur de la nature et des peuples, Edgar Morin était l'humanisme fait personne* », a déclaré Emmanuel Macron après avoir appris la mort de celui qu'il avait qualifié de « *penseur planétaire* », lors de sa réception à l'Élysée pour son centième anniversaire, voici quatre ans. Un dithyrambe parmi tant d'autres, venus notamment du monde de la culture, dans lequel le président de la République saluait « *ce jeune homme qui nourrissait toujours son interlocuteur de sa chaleur passionnée, de son indignation, de ses combats* ».

Auteur de plus d'une centaine de livres traduits dans une trentaine de langues et relevant aussi bien des sciences humaines, des sciences exactes que de l'actualité la plus immédiate, française ou internationale, Edgar Morin, par son refus de cloisonner les savoirs ou sa méfiance à l'égard de toute démarche dogmatique, peut être considéré comme un héritier de l'encyclopédisme des Lumières. Il était aussi un des penseurs les plus présents dans les médias et les plus connus du grand public.

Né le 8 juillet 1921 à Paris dans une famille juive séfard originaire de Salonique, le jeune Edgar Nahoum, qui perd sa mère à l'âge de 10 ans, étudie à la Sorbonne et passe ses licences d'histoire et de droit. Après avoir fréquenté les milieux libertaires qui soutiennent le camp républicain en Espagne, il adhère au PCF à partir de 1942, période où, sous le pseudo de Morin, il participe à des actions de résistance. Il sera exclu du PCF en 1951, pour avoir critiqué la ligne stalinienne de la direction. « *Ce fut comme un chagrin d'enfant, énorme et très court* », confiera-t-il plus tard. Une rupture qui survient peu après qu'il a publié son premier livre, *L'An zéro de l'Allemagne*, consacré à l'occupation de ce pays. Son éloignement du communisme est inséparable d'une démarche critique qui ne le quittera plus et qu'il étayera à travers tous ses livres, notamment *Autocritique* (Seuil), qui, paru en 1959, lui vaudra un grand succès.

« La vie n'est supportable que si l'on y introduit de la poésie, c'est-à-dire de l'intensité, de la fête, de la joie, de la communion et de l'amour »

Edgar Morin

Devenu sociologue au CNRS, Edgar Morin publie des ouvrages sur des thèmes novateurs : la mode (*Les Stars*, 1957), la culture de masse (*L'Esprit du temps*, 1962) ou le cinéma (*Le Cinéma ou l'Homme imaginaire*, 1956). Il s'intéresse à un phénomène aussi insaisissable que la rumeur. Dans *La Rumeur d'Orléans* (1969, Seuil), il analyse celle qui défrayera la chronique - des responsables d'un grand magasin avaient été soupçonnés de faire disparaître des femmes pour alimenter un trafic de « traite des Blanches » - sans que le moindre début de preuve ait été apporté.

Après plusieurs années passées en Amérique latine il est invité à l'Institut Salk de San Diego, en Californie, en 1969. Il en revient en 1970 avec un *Journal de Californie* (Seuil), où il analyse cette région comme un laboratoire de la modernité. Puis il entame sa grande œuvre : une somme de six livres intitulée *La Méthode* (Seuil), dont le premier, *La Nature de la nature*, paraît en 1977 et le dernier, *Éthique*, en 2004. Entre-temps paraîtront *La Vie de la vie*, en 1980, *La Connaissance de la connaissance*, en 1986, *Les Idées*, en 1991, puis *L'Humanité de l'humanité*, en 2002. À travers cette suite qui recouvre tous les domaines de la connaissance, Edgar Morin confronte les méthodes d'analyse des sciences humaines avec celle des sciences biologiques. Soucieux de tisser des liens entre les sciences et de promouvoir ce qu'il nomme la « transdisciplinarité », il par-

Paul-François Paoli

Le philosophe, centenaire était une voix importante de la gauche moderne et une figure médiatique très présente. Emmanuel Macron a popularisé une notion qui lui était chère, la « pensée complexe ».

ticipé avec les biologistes Jacques Monod et François Jacob à la création du Centre international d'études de biologie et d'anthropologie fondamentale situé à l'abbaye de Royaumont.

« *Alors qu'un savoir fragmentaire et dispersé nous rend de plus en plus aveugle à nos problèmes fondamentaux, l'intelligence de la complexité devient un besoin vital pour nos personnes, nos cultures, nos sociétés* », écrivait-il lors d'un colloque organisé par l'Association pour la pensée complexe, qu'il fonde au début des années 2000. Une « complexité », du latin *complexus*, qui signifie « ce qui est tissé ensemble », qui définit, en quelque sorte, la réalité elle-même par son caractère contradictoire et irréductible à un schéma d'explication unique. Pour Morin, qui s'est toujours défini comme un agnostique ou même un « *incroyant radical* », nulle conception du monde ne peut prétendre disposer de la vérité. Toutes les représentations philosophiques et religieuses doivent pouvoir coopérer dans un vaste ensemble multicivilisationnel. Aussi détaché croit-il être de tout dogmatisme, Morin n'hésite pas pour autant à intervenir dans le débat idéologique. Il suscite une vaste polémique en juin 2002 en cosignant avec Danièle Sallenave dans *Le Monde* un article intitulé « Israël-Palestine : le cancer », où il dénonce la politique israélienne.

Il ira jusqu'à affirmer que « *le peuple le plus persécuté de l'Histoire* » était devenu à son tour « *persécuteur* », ce qui lui vaudra un procès intenté par les associations France-Israël et Avocats sans frontières. Certains lui reprocheront son aveuglement face à la résurgence de l'antisémitisme en France ainsi qu'une vision multiculturelle idyllique inspirée par le mythe d'al-Andalous, qui minimise les dangers de l'islamisme en Europe. Dans *L'An I de l'ère écologique. La Terre dépend de l'homme qui dépend de la Terre*, paru en 2007 (Tallandier), Morin dialogue avec Nicolas Hulot sur la nécessité de promouvoir une « *politique de civilisation* », qui « *vise à remettre l'homme au centre de la politique et à promouvoir le bien-vivre au lieu du bien-être* ». Une notion qui connaît un vif succès médiati-



Edgar Morin, en 2012. Ci-dessous : le philosophe est élevé à la dignité de grand-croix de la Légion d'honneur par Emmanuel Macron, le 8 juillet 2021.



que, le gouvernement de Nicolas Sarkozy s'en réclamera un temps, provoquant le désaveu de Morin lui-même.

Il multiplie les livres d'entretien avec des personnalités aussi diverses que Boris Cyrulnik (*Dialogue sur la nature humaine*, L'Aube, 2000), Stéphane Hessel (*Le Chemin de l'espérance*, Fayard, 2011), François Hollande (*Dialogue sur la politique. La gauche et la crise*, L'Aube, 2013) ainsi qu'avec l'idéologue des Frères musulmans Tariq Ramadan (*Au péril des idées*, Presses du Châtelet en 2014 et *L'Urgence et l'Essentiel*, Éditions Don Quichotte en 2017), dont il semble partager le ressentiment antioccidental. Il refusera par la suite de s'exprimer sur les accusations de viol qui ont ruiné la légitimité de l'intellectuel islamiste.

L'ensemble de son œuvre sera jugé avec enthousiasme par certains, en particulier à gauche, avec beaucoup de circonspection par d'autres (notamment Pierre Bourdieu) qui le considèrent intarissable plutôt que comme un penseur décisif. En multipliant des thématiques de plus en plus alarmistes (*La Voie. Pour l'avenir de l'humanité*, chez Fayard en 2017, ou *Réveillons-nous*, chez Denoël en 2022), Morin n'a-t-il pas fini par illustrer ce que Michel Foucault déplorait chez Sartre et les intellectuels d'antan : la prétention à délivrer un message global dans un univers devenu si complexe, comme l'écrit Morin, qu'il est devenu périlleux de sortir de son champ de compétence ? Edgar Morin est devenu au fil du temps une institution, comme le montrent les multiples distinctions honorifiques qui lui seront accordées aussi bien en France qu'à l'étranger. En 2019, le pape François le félicite pour

son « *esprit d'ouverture aux autres* » et le reçoit à Rome. Le 8 juillet 2021, Emmanuel Macron le qualifie, lors du discours de réception qu'il lui consacre à l'Élysée, de « *vigie de la planète* ». Ses postures d'humaniste transcendantal n'empêchent pas Edgar Morin de prendre parti. En 2024, après la dissolution de l'Assemblée nationale, il s'inquiète de ce qu'il appelle « *la montée de l'extrême droite en France* ».

Enfin, dans son dernier entretien au *Monde*, paru le 11 avril dernier, dans lequel il renvoyait dos à dos l'Iran et Israël, le Hamas et Netanyahu, il n'hésitait pas à déclarer que le « *national-populisme* » (sous-entendu le RN) favorisait le retour d'« *une France qui fut longtemps monarchique, aristocratique et religieuse, une France pétainiste pendant la guerre face à la France républicaine, laïque et sociale* ». Quand on connaît l'histoire de la Résistance, où se sont illustrés tant de catholiques, à commencer par le maréchal Leclerc de Hauteclouche, qui aurait sa place au Panthéon, on est étonné par un tel simplisme. Est-ce là le « *sens de la nuance* » que le président Macron a vanté chez le disparu ?

Au-delà de ses positions aussi discutables que discutées, il n'est pas contestable qu'Edgar Morin a manifesté une curiosité et une vitalité à toute épreuve. Loin de voir en la vieillesse un naufrage, il percevait celle-ci comme une étape ultime qui pouvait témoigner de la fragile grandeur de la condition humaine. « *La vieillesse est comme une marche qu'on monte, ce n'est pas un escalier qu'on descend vers la tombe*. » Dans un de ses derniers ouvrages, il affirmait aussi : « *La vie n'est supportable que si l'on y introduit de la poésie, c'est-à-dire de l'intensité, de la fête, de la joie, de la communion et de l'amour*. » ■